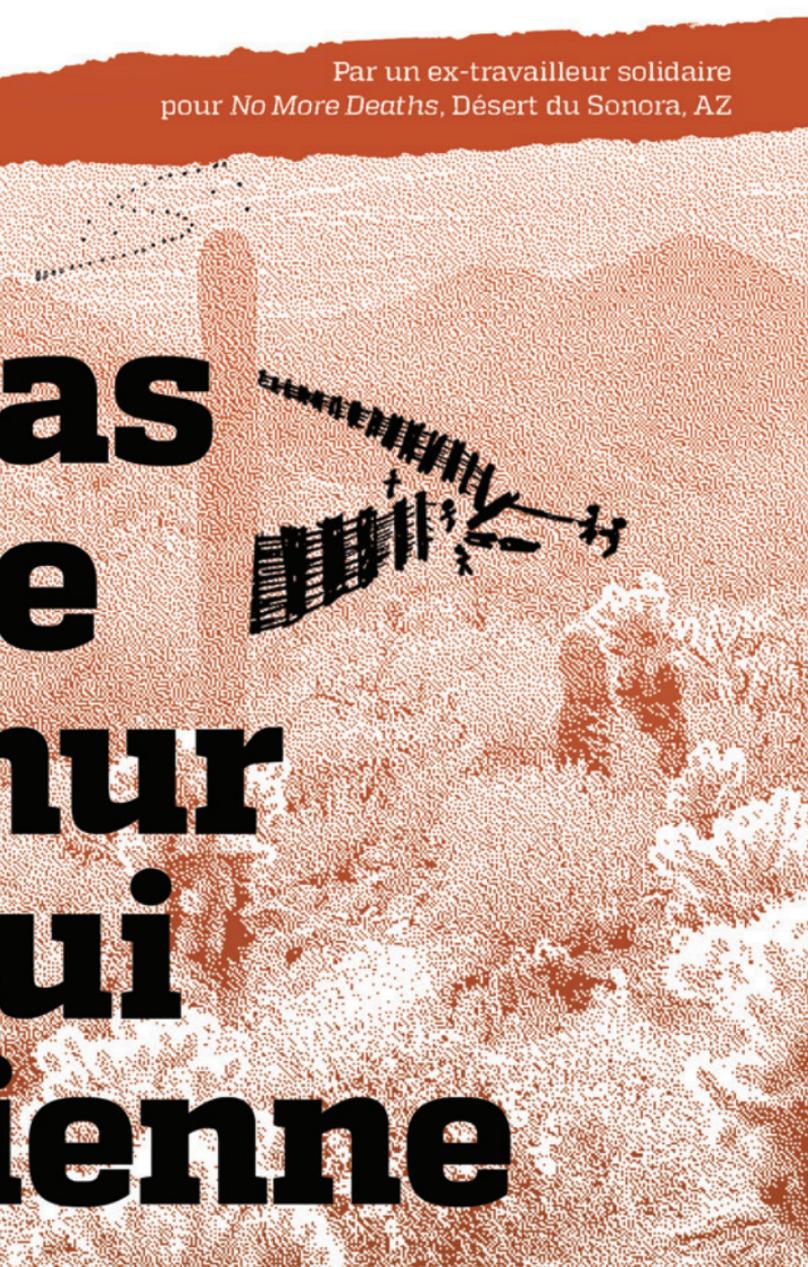


Phénomènes de migrations et
de contrôle à la frontière sud
des États-Unis

Par un ex-travailleur solidaire
pour *No More Deaths*, Désert du Sonora, AZ

Pas de mur qui tienne





La frontière, ce n'est pas qu'un mur; ce n'est pas qu'une ligne tracée sur un atlas. Ce n'est pas une position géographique particulière. La frontière, c'est une structure de pouvoir, un système de contrôle. Elle existe partout où les gens vivent dans la peur de la déportation, partout où des migrant-e-s se voient refuser des droits fondamentaux, partout où des êtres humains sont divisés en deux camps : les *inclus* et les *exclus*.

La frontière ne sépare pas un monde d'un autre; il n'y a qu'un seul monde, qu'elle déchire.



Publié par CrimethInc. Ex-Workers' Collective / 2017 / Salem, Oregon
Traduit de l'anglais à Tiohtià:ke/Montréal, Québec, Canada / 2020





PAS DE MUR QUI TIENNE

Guide pratique et résumé historique des phénomènes de migrations et de contrôle à la frontière sud des États-Unis.



Ce livre a été écrit par un ancien travailleur solidaire
œuvrant dans le désert de Sonora en Arizona.



Version originale en anglais publiée par
N©! 2017 Crimethinc. ex-Worker's Collective
Abolissons toute frontière, incluant les droits d'auteurs

Crimethinc. Far East. Code postal : 4671
Salem, Oregon, États-Unis d'Amérique. 97302
contact@crimethinc.com

Une version électronique complète du diagramme de la frontière nord-américaine
et du régime qu'elle entretient est disponible à :
crimethinc.com/borders

Pour obtenir une affiche de ce diagramme et bien
d'autre matériel intéressant, visitez : crimethinc.com

Traduction en français
N©! 2021 Tiohtià:ke/Montréal, Québec, Canada

Imprimé et relié à Tiohtià:ke (Montréal)
sur du papier 100 % post-consommation

*à tous ceux et celles qui ont tenté la traversée,
avec ou sans succès.*

SI LA VISA UNIVERSAL SE EXTIENDE
EL DIA EN QUE NACEMOS
Y CADUCA EN LA MUERTE

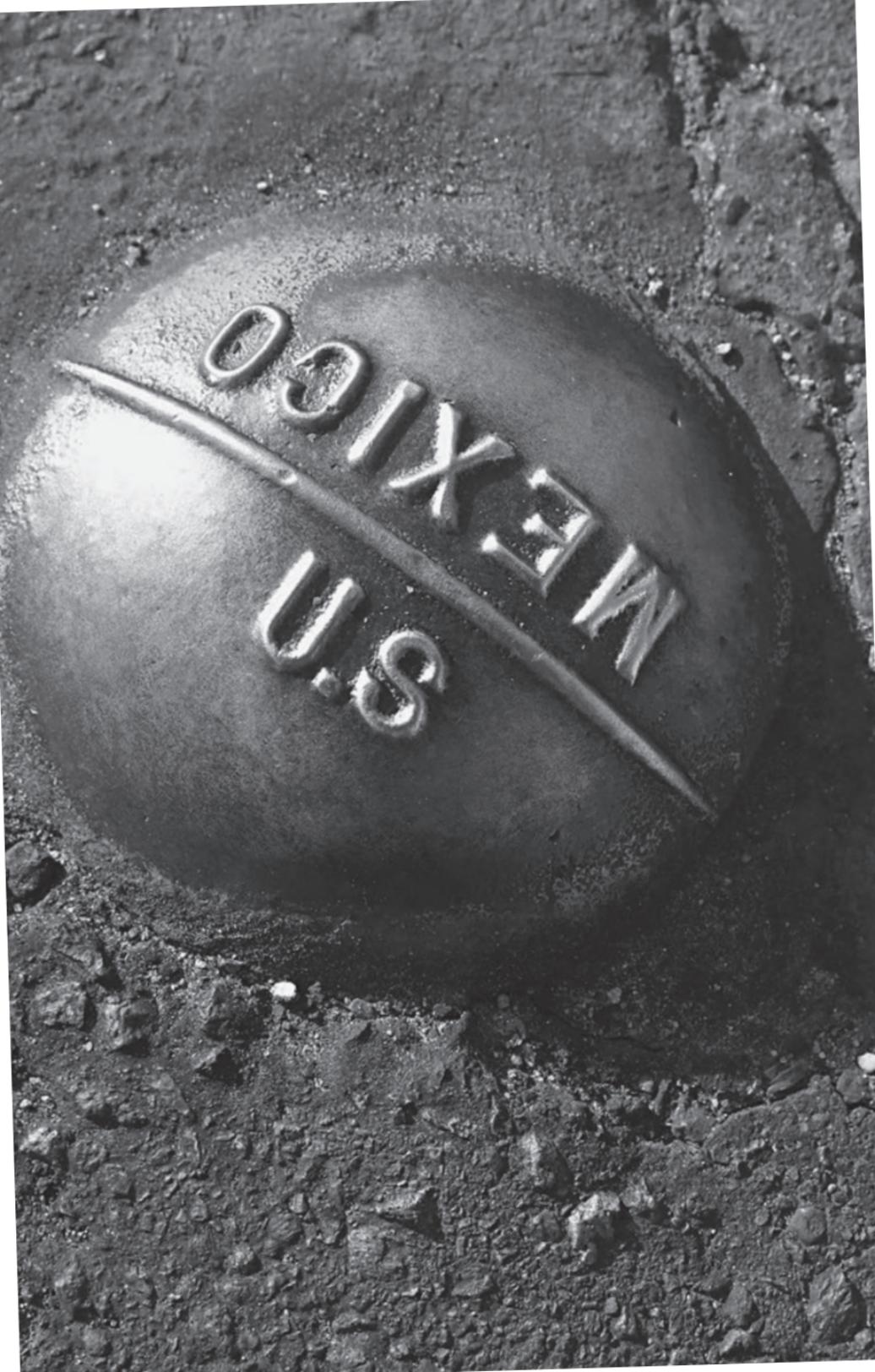
¿POR QUÉ TE PERSIGUEN MOJADO
SI EL CÒNSUL DE LOS CIELOS
YA TE DIO PERMISO?

“ SI UN VISA UNIVERSEL NOUS EST DONNÉ,
VALIDE DEPUIS LE JOUR DE NOTRE NAISSANCE
JUSQU'AU JOUR DE NOTRE MORT

POURQUOI TE PERSÉCUTENT-ILS,
TOI, LE MOUILLÉ
ALORS QUE LE CONSULAT DU CIEL
T'A DÉJÀ AUTORISÉ LE PASSAGE ? ”

- « Mojado », Ricardo Arjona

WHEATON
SIX
SUN



13	INTRODUCTION
25	GLOSSAIRE
27	DU SUD AU NORD
29	LES CONSÉQUENCES
32	LES VOYAGEURS
38	LE SUD
39	Le Mexique
54	Le Guatemala
62	El Salvador
67	Le Honduras
70	Tensions
72	Le voyage
83	LE PRODUIT
83	Le capital
89	Le travail
92	LA FRONTIÈRE
95	Arivaca
100	Komkch'ed e Wah'osithk (Sells)
103	Ajo
104	Falfurrias
111	La traversée
116	CONÇU POUR TUER
116	Qui en profite?
142	La patrouille frontalière
149	La «game»
151	Le désert
153	LE NORD
154	Les migrant·e·s
160	Les citoyen·ne·s
169	Résistance
174	D'EST EN OUEST
180	L'Ordre et le Chaos
183	Transformation
183	La révolution
188	Une dure leçon
200	Solidarité
208	Chez soi

Ce livre décrit mon expérience à la frontière mexicano-étatsunienne telle que je l'ai vécue de 2008 à 2016. Le cœur de cet ouvrage a été rédigé en 2011 et distribué sous le titre « Conçu pour tuer : la vérité sur les politiques frontalières ». J'ai écrit la suite en 2016, durant les mois qui ont précédé l'élection présidentielle aux États-Unis. À ce jour (février 2017), il est encore trop tôt pour savoir si l'administration Trump en viendra à transformer partiellement totalement le système que je décris dans le présent ouvrage. Il est donc possible que certains des phénomènes nommés ici soient devenus caducs d'ici quelques années.

L'intensification des souffrances et des morts dont j'ai été témoin le long de la frontière semble inévitable peu importe le régime en place. Le gouvernement en place (en 2017) est assez clair quant à son intention de persécuter les sans-papiers avec encore plus d'acharnement que ses prédécesseurs. S'il doit en être ainsi, j'espère que cet ouvrage servira de rappel quant au fait que tout n'était pas rose non plus sous l'administration de Clinton, de Bush et même d'Obama. Les problématiques illustrées ici ne peuvent pas être résolues simplement en remettant le pouvoir entre les mains du (de la) bon-ne dirigeant-e. La question n'est pas de savoir qui devrait gérer la frontière, mais bien comment la faire tomber ?

Permettez-moi de plaider ma cause.

non sum dignus

« Ils arrivent! Ils arrivent! ¡Ya vienen! »

La Grande Ourse tournait au-dessus de nos têtes dans la nuit froide et claire. José, Maria et moi-même nous pressions les uns aux autres pour conserver le peu de chaleur que nous dégagions. Pour la première fois depuis notre rencontre, Maria paniquait. Le bruit de leurs lourdes bottes à cap d'acier parvenait jusqu'à nous, se dirigeait vers nous, dans l'obscurité. L'un des agents nous a attrapés dans une espèce de lasso, puis m'a saisi à la gorge.

« ¿Donde esta tu grupo? ¡¿Donde estan los demas?! »

« Je vais garder le silence. Je veux parler à un avocat. »

J'essayais de rester le plus calme possible, mais ma voix tremblait.



Je marchais au nord de la frontière, en Californie du Sud. J'ai rencontré José et Maria un peu avant la tombée de la nuit. Elles étaient perdu-e-s depuis des jours et faiblissaient d'heure en heure. C'était lorsque G.W.Bush était au pouvoir. Je n'avais pas de téléphone cellulaire à cette époque. Nous étions à des kilomètres de ma voiture, dans un lieu dénué de tout. Je ne savais pas quoi faire. J'ai décidé de rester avec eulles.

L'époux de Maria l'avait abandonné, elle et leurs quatre enfants. Elle m'a fait comprendre qu'elle en était venue à se prostituer pour arriver à les nourrir. José, lui, avait sauté d'un train de marchandises à l'autre pour se déplacer jusqu'à la frontière. Je ne sais pas trop ce qui lui est arrivé dans l'un de ces trains, il n'était pas capable de m'en parler, mais il semblait sous le choc. J'avais un mauvais pressentiment. Plus tôt, un hélicoptère nous avait survolés. Par une nuit aussi froide, nous devions être aussi visibles qu'un brasier, à travers leurs infrarouges. Faits comme des rats.



« T'es son mari? Qu'est-ce que tu fous ici? Qu'est-ce qui se passe? T'es en état d'arrestation! »

« Je vais garder le silence. Je veux parler à un avocat. »

Ils nous ont jetés dans la camionnette.

Maria s'était ressaisie. Elle a mis sa main sur mon épaule. « *No te preocupes* », m'a-t-elle dit, alors qu'on se faisait bardasser

par les bosses, sur la route. « *Vamos a sobrevivir* ». « Ne t'inquiète pas, on va survivre. » José a laissé sa tête s'affaisser puis dodeliner de gauche à droite. Il a levé les yeux vers moi, m'a souri, puis a baissé la tête à nouveau.



Ils nous ont emmenés au centre de détention de la patrouille frontalière. Nous étions deux cents là-bas, assis en file sous les néons, en attente d'être pris en charge. Ils m'avaient séparé de José et Maria. Je les apercevais au loin, à l'autre bout de la cour. Je ne reverrais plus jamais José. L'homme juste à côté de moi parlait un excellent anglais.

« J'suis foutu man, ma vie est finie. »

« J'suis pas à mon meilleur non plus... », lui ai-je répondu.
« D'où tu viens? »

« Détroit » qu'il répond. « Motown! Lions Roar! Le 313, t'sais? Ma femme est là-bas, mes enfants, tout mon monde. C'est la troisième fois que j'me fais prendre à essayer de retourner aux States. C'est certain qu'ils m'envoient en prison ce coup-là. Et s'ils m'y reprennent, wow... je sais même pas ce qu'ils vont me faire. J'sais pas comment ma femme va faire pour payer les factures. J'sais même pas qui va aller chercher mes enfants à l'école. J'sais rien. »

« Moi non plus. »

« J'aimerais tellement ça pouvoir en faire marcher un dans mes souliers. J'aimerais qu'ils se fassent fourrer aussi profond que j'me fais fourrer en ce moment. Pouvoir mettre leur vie sens dessus dessous. J'voudrais que quelqu'un paye pour... tout ça. »

J'ai regardé la mer de visages dans laquelle nous nagions.

« Moi aussi. »



On était environ quatre-vingts à s'être fait entasser dans une « cellule d'attente » grosse comme une chambre à coucher. Nous étions empilés les uns sur les autres au point où nous prenions des tours pour nous coucher sous les chiottes. Tous mes membres étaient entrelacés avec ceux de quelqu'un d'autre. Un homme portait une chemise d'hôpital en plastique. Les pansements sur sa main droite et son biceps étaient imbibés de sang. Les chiens avaient déchiré ses vêtements et broyé son bras.

De temps à autre, les agents me prenaient à part pour m'interroger.

« Qu'est-ce que t'en as à foutre de ce qui arrive à ces gens? Pour qui tu travailles? Qu'est-ce que tu faisais vraiment? »

« Je vais garder le silence. Je veux parler à un avocat. »

Après un certain temps, ils se lassaient de m'entendre répéter la même chose et me ramenaient avec les autres.

La chaleur, la puanteur et la trop forte densité de personnes laissaient présager une émeute. Les gens perdaient la tête. L'un des hommes les plus âgés a tenté d'engager le dialogue avec un des agents :

« *Official, por favor.* Nous sommes trop nombreux. Ces hommes vont commencer à se battre. Ne serions-nous pas plus faciles à contrôler si vous nous divisiez en deux groupes? »

« Va chier le bronzé. T'avais juste à pas te faire prendre pendant le week-end. »

Un jeune homme a aussi tenté le coup :

« Monsieur, je prends des antipsychotiques. Ils sont dans mon sac. J'ai peur de péter un plomb si je saute une dose. Pouvez-vous essayer de les trouver? »

« Ouais ouais... Tu veux ton médicament? Viens ici, j'vais te le donner. »

Ils l'ont sorti de la cellule, lui ont asséné un coup de poing au visage, et lui ont envoyé une décharge de tazer devant le reste du groupe.

« Tiens, ta putain de médication! »

Au bout d'un moment, un des hommes plus âgés s'est mis debout sur la cuvette des toilettes et a commencé à chanter un *corrido*. Un jeune homme s'est mis à chanter avec lui, puis un autre, puis un autre. Et contre toute attente, le groupe a su garder son calme.



Au bout de trois jours, un gardien m'a pointé du doigt:

« Toi! L'Américain! Viens avec moi! Ils te laissent partir. »

En route vers l'office, il a dû prendre un appel.

« Reste ici. » m'a-t-il dit. Puis, il m'a laissé tout seul devant la fenêtre

menant à l'aile des femmes. J'ai aperçu Maria, assise au fond. Je lui ai envoyé de grands signaux affolés jusqu'à ce qu'elle vienne se coller la figure aux barreaux de sa cellule. Je me suis désigné du doigt avant d'accomplir le signe universel signifiant « marcher », avec mon index et mon majeur. Elle m'a pointé du doigt, puis a pointé la sortie. J'ai fait oui de la tête. Elle m'a renvoyé mon signe. Puis, elle a posé sa main sur la vitre et j'y ai collé la mienne.

De ma main libre, j'ai formé un poing avec lequel je me suis frappé le cœur trois fois. Elle m'a imité. J'avais peine à garder mon sang-froid. Elle n'irait pas à Los Angeles pour envoyer de l'argent à sa mère et ses enfants. Elle retournerait faire le trottoir à Mexicali. C'était injuste. Quelqu'un, au bout du corridor, approchait. Nous refusions de détourner le regard, mais il le fallait. J'ai tenté de retrouver une expression normale. Le garde est revenu.

« Allons-y *buddy*, tu t'en vas à la maison. »

Je l'ai suivi jusqu'à la sortie en ravalant mes larmes jusqu'à ce que j'atteigne un premier rayon de soleil.



Des années plus tard, j'ai déménagé en Arizona.

De 2008 à 2015, j'ai travaillé dans le sud du désert de l'Arizona au sein d'un groupe d'aide humanitaire nommé *No More Deaths**. Ce groupe agit en solidarité avec les migrants et les réfugiés venus du Mexique et de l'Amérique du Sud après avoir traversé le désert de Sonora pour entrer aux États-Unis. Sur une période de vingt ans, les gouvernements étatsuniens ont canalisé ce flux migratoire en le repoussant toujours davantage vers les zones les plus reculées du Sud de la frontière, provoquant directement la mort de plusieurs milliers de personnes victimes de coups de chaleur, d'hypothermie, de famine, de maladies et de blessures. *No More Deaths* s'est donné pour mission de mettre un terme à toutes ces souffrances et ces morts.

Le collectif a été fondé en 2004. Depuis, des gens de tous les horizons sont venus offrir leur support à *No More Deaths*. Nous avons passé plusieurs années à nous familiariser avec le désert de Sonora. Nous parcourons ses pistes et trouvons différents endroits où laisser de l'eau, cherchons des personnes en détresse et leur prodiguons les premiers soins, si nécessaire. Nous avons un camp de base installé toute l'année, où nous sommes en mesure d'offrir une assistance plus prolongée à ceulles qui en ont besoin. Si la situation le nécessite, nous pouvons aussi faire venir une ambulance ou un hélicoptère afin d'emmener quelqu'un à l'hôpital. Nous nous efforçons de toujours agir en fonction des désirs du-de la migrant-e et n'appelons la patrouille frontalière que lorsque celui ou celle-ci le demande. Il n'y a pas de doute que nos efforts ont contribué à réduire le nombre de morts le long de la frontière, en Arizona.

Durant mes années passées ici, j'ai vécu plusieurs situations démentes et on m'en a rapporté beaucoup d'autres. Certaines choses auxquelles j'ai assisté m'ont réchauffé le cœur et d'autres m'ont glacé le sang. J'ai vu des gens qui étaient trop faibles pour se tenir debout, trop malades pour boire de l'eau, trop blessé-e-s pour continuer, trop terrifié-e-s pour dormir, trop tristes pour parler, désespérément perdu-e-s, complètement affamé-e-s, mourant littéralement de soif et vivant avec la certitude qu'illes ne reverront jamais leur famille. J'ai vu des gens vomir du sang sur leurs souliers troués, sans le sou, à plus de trois mille kilomètres de chez eulles.

* *No More Deaths* est une organisation ouverte. Notre travail est légal selon les lois étatsuniennes. Le gouvernement a toutefois tenté d'arrêter et de poursuivre en justice plusieurs bénévoles de notre organisation, à de nombreuses reprises. L'arrestation, en juillet 2005, de Daniel Strauss et Shanti Sellz a été la plus publicisée. À l'heure d'écrire ces lignes (2017), les charges portées contre nos bénévoles finissent toujours par tomber. Personne n'a jamais été accusé d'un crime en lien avec nos activités dans le désert.



Des gens qui souffrent de coups de chaleurs, d'insuffisance rénale, d'horribles coupures, échardes, blessures, d'hypothermie, de choc post-traumatique et bien plus. Je me suis déjà retrouvé face à des gens qui avaient été pillés et/ou violé-e-s; dans des lieux où d'autres avaient été assassinés. Des ami-e-s ont trouvé des cadavres.

J'ai été témoin de la souffrance des autres et j'ai moi-même perdu pied dans quelques crevasses. Je me suis déchiré le visage sur des barbelés, ai manqué d'eau, me suis fait pointer une arme à feu au visage, me suis fait menotter, arrêté, emprisonné, me suis fait poursuivre par des taureaux et encerclé par des vautours, traqué par des cougars. J'ai évité des serpents à sonnette, retiré des aiguilles de cactus de toutes sortes de parties de mon corps et arraché mon pantalon d'urgence parce que des fourmis rouges l'avaient envahi.

Tout ça m'a créé beaucoup de cheveux blancs et je crois avoir laissé une quantité importante de moi-même; de mon sang, de ma sueur et de mes larmes dans ce désert assoiffé. Je m'y suis retrouvé un nombre incalculable de fois ému par le courage et le don de soi incroyable des gens que j'y ai rencontrés, tout comme j'ai souvent explosé de rage face à l'hostilité d'un système économique et politique qui force ces gens à accomplir l'impossible afin de nourrir leur famille. J'ai rencontré des milliers de gens comme José et Maria, chacun portant le poids de sa propre histoire. Toujours, illes avaient quelque chose en commun : dans le regard de ceux qui rédigent les politiques frontalières, leur vie n'a aucune valeur et leur mort est sans conséquence.

Mon travail m'a permis d'observer comment la frontière est gérée au quotidien et m'a fourni une plus grande compréhension de sa fonction au sein du système global qu'est le capitalisme, ainsi que des objectifs réels qu'elle vise à accomplir.

Faisant partie des rares activistes ayant passé plusieurs années sur ce qui peut être considéré comme une ligne de front de la migration internationale, voici ce que j'ai retenu de mon expérience :

L'Amérique du Nord comporte une seule économie divisée par deux frontières majeures. La première nous fait passer des États-Unis au Mexique et l'autre du Mexique au Guatemala*. Plusieurs personnes sont contraintes de traverser ces frontières à cause de facteurs socio-économiques bien au-delà de leur contrôle. Les politiques

* Pour rester dans le thème de ce livre, la frontière États-Unis/Canada est moins importante que les deux frontières nommées par l'auteur. Le système d'immigration canadien diffère de celui des États-Unis; laissons donc cette analyse à ceulles qui en ont fait l'expérience. Voir : *Undoing Border Imperialism* par Harsha Walia, par exemple.

frontalières qui les y obligent, appliquées tant par le gouvernement étatsunien que mexicain, n'ont pas pour objectif de stopper l'immigration, mais bien de l'encadrer et de la contrôler, au profit de certains secteurs de la population des deux pays; et au détriment des migrant·e·s, dont la mort est prévisible et souhaitée. En somme, le contrôle de l'immigration dans cette partie du monde agit en tant que facteur de ségrégation systématique, dérobant de leurs droits fondamentaux certains individus en se basant sur leur lieu de naissance.

En d'autres mots, c'est l'apartheid.

De plus, ces mêmes deux frontières qui séparent l'Amérique du Nord font partie d'un motif qui se répète à l'échelle mondiale, partout, pour les mêmes raisons ou presque; et en vue d'obtenir sensiblement les mêmes résultats. Partout, on sépare *l'état-noyau* d'un autre état dit *tampon*, puis on sépare l'état *tampon* des états *périphériques*. Tout comme l'Amérique du Nord n'a en fait qu'une seule économie, il n'y a en fait qu'une seule économie mondiale qui siphonne les ressources par le biais des lois du marché; des *états-périphériques* vers les *états-noyaux**.

“La charité, verticale : c'est l'humiliation.
La solidarité, horizontale : c'est l'entraide.”

-Eduardo Galeano

Des millions, peut-être même des milliards de personnes sont considérées comme interchangeables, voire superflues au sein de l'économie globale; les frontières existent pour réguler leurs mouvements; pour qu'elles restent à leur place.

Je crois que le gros bon sens et un minimum de décence de la part des habitants des pays du Nord devraient dicter l'adoption de mesures concrètes afin de minimiser l'écart entre les différentes castes des sociétés, en vue de nous réintégrer au reste de l'humanité. D'abord parce que c'est la chose morale à faire; ensuite parce que si nous continuons sur notre lancée actuelle le monde deviendra si intenable que notre propre sécurité et notre survie en tant qu'es-

* Je paraphrase ici le *world-systems analysis* d'Immanuel Wallerstein. J'en étais cependant arrivé à la même conclusion en me basant sur mon expérience de terrain avant de découvrir son travail.

pèce en seront éventuellement compromises. On peut commencer par la frontière, mais il y a bien d'autres secteurs à envisager.

Ce livre est l'aboutissement des sept années d'expérience que mes amis et moi avons passées dans le désert à la recherche de notre place dans le monde. C'est la synthèse d'un nombre incalculable de conversations, d'interactions, d'expérimentations partagées avec des centaines de personnes : des migrant·e·s, des réfugié·e·s, des sans-papiers, des personnes impliquées dans le trafic d'humains et/ou de drogues, des policiers et des collègues-bénévoles de *No More Deaths*.

J'ai aussi retenu l'avis des gens avec qui j'ai passé beaucoup de temps en voyage, où nous participions aux mouvements populaires du Mexique et de l'Amérique du Sud. Les conclusions auxquelles j'en suis venu sont les miennes. Je ne parle pas au nom de *No More Deaths*. Je ne parle qu'en mon propre nom.

J'imagine que ce que j'ai à raconter ne sera pas bien nouveau pour bien des sans-papiers ni pour bien des habitant·e·s du Mexique ou de l'Amérique centrale. J'endosserai la responsabilité de toute parole jugée fausse. J'écris surtout ce livre pour les citoyen·ne·s des classes sociales les plus choyées qui désirent comprendre les dynamiques migratoires en Amérique du Nord; plus spécialement pour ceulles qui cherchent à appuyer les migrant·e·s et les réfugié·e·s, pour ceulles qui rêvent aussi d'un monde sans frontières. J'espère que mon témoignage sera utile à ces fins. J'offre ces mots en guise de munitions à tou·te·s ceulles qui se soucient encore assez des autres pour intervenir lorsque leurs semblables sont traités comme du bétail.

«C'est bien que vous gardiez les os ici.» m'a dit Jesús.

Nous nous tenions devant une énorme pile d'os, surtout des os de vaches et de cerfs, que nos bénévoles avaient ramené du désert. «Ces animaux souffrent de soif et de faim, tout comme nous. Ils sont traqués comme nous. Ils meurent dans la solitude, comme nous. Et personne ne le sait et tout le monde s'en fout. C'est bien qu'on se souvienne d'eux ainsi.»

Jesús travaillait dans une usine qui fabriquait des pots d'échappement à Bakersfield quand il s'est fait déporter. Sa femme et ses enfants l'ont attendu là-bas durant six mois, alors qu'il était coincé au Michoacán. Il avait marché seul dans le désert pendant six jours, complètement aliéné par le soleil et la déshydratation, avant de trouver notre campement. Ses cheveux mi-longs, attachés en une queue-de-cheval serrée, tombaient sur son blouson de jeans bleu pâle, délavé par le soleil. Il portait une magnifique boucle de ceinture, une chaînette au cou et un t-shirt noir très ajusté, à l'effigie du club de moto de la Californie du Sud. Après tout ce qui lui était arrivé, il avait encore de la classe.

«Ils nous traitent comme des animaux», m'a-t-il dit.

“ Benedicto : que tes chemins soient tordus,
sinueux, solitaires, dangereux et qu'ils t'amènent
vers les plus beaux horizons. ”

-Edward Abbey

Jesús est de retour chez lui maintenant, à souder des pots d'échappement et élever ses enfants. Avant de quitter notre campement et de s'engouffrer à nouveau dans le désert, il a trouvé un énorme morceau de bois flotté en forme de cœur dans l'*arroyo*, l'a peint en rouge vif, et l'a placé au sommet d'une grande pile de pierres peinte en blanc.

Il m'a dit: «C'est notre cœur. Le cœur des gens. De tous les gens. De tous ceulles qui passent par ici. De tous ceulles qui travaillent ici, de tous ceulles qui meurent ici. Et des vaches et des cerfs et des lapins aussi. Peut-être qu'un jour les choses seront différentes. Et je reviendrai vous visiter et on s'assoira autour de cette sculpture et on racontera des histoires à propos de tout ce qui s'est passé.»

Espérons que nous vivrons pour voir ce jour.

GLOSSAIRE

S'il n'y a pas d'informations supplémentaires dans le texte qui précise que j'utilise ce terme différemment, **LA FRONTIÈRE** ainsi nommée fera référence à celle séparant le Mexique des États-Unis.

LE DÉSERT fait référence à la zone frontalière longeant le désert de Sonora, au sud de l'Arizona, où j'ai travaillé; plus précisément entre Sasabe et Nogales.

La proposition **MIGRANT·E·S ET RÉFUGIÉ·E·S** fait référence aux personnes ne possédant pas la citoyenneté étatsunienne qui traversent la frontière afin de vivre et travailler aux États-Unis, avec ou sans l'autorisation et les documents légaux requis par le pays en matière d'immigration. Je varierai parfois en employant **MIGRANT·E·S** ou **VOYAGEUR·EUSE·S**.

Je ne fais aucune distinction entre les «migrant·e·s» qui traversent la frontière pour des raisons «économiques» et les «réfugié·e·s» qui fuient la persécution et la violence. Selon mon expérience, ces catégories sont arbitraires puisque la plupart des motivations de ceulles qui en viennent à effectuer la traversée du désert sont nées d'une combinaison de facteurs économiques et sociaux. Dans plusieurs endroits du monde, il est presque impossible de tracer une ligne ferme entre pauvreté, violence et persécution.

Le mot **RÉFUGIÉ·E** possède cependant un statut particulier en ce qui a trait aux lois étatsuniennes et internationales. Bon nombre de ceulles qui traversent la frontière entrent dans cette catégorie et le gouvernement des États-Unis doit les traiter conformément à ces lois, ce qu'il fait rarement. On comprend donc son intérêt à jouer sur les termes et à identifier tous ceulles qui traversent la frontière non pas comme des «réfugié·e·s», mais comme des «migrant·e·s». Cette propension souligne l'importance de faire entrer le mot «réfugié·e» dans l'usage courant, en particulier aux États-Unis, malgré le fait que le terme ne s'applique pas à la réalité de tous.

Évidemment, il y a des migrant·e·s et des réfugié·e·s venu·e·s du monde entier qui entrent aux États-Unis par d'autres moyens que la traversée de la frontière, mais ces réalités dépassent le propos de ce livre.

MIGRATION IRRÉGULIÈRE fait référence aux migrations qui ont lieu en dehors des normes et du schème de régulation en place dans

le pays de départ, de transition ou d'arrivée d'une personne donnée.

Le terme **SANS-PAPIERS** fait référence aux personnes qui se trouvent à l'intérieur des États-Unis et/ou du Mexique sans l'autorisation et les documents légaux requis à cette fin selon les lois étatsuniennes et/ou mexicaines. Évidemment, ces personnes possèdent certains documents, certains «papiers», mais à défaut d'une meilleure expression, je me servirai de celle-ci, qui est la plus communément utilisée.

Le terme **TRAVAILLEUR·EUSE SOLIDAIRE** désigne une personne (telle que moi-même durant sept ans) qui adhère à des politiques radicales dont les actions sont orientées par le désir de répondre aux besoins des autres (les migrant·e-s et les réfugié·e-s, dans ce cas-ci)

Ce terme n'est pas le plus commun, mais j'ai quelques réserves à utiliser le terme «activiste» et suis encore plus mal à l'aise avec le terme «allié·e». Aucun de ces deux mots ne décrit adéquatement le travail que nous effectuons à la frontière ni ne représente notre rôle dans la société. La construction **TRAVAILLEUR·EUSE-AIDANT·E DU DÉSERT** est quasi parfaite. Il s'agit d'un néologisme largement utilisé, exclusivement à l'intérieur de *No More Deaths*. Je cherche à rendre l'esprit de cette appellation dans mon texte afin d'élargir ses horizons. Je dois toutefois rappeler que les travailleur·euse·aidant·e tels que moi-même sommes aussi soumis aux pressions du capitalisme.

Pour la traduction française :

Afin d'éviter de reprendre la formule linguistiquement impérialiste «américain·e-s» qui est, de toute façon, géographiquement incorrecte, nous utiliserons le mot **ÉTATSUNIEN·NE** en référence à toute personne, objet ou concept issus des États-Unis. La langue anglaise ne possédant pas d'équivalent au mot **ÉTATSUNIEN·NE**, l'auteur original a dû se rabattre sur la formulation «American» et se désole de devoir l'employer pour les mêmes raisons qui font en sorte que nous, francophones, ne l'emploierons pas.

Nous tenterons d'utiliser l'**ÉCRITURE INCLUSIVE** autant que possible. L'écriture inclusive est un ensemble d'attentions graphiques et syntaxiques tentant d'assurer une plus grande égalité de représentations entre le genre féminin et masculin et ainsi ne pas oublier que les femmes et les personnes non-binaires sont tout aussi impacté·e-s par les politiques migratoires que les hommes.

DU SUD AU NORD

Parce qu'il faut bien commencer
quelque part...



“ Les États-Unis ne sont pas en guerre.
Les États-Unis SONT la guerre. ”

- *Sora Han*

Les conséquences

Mieux vaut commencer par les vérités les plus dures à admettre.

Tout comme le reste de l'hémisphère ouest, le territoire que nous appelons maintenant les États-Unis d'Amérique, le Mexique, le Guatemala, le Salvador et le Honduras a été volé à ses habitants initiaux par des colons européens lors de massacres et de tricheries hautement documentés; un génocide aux proportions incomparables, sans précédent et sans pareil dans les années relativement tranquilles qui ont suivi. Un crime monstrueux, qui se poursuit encore et ce depuis plus de 500 ans, et dont les coupables n'ont jamais demandé pardon de façon significative.

Tout le monde le sait, mais personne n'aime beaucoup penser à ce que ça implique. Eh bien voilà : à moins d'être assez honnête pour admettre qu'on adhère à l'idée que «la force prime le droit» tant qu'on se trouve du «bon» côté, force est plutôt d'admettre que le gouvernement fédéral, étatique et local des États-Unis d'Amérique, ainsi que toutes ses instances telles que la patrouille frontalière, les services d'immigration et de douanes sont des institutions illégitimes qui ne devraient pas avoir d'autorité sur le territoire qu'ils occupent.

Je crois qu'il est important de cerner le problème à partir de cette prémisse. Qui sont ces gens qui imposent leur juridiction en terre autochtone? De quel droit peuvent-ils dire aux gens où aller et quand s'y rendre? S'il y a quelqu'un qui peut se permettre de dicter qui peut ou ne peut pas passer sur le territoire où repose actuellement la frontière mexicano-étatsunienne, ce sont ceux dont les ancêtres habitent cet espace depuis des temps immémoriaux; certainement pas les descendants de ceux qui les ont colonisés, encore moins leurs institutions. La plupart de ceulles qu'on targue d'être des migrant-e-s illégaux ont en fait des arguments beaucoup plus solides pour légitimer leur présence en terre d'Amérique que la bande d'hypocrites qui s'évertuent à les condamner et les poursuivre.

De plus, une grande partie de la richesse des États-Unis, tout comme celle d'une grande majorité de l'hémisphère ouest, a été accumulée suite aux *kidnappings* et au vol salarial le plus massif de l'histoire de l'humanité : la traite des esclaves de l'Atlantique et les systèmes de plantations du Sud. Encore une fois, ces crimes monstrueux n'ont jamais été admis (encore moins expiés) et leurs impacts continuent de se faire sentir à ce jour.

Qui donc est en droit de renier aux migrant-e-s leur part du gâteau? Combien d'honnêtes citoyen-ne-s réclamant «le mur» ont des propriétaires d'esclaves dans leur arbre généalogique? Pas tou-te-s, mais beaucoup. Moi j'en ai. Ces gens-là sont-illes prêt-e-s à prendre un avion sur-le-champ pour retourner en Europe, d'où illes viennent?

Les gens qui traversent la frontière pour améliorer leur qualité de vie ont au moins la décence d'effectuer eulles-mêmes le travail que cela nécessite au lieu d'en asservir d'autres pour le faire à leur place.

Depuis plus de 500 ans, la trame narrative principale de l'hémisphère ouest n'a été qu'une histoire sans fin d'esclavagisme, de colonisation et de vols. Le vol du travail des autres, de la terre des autres, de la vie des autres. Notre situation actuelle, au lendemain de tout ceci, a été forgée par ces atrocités. Il est impossible de comprendre l'Amérique du Nord sans d'abord admettre cette réalité. Mais il existe une contre-narration tout aussi forte et ancienne, tissée d'exemples de courage et de résistance.



C'est à celle-ci que je souhaite donner ma voix.

Mon collègue et moi sommes partis en voiture vers le fin fond du désert afin d'y laisser des caisses de bouteilles d'eau pour les migrant-e-s. Quatre jours plus tard, nous y sommes retournés pour voir ce qui en était advenu. En chemin, nous avons remarqué un homme qui était assis sur le côté d'une route de terre. Il avait un morceau de couverture enroulé autour de la jambe.

«Comment ça va?» lui a-t-on demandé.

«Mal.» a-t-il répondu. «Regardez ça.»

Il a levé le tissu de son pantalon qui cachait sa jambe noire, enflée, brisée.

«C'est pas bon ça. Tu dois aller à l'hôpital.»

«Ouais... et regarde ça.» Il a levé son chandail.

«OH MERDE.» avons-nous répondu à l'unisson. Il avait une énorme plaie ouverte, ensanglantée, à moitié cicatrisée et pleine de pus, sur la poitrine.

« Il faut que tu ailles à l'hôpital immédiatement. Qu'est-ce qui s'est passé? »

« Il y a quatre nuits de ça, je marchais avec trois autres hommes dans les montagnes là-bas. J'ai perdu pied et je suis tombé dans un ravin. J'ai fait une chute d'environ quatre mètres. L'impact m'a cassé la cheville et je me suis ouvert le torse sur un rocher. Mes camarades m'ont transporté jusqu'en bas. Ça leur a pris toute la nuit. Le lendemain matin, nous vous avons vu passer en voiture, mais nous étions encore trop hauts pour atteindre la route à temps. Ils m'ont laissé ici en disant qu'ils allaient chercher de l'aide. Je n'ai vu personne depuis. »

« Ça fait quatre jours que tu es ici? » La température avait tourné autour des 40 degrés Celsius toute la semaine. « As-tu eu accès à de l'eau ou de la nourriture? »

« Pas de nourriture. J'ai rampé jusqu'à l'étang là-bas à quelques reprises pour boire, mais je ne voulais pas m'éloigner de la route, au cas où quelqu'un viendrait. »

À une centaine de mètres de la route se trouve une espèce de mare asséchée dans laquelle on abreuve normalement le bétail, d'à peine quelques centimètres de profondeur, pleine d'engrais et de boue. Dans le sable, une douzaine d'empreintes témoignent des allées retours qu'il avait effectuées, en se traînant au sol, entre la route et la flaque d'eau brune. Nous l'avons conduit en ambulance. Il demeurait remarquablement stoïque face à sa situation. Je lui ai demandé si les bosses sur la route lui faisaient mal à la cheville.

« Non. »

« Ta poitrine? »

« Non. »

« Te sens-tu malade à cause de l'eau de l'étang? » Je me doutais qu'il mourrait si c'était le cas.

« Non. »

Nous l'avons laissé à l'hôpital. Je n'ai plus jamais eu de ses nouvelles.

Les voyageurs

La grande majorité de ceulles qui traversent la frontière sont des citoyen-ne-s du Mexique* ou du «Triangle du Nord» de l'Amérique centrale : le Guatemala, le Salvador et le Honduras. Il y a des exceptions. À force de travailler ici, j'ai aussi croisé des gens qui arrivaient du Belize, du Nicaragua, du Pérou et de l'Équateur; bien que la grande majorité arrive du Mexique et du Triangle du Nord†.

Qu'est-ce qui pousse les gens de ces pays en particulier à traverser la frontière?

La plupart des gens préfèrent vivre à proximité de leur famille. Pourtant, des millions de personnes se font bardasser entre le Mexique, le Triangle du Nord et les États-Unis par une combinaison de forces extrêmement puissantes.

Chaque histoire est très différente. Mais si on s'attarde à observer l'ensemble du phénomène, on remarque rapidement que toutes les histoires ont en commun au moins un des trois points suivants :

Tous les voyageur-euse-s que j'ai rencontré-e-s ont fini par me dire qu'illes cherchaient à traverser la frontière soit parce qu'illes avaient été déporté-e-s et qu'illes cherchaient à retourner chez eulles, soit parce qu'illes fuyaient la pauvreté et la violence dans leur pays d'origine, soit parce qu'illes avaient la conviction d'obtenir une meilleure qualité de vie en se dirigeant vers le Nord. La plupart du temps, leur discours comprenait plus d'un de ces trois facteurs. Si le fil de leur histoire n'avait pas toujours la même texture, le motif qui se tissait sous mes yeux restait invariablement le même.

Pour citer l'évidence : les migrant-e-s et les réfugié-e-s font appel à leur libre arbitre, comme nous tou-te-s. En général, on choisit simplement de faire ce qui semble le mieux pour notre survie en fonction des outils à notre disposition.

Plus haut, j'ai utilisé le mot «bardasser» pour parler du mouvement d'attrance et de rejet que subissent les migrant-e-s de part et d'autre de la frontière. Le premier facteur de rejet pouvant expli-

* La grande majorité vient des États de Oaxaca, Guerrero, Michoacán, Veracruz et des Chiapas.

† C'est pourquoi je crée une distinction entre le «Triangle du Nord» et l'Amérique centrale. Beaucoup moins de citoyens du Nicaragua, du Belize, du Costa Rica et du Panama se rendent aux États-Unis pour le travail; Ceulles qui le font passent rarement par la frontière terrestre.

quer ce phénomène réside dans le fait que des centaines de milliers de personnes, chaque année, sont déportées des États-Unis vers le Mexique et le Triangle du Nord. Cependant, la famille immédiate d'un grand nombre d'entre elles vivent aux États-Unis; où se trouve aussi leur maison, leur travail, leur voiture, leur vie.

Au-delà des considérations de citoyenneté, ces gens n'habitent donc ni au Mexique ni dans le Triangle du Nord, mais bien aux États-Unis, d'où l'attrait d'y retourner. Plusieurs d'entre elles vivent ici depuis des années, voire des décennies. La raison principale qui pousse ces personnes à traverser la frontière n'est donc rien d'autre qu'un désir de rentrer à la maison.

Le besoin de fuir l'instabilité et la violence qui sévit dans tout le Mexique et le Triangle du Nord est un autre des facteurs principaux qui poussent les gens à migrer vers le Nord. Je parlerai plus longuement de ce phénomène dans la prochaine section de ce livre.

Le dernier des trois facteurs principaux qui engendrent ce «bardassement» des migrants est dû à l'écart entre les salaires et les coûts de la vie qui existent entre les États-Unis et ses voisins du Sud. L'économiste grec Arghiri Emmanuel qualifie ce phénomène «d'échange inégal».

Dans l'absolu, le coût de la vie est quelque peu inférieur au Mexique qu'aux États-Unis; tout comme il est moins grand dans le Triangle du Nord qu'au Mexique. Toutefois, l'écart entre la rémunération, pour un même emploi, au Mexique et aux États-Unis est énorme. Voici un exemple : en 2016, le salaire minimum aux États-Unis était de 7,25 \$/h . Pour le travail demandant des aptitudes particulières il se situait entre 10 à 15 \$/h. Au Guatemala, le salaire moyen pour un poste semblable variait, quant à lui, entre 0,35 \$ et 1,50 \$/h; et ce, sans compter tous ceux qui possèdent un poste précaire dans un secteur informel et qui n'ont aucune garantie d'être payé.e.s. Cet exemple peut s'appliquer à toutes les couches salariales. Qu'on parle de poser des briques ou de pratiquer une chirurgie à cœur ouvert, la valeur d'une heure de travail sera très inférieure si ce travail est pratiqué au Mexique (ou n'importe où ailleurs au Sud) plutôt qu'aux États-Unis (ou n'importe où au Nord). Plus on descend vers le sud, plus cet écart s'agrandit.

De plus, la majorité des biens importés sont au moins aussi dispendieux au Mexique qu'aux États-Unis et l'est toujours davantage dans le Triangle du Nord. Ceci s'applique à l'ensemble des biens qui sont exportés des États-Unis vers le Mexique, le Triangle du Nord



et ailleurs vers le sud : nourriture, matériaux de construction, voitures, appareils électroniques, livres, médicaments, etc. Une voiture d'occasion, par exemple, prendra automatiquement de la valeur en traversant la frontière des États-Unis vers le Mexique et encore une fois du Mexique vers le Guatemala.

Beaucoup de Mexicain-e-s qui habitent une ville frontalière font leurs achats au *Safeway* du côté étatsunien s'illes ont les papiers qui le leur permettent. Les aliments transformés y sont généralement moins chers. Les cahiers d'écoliers, au Guatemala, sont le double du prix qu'on les payerait aux États-Unis...

Beaucoup d'Étatsunien-ne-s ayant voyagé de part et d'autre de la frontière ont l'impression que les choses coûtent moins cher au Mexique; les services dentaires étant l'exemple le plus commun. Ce n'est pas tout à fait le cas. Les **services**, tels que les soins dentaires, sont effectivement moins chers; ce qui tombe sous le sens puisqu'ils sont fixés en fonction des salaires. Toutefois, les **denrées**, elles, risquent d'avoir un prix équivalent à celui qu'elles auraient eu aux États-Unis alors qu'elles sont manufacturées au Mexique; et dépasse largement ce prix lorsqu'elles ne le sont pas* .

Cette différence de prix s'applique à la majorité des biens qui sont manufacturés dans l'hémisphère sud et exportés au Mexique ou dans le Triangle du Nord. Une paire de jeans provenant du Bangladesh ou un téléphone cellulaire fait en Chine ne sera pas moins cher au Wal-Mart de Tuxtla Gutiérrez ou de Tegucigalpa qu'au Wal-Mart de Tulsa, il risque en fait d'être plus cher.

Donc, si le coût de la vie au Mexique et dans le Triangle du Nord est moins élevé qu'aux États-Unis, ce n'est que dans l'**absolu**, puisque le coût de la vie, **par rapport aux salaires** (au pouvoir d'achat donc), est supérieur au Mexique et dans le Triangle du Nord qu'aux États-Unis.

Par exemple : Une paire de lunettes qui coûte 120\$ représente environ 8 heures de travail pour une serveuse de restaurant étatsunienne payée à 15\$/h. Au Guatemala, la même paire de lunettes, en plus d'être vendue à 135\$, représentera environ 22 jours de travail pour la serveuse guatémaltèque payée 0,75\$/h. C'est comme si la paire de lunettes coûtait 2640\$ à la serveuse étatsunienne.

Bref, tout ceci indique que la vie est généralement plus facile aux États-Unis qu'au Mexique et que la difficulté s'amplifie pour les habitant-e-s du Triangle du Nord.

* Les loyers et les produits alimentaires locaux y sont souvent moins chers.

C'est cette condition que la frontière renforce : des prix plus bas et des salaires plus élevés au nord; des prix plus hauts et des salaires plus bas au sud. Des millions de gens sont conscients de ce phénomène et agissent donc en conséquence.

Maintenant, cherchons à comprendre pourquoi les choses sont ainsi faites.



Un jour, on a rencontré trois personnes qui venaient d'Amérique centrale. Le Salvadorien avait voyagé avec sa nièce. Il avait promis à son frère qu'il prendrait soin d'elle. Il transportait son sac quand la patrouille frontalière a divisé le groupe. Elles ont été séparé-e-s dans la mêlée et les officiers ont pris la fillette en charge. Il s'est enfui avec les deux autres, venus du Honduras. Le plus jeune ne cessait de lui répéter qu'il avait fait ce qu'il avait pu. Ils étaient à court d'eau et de nourriture et le plus vieux d'entre eux avait un genou gravement amoché. Ils étaient complètement perdus depuis quatre jours et quatre nuits. Le Salvadorien possédait un téléphone cellulaire, mais sans forfait lui permettant de l'utiliser aux États-Unis. Il était bourré de photos des endroits qu'ils avaient traversés et de choses qu'ils avaient vues.

«Regarde cette montagne!» m'a-t-il dit. «On l'a traversé! C'était magnifique. On était certain d'y mourir.»

Pendant sa convalescence, il m'a demandé combien ça nous coûtait pour remplir le réservoir à essence de notre camion. Je lui ai répondu que ça nous revenait à environ 75\$.

«Soixante-quinze? Dollars?»

«Ouais.» Je croyais qu'il trouvait ça cher. «Combien ça te coûterait au Salvador?»

«Cent-cinquante, peut-être deux cents...»

«Dollars?! Mon Dieu! Et tu gagnes combien de l'heure, environ, dans ton pays?»

«Quand j'ai quitté, j'étais payé 8\$ par jour à travailler dans la construction.»

J'ai attrapé un stylo pour faire des calculs. Après moult délibérations, nous en sommes venus ensemble aux conclusions suivantes :

1) Remplir un réservoir d'essence pour 150-200\$, ça représente

20 jours de travail, à 8 \$ par jour.

2) Je suis payé en moyenne 15 \$/h soit environ 120\$ par jour.

3) Ceci suppose que de payer un réservoir d'essence à 175\$ au Salvador est l'équivalent de remplir son réservoir d'essence pour 2500\$ aux États-Unis.

J'ai dit : «C'est un problème.»

«C'est un très sérieux problème.» Il était d'accord. «Ils ont rattaché notre monnaie au dollar américain et les prix sont devenus exorbitants sur tout. C'est tout simplement impossible de vivre là-bas en ce moment.»

Un peu plus tard, il a trouvé une photographie laminée d'une jeune fille dans notre cuisine. Il m'a demandé qui c'était.

«Elle a été abandonnée par son guide. Un de nos bénévoles a trouvé son corps dans le désert l'hiver dernier. Elle avait 14 ans.»

«D'où est-ce qu'elle venait?»

«Du Salvador.» On aurait dit qu'il allait se mettre à pleurer.

«Quel âge a votre nièce?»

«14 ans.»

Le plus jeune de leur groupe a passé son bras autour de ses épaules.

«Elle avait de la difficulté à suivre le rythme. Je croyais que j'allais devoir la porter. Il faisait noir. Il y avait des lumières et des gens qui criaient. Tout le monde courait dans tous les sens. Elle est tombée et ils l'ont attrapée. Je les ai vus l'emporter. J'ai couru. Je ne sais pas si elle est en sécurité. Je ne sais pas si j'ai fait la bonne chose.»

«Je suis désolé.» Je balbutiais.

On a mangé ensemble et ils sont repartis quand la lune est apparue. Le plus vieux d'entre eux avait le genou bandé et on lui avait donné pas mal d'antidouleurs.

«Peu importe ce qui arrive,» m'a dit le Salvadorien, «On va pas le laisser tomber. Ils ne nous auront pas. On va y arriver.»

Il nous a téléphoné une semaine plus tard. Il était chez son cousin, en Utah. Ils s'en étaient tous sortis.



Le Sud

Que se passe-t-il donc au sud de la frontière qui pousse les gens à migrer vers le nord jusqu'aux États-Unis?

Les réponses varient selon le cas. Le Mexique, le Guatemala, le Salvador et le Honduras n'ont pas des contextes socio-économiques homogènes. Par contre, ces pays ont tous en commun le fait que leurs populations s'exilent en masse aux États-Unis afin d'y vivre et d'y travailler, fournissant aux employeurs étatsuniens la main-d'œuvre nécessaire aux postes les plus sous-payés du pays. Au sud, une grande partie de ce même bassin de travailleurs fournit à l'économie étatsunienne des produits peu chers issus de l'agriculture ainsi qu'une main-d'œuvre bon marché pour le secteur manufacturier. Outre ce point commun, ces quatre pays du sud possèdent une économie, une culture et une histoire très divergente.

Prenons le temps d'observer chacune de leur situation.

Le Mexique

En parlant avec certain·e·s citoyen·ne·s des États-Unis, on pourrait croire que le fait même de mettre le pied au Mexique garantit de se faire voler, décapiter et assassiner. À croire que tous les résident·e·s du Mexique sont déjà mort·e·s. En réalité, une personne donnée peut facilement voyager aux quatre coins du Mexique et n'y rencontrer que des gens exécutant calmement leur train-train quotidien. En 2014, j'ai passé la veille du jour de l'an à San Cristobal de Las Casas et l'air grésillait d'explosifs... ou plutôt de feux d'artifice. Des centaines de personnes enjouées fêtaient ensemble au Zocalo, confectionnant des ballons en forme d'animaux et buvant des *atoles* avec leurs enfants.

Si le Mexique a un problème de bombes et d'explosifs, on reste tout de même loin de la Syrie... Je suspecte d'ailleurs que même les habitants de la Syrie peuvent être calmes et heureux, parfois.

Malgré qu'il ne s'agisse pas de l'aspect le plus intéressant de l'histoire mexicaine, il faut d'abord s'attarder à reconnaître et comprendre les côtés les plus affreux et les plus brutaux de cette société afin de comprendre le cercle vicieux qui bardasse les gens de part et d'autre de la frontière nord.

Je préférerais parler de la surprenante biodiversité de la scène punk rock, explorer la signification de la phrase «*no mames, güey*» ou encore chanter les louanges des sept *moles* d'Oaxaca, mais ce n'est pas le propos de mon livre, qui n'est en rien un guide touristique.

Il est vrai que le Mexique peut être un endroit dangereux, voire mortel; tout comme il peut être harmonieux et sécuritaire. Cette affirmation est tout aussi valable en ce qui a trait au Guatemala, au Honduras, au Salvador et aux États-Unis.

Comme je l'ai déjà mentionné, la (petite) majorité des citoyen·e·s mexicain·e·s que j'ai rencontré traversait la frontière pour retrouver leur maison aux États-Unis. Une (grande) minorité d'entre elles avait comme motivation première de fuir la violence et l'instabilité du pays, qu'on appelle souvent la «guerre de la drogue mexicaine». Tou·te·s avaient en tête l'espoir d'obtenir une meilleure qualité de vie aux États-Unis. Pourquoi cette constellation particulière de facteurs?

Évidemment, le Mexique et les États-Unis ont leur historique que je ne juge pas nécessaire de réitérer en détail. Je dirai seulement

que le Mexique lutte depuis 500 ans : d'abord, contre l'esclavage et la colonisation, ensuite afin d'obtenir son indépendance de l'Espagne, puis contre l'absorption de son pays par les États-Unis, ensuite pour expulser les Français de son pays, puis contre la dictature de Porfirio Diaz et récemment, afin de mettre un terme à la règle du parti unique, mise en vigueur depuis il y a près d'un siècle par le Parti Institutionnel Révolutionnaire.

Le Mexique a obtenu son indépendance et est devenu souverain en 1821.

En 1854, le pays avait perdu le tiers de son territoire suite à une série de ventes et d'invasions de la part des États-Unis. Une bonne partie de ce territoire est la zone qu'on considère maintenant comme le sud-ouest des États-Unis; ce qui explique l'origine de cette phrase que j'ai entendue maintes et maintes fois dans le sud de l'Arizona : «Nous n'avons pas traversé la frontière, c'est la frontière qui nous a traversés.»

Le fait que les migrants venus du Mexique fournissent aux propriétaires agricoles leur main-d'œuvre bon marché ne date pas d'hier. Jadis, ces migrants traversaient la frontière le temps d'une saison, travaillaient dans des conditions minables pour des prix dérisoires, puis rentraient chez eux, au Mexique. Puisqu'ils n'avaient aucun droit d'être au pays, il était très difficile pour eux d'obtenir de meilleures conditions de travail et de défendre leurs intérêts. C'était ainsi que le système des *United Farmworkers* s'est articulé dans les années 60. Plus récemment, des efforts de la part des migrant-e-s œuvrant dans le domaine de l'agriculture ont été entrepris pour améliorer leurs conditions; notamment, le boycott du Mont Olive Pickles de 1998 à 2004 organisé par le *Farm Labor Organising Comitee*, ou encore la campagne *A Penny More* visant la chaîne de restauration rapide Taco Bell, mise en place par la coalition de travailleur-euse-s de Immokalee de 2001 à 2005.

L'adoption de l'Accord de Libre Échange Nord-Américain (ALENA) en 1994 a cependant bouleversé les choses. En plus des effets désastreux qu'a eus l'ALENA sur les communautés industrielles étatsuniennes, ses contrecoups pour les communautés agricoles mexicaines ont été catastrophiques.

En prévision de cet accord de libre-échange, le gouvernement mexicain a fait amender sa constitution pour permettre la privatisation des *campesinos* communautaires et des terres *ejido** autochtones,

* Propriété collective en usufruit attribuée à un groupe de paysans pour y effectuer des travaux agricoles.

réduisant à néant un acquis majeur de la révolution mexicaine.

L'ALENA a ensuite permis aux géants de l'industrie agricole étatsunienne (fortement subventionnées), tels que Cargill et Archer Daniels Midland, d'envahir le marché mexicain de maïs et autres produits de mauvaise qualité issus de l'importation, ce qui tua instantanément toute l'industrie locale*. C'est l'adoption de l'ALENA qui a servi de toile de fond à la rébellion zapatiste qui a eu lieu au sud de la région des Chiapas. Les actants de cette révolte ont vite compris que ce soi-disant «libre-échange» représentait une menace à l'existence des campesinos et des populations autochtones et prédisaient que cet accord marquerait le coup de grâce à leur mode de vie s'ils ne s'en défendaient pas. Les zapatistes ont donc pris les armes le premier janvier 1994, le jour même où l'ALENA est entré en vigueur.

Exactement comme il les l'avaient prédit, l'Accord de Libre Échange Nord-Américain a rapidement forcé des millions de Mexicains issus du milieu rural (dont la majorité joignait déjà difficilement les deux bouts) hors de leur terre et au fond du gouffre. La précarité causée par l'ALENA a ensuite déclenché une vague massive d'immigration. Des millions de Mexicains ont dû quitter leur foyer pour chercher du travail dans les villes avoisinantes, particulièrement dans des *sweat-shops*, dont les propriétaires sont la plupart du temps des corporations étatsuniennes situées au Nord du Mexique et aux États-Unis.

Un grand mouvement d'exode vers les États-Unis a également vu le jour lors de cette période. C'est depuis 1994 que les déportations internes et la militarisation de la frontière se sont extrêmement intensifiées aux États-Unis. Suite aux attaques du 11 septembre 2001, ce phénomène a empiré et n'a jamais cessé de s'intensifier depuis. Cette militarisation de la frontière a rendu la traversée si difficile, dispendieuse, traumatisante et dangereuse au point où les migrant-e-s qui, jadis, ne restaient aux États-Unis que de façon saisonnière sont aujourd'hui un phénomène du passé.

* Ces faits semblent contredire ce que j'ai précédemment affirmé concernant le fait que le prix des denrées importées est souvent supérieur au Mexique qu'aux États-Unis, mais ce n'est pas le cas. Le maïs est un produit de base, cultivé tant aux États-Unis qu'au Mexique. Pour dominer le marché mexicain, l'industrie agroalimentaire étatsunienne doit entrer en compétition avec celle du Mexique. Dans ce cas précis, le problème n'est donc pas que le maïs étatsunien coûte plus cher au Mexique, mais bien qu'il coûte moins cher que le maïs local. Plusieurs versions de ce même processus par lequel les petits fermiers sont poussés à la faillite et hors de leur terre se jouent également aux États-Unis et partout dans le monde.





Aujourd'hui, un migrant qui s'engage à traverser la frontière risque de rester aux États-Unis pour un laps de temps beaucoup plus long. Par conséquent, les sans-papiers sont devenus une tranche sociale à part entière de la société étatsunienne, une classe de plusieurs millions de personnes privées de tous droits fondamentaux.

Ce mouvement de masse a atteint son apogée en l'an 2000 et diminué graduellement depuis cette date. Cette diminution s'explique principalement par une remontée de l'économie mexicaine suite au krach immobilier de 2008 aux États-Unis. Depuis 2012, plusieurs analystes, dont le Centre de Recherche Pew, ont rapporté que la migration mexicaine vers les États-Unis avait atteint le «zéro-net».

Ceci est peut-être vrai statistiquement parlant, mais c'est omettre l'essentiel. Dans le cadre de mon travail en Arizona, j'ai rencontré des centaines de citoyens-ne-s mexicain-e-s. Le gouvernement étatsunien en déporte des milliers chaque année; des Mexicain-e-s qui vivent aux États-Unis et dont la plupart tenteront d'y retourner afin de rejoindre leur famille. Le nombre exact est difficile à obtenir; le gouvernement n'est pas très ouvert à partager ce genre de statistiques, mais cette situation de porte-tournante ne représente en rien ce qu'on pourrait qualifier de «zéro-net», considérant qu'il n'existe que par le rejet et la réintégration des mêmes personnes de part et d'autre de la frontière.

Lorsqu'on fait référence à la «guerre contre la drogue mexicaine», on pense souvent, aux États-Unis, qu'il s'agit d'une guerre asymétrique opposant le gouvernement mexicain aux différents cartels. On s'imagine que le motif principal du gouvernement est de faire diminuer la violence liée au trafic de drogue jusqu'à démanteler celui-ci. Rien n'est plus faux. Je ne crois d'ailleurs pas avoir déjà entendu quiconque appartenant au spectre politique mexicain me décrire le conflit en ces termes. En réalité, le conflit se déploie sur un terrain glissant dont les actants, tant du côté gouvernemental que criminel, sont en constante mouvance. Ils s'affrontent tous sans relâche afin d'obtenir le contrôle du marché, très lucratif, du transport de la drogue et des sans-papiers vers les États-Unis.

Affirmer qu'il s'agit d'une «Guerre contre la drogue» serait comme parler de l'invasion de l'Irak comme d'une «guerre du pétrole». Cette guerre est si complexe, les alliances entre les cartels et certaines factions de l'État si instables, que de tenter de les décrire me fait penser au principe d'incertitude de Heisenberg : on peut identifier les postures des participants ou leurs propriétés, mais jamais les deux à la fois.

La manière la plus simple de décrire tout ceci serait de dire qu'il existe deux centres de gravité non équivalents : d'un côté, il y a le massif cartel de *Sinaloa* et celui, plus petit, mais plus énergique, des *Zetas*. De l'autre, certaines factions gouvernementales et d'autres cartels de petite envergure qui s'allient aux côtés de ceux qui dominent, selon les circonstances.

On considère que cette guerre a débuté en 2006, lorsque le gouvernement de Felipe Calderon a impliqué l'armée dans l'affaire. Depuis, la violence qui fait rage dans certaines régions du pays est devenue épouvantable et a coûté la vie à plus de 120000 personnes entre 2006 et 2016. Les zones les plus touchées incluent Ciudad Juárez dans l'état de Chihuahua, l'état central de Jalisco, Tamaulipas, Coahuila et Nuevo León, au nord. Michoacán, Guerrero, Veracruz, Oaxaca et les Chiapas, au sud, sont aussi affectées par le conflit.

Attardons-nous maintenant à dresser un portrait de chacun des actants majeurs de cette «guerre».

Le *Cartel de Sinaloa*, auquel on réfère le plus souvent au singulier, a établi sa base au nord-ouest du Mexique et tire ses racines du mode de vie paysan. Il s'agit d'une organisation pour le moins extraordinaire, ayant le contrôle d'un réseau de trafic de drogue extrêmement efficace. Ce cartel a démontré qu'il possédait une vision à long terme et une compréhension subtile de la stratégie, surpassant celles de bien des gouvernements. Ses liens avec celui du Mexique sont si étroits qu'il est aussi légitime de dire qu'il en fasse partie que d'affirmer que le gouvernement fasse partie du *Sinaloa*.

Certains analystes étatsuniens craignent que le Mexique ne soit ou ne devienne un état en déliquescence, mais ils n'ont pas à s'inquiéter : l'état mexicain n'a pas échoué, il est devenu l'entreprise criminelle la plus fructueuse que le monde ait connue à ce jour.

Le *chef des chefs* du cartel de Sinaloa, Joaquin «Chapo» Guzman, est devenu, du haut de ses 5 pieds 6 pouces, un emblème aux proportions si gigantesques dans l'univers mexicain que de le comparer à Robin des bois ou à Sauron serait accorder trop de valeurs à ces personnages fictifs. On dit qu'El Chapo s'est évadé deux fois de prison ; la première fois caché dans une pile de vêtements sales et la seconde, au volant d'une motocyclette, par un tunnel souterrain*.

* Voir *Los señores de Narco* de Anabel Hernandez pour de plus amples informations prouvant que le gouvernement mexicain a été impliqué dans la planification et l'exécution d'au moins sa première évasion.

À ce jour, il serait (prétendument) détenu en prison, mais aucun-e Mexicain-e à qui j'ai parlé de ceci ne semble y croire vraiment.

Le cartel de *Sinaloa* joue sur l'idée qu'il représente le moindre mal et affirme que leur manière de guerroyer est plus propre. Ses membres accusent le cartel des Zetas de commettre des atrocités et de s'en prendre aux civils. «Nous sommes des trafiquants, pas des meurtriers.» disent-ils. «Nous foutons la paix aux gens honnêtes.» C'est beaucoup d'autoaffirmation et de mauvaise foi, mais il y a du vrai là-dedans, tout de même.

La stratégie principale du Sinaloa est élégante de simplicité : *plato o plomo*, c'est-à-dire l'argent ou le plomb, le pot-de-vin ou la balle. La réputation du Sinaloa est qu'il tentera d'offrir une voie facile, qu'il tiendra ses engagements et payera ses dettes, mais qu'il est plus qu'en mesure d'utiliser la force si la coopération n'est pas au rendez-vous. Sinaloa, c'est le patron et le patron obtient toujours ce qu'il veut. Je ne peux m'empêcher de regretter que les fondateurs de ce cartel, plusieurs d'entre eux étant des enfants de *campesinos* indéniablement surdoués en matière d'organisation, n'aient pas plutôt utilisé leurs talents à des fins de transformations sociales radicales, ou tout autre enjeu plus noble.

En contraste, le *Cartel des Zetas* (auquel on réfère d'habitude au pluriel) est basé au nord-est du pays et ses membres fondateurs sont issus du monde militaire. L'organisation a été fondée par des soldats du corps des forces spéciales mexicaines (GAFE) au milieu des années 1990. Quelque 500 militaires avaient été formés à la contre-insurrection et aux opérations commandos par les forces spéciales conjointes des États-Unis, d'Israël et du Guatemala, à Fort. Bragg, en Caroline du Nord, afin de contrer l'insurrection zapatiste dans les Chiapas.

Suite à cette formation, entre 30 et 200 de ces soldats ont déserté les rangs et utilisé leur formation afin de rejoindre ceux du *Gulf Cartel*, une organisation de trafic de drogue; le rival le plus important de *Sinaloa*, à l'époque. Avec le temps, le groupe des *Zetas* est devenu la faction la plus puissante du *Gulf Cartel* et s'est éventuellement détaché de ses employeurs afin de former son propre clan, en 2010.

Comme l'indiquent leurs racines militaires, les *Zetas* incarnent en effet une force spéciale. Le cœur de leur groupe est composé d'une panoplie de mercenaires et de transfuges triés sur le volet à même les corps policiers et l'armée mexicaine. Quelques-uns

d'entre eux proviennent même du Guatemala et des États-Unis. Armés jusqu'aux dents, sans scrupule, roulant sur l'or et entraînés à tuer, les *Zetas* ont introduit, au sein du crime organisé, une brutalité sans précédent dans l'écosystème mexicain.

Alors que *Sinaloa* se targue de ne faire aucune victime parmi les civils, les *Zetas* semblent s'évertuer à en produire dès qu'ils en ont l'occasion.

L'ancien chef des *Zetas*, Heriberto «le bourreau» Lazcano, tristement célèbre pour son sadisme et perçu comme étant le diable incarné par la plupart de ceulles devant qui j'ai prononcé son nom, a (prétendument) été assassiné à Coahuila en octobre 2012. Toutefois, des hommes armés auraient envahi le salon funéraire où il se trouvait et dérobé son cadavre, qui n'a jamais été retrouvé depuis. Personne ne sait vraiment quoi penser de cette situation.

Les *Zetas* entretiennent une image de cruauté extrême et ne prétendent pas répondre à un quelconque code d'éthique. Ils ne jouent selon aucune règle, frappent sous la ceinture et obtiennent ce qu'ils veulent. Ils accusent *Sinaloa* d'être hypocrites quant à leurs stratégies et affirment que ce dernier perpètre les mêmes atrocités que celles qu'il reproche aux *Zetas*, en plus de s'acoquiner avec le gouvernement. «Nous sommes des meurtriers», disent-ils «mais pas des menteurs.» Il y a aussi du vrai là-dedans. Force est d'admettre que l'honnêteté des *Zetas* est presque rafraîchissante.

La stratégie principale des *Zetas*, attirante à sa façon, consiste à brouiller les cartes à défaut d'avoir la meilleure main. Les furieuses tentatives pour renverser le *Sinaloa* et atteindre le sommet de la hiérarchie ont mené les *Zetas* à transgresser toutes les limites du savoir-vivre connu en ce bas monde. La panoplie de crimes à leur actif va jusqu'à contredire les lois les plus fondamentales de l'humanité et de la nature; y penser suffit à me retourner l'estomac. Préfigurant de plusieurs manières ce qu'appliquera l'État Islamique (ÉI ou ISIS) des années plus tard et à des lieues de distance, les *Zetas* ont compris qu'il est possible de bâtir une armée redoutable en donnant aux gens des armes et la permission de ne respecter aucune règle. Je doute fort qu'une attitude aussi nihiliste puisse en venir à bâtir un projet de libération, mais je déplore tout de même que la rage des *Zetas* ne s'abatte pas plutôt sur les hautes sphères de l'échelle sociale plutôt que sur ses maillons faibles.

Cette guerre peut être perçue comme la perversion d'un conflit qui déchire les fondements mêmes du Mexique en deux : il y a le conflit entre les *campesinos*, qui a mené à la création

de *Sinaloa*, et le conflit militaire, qui a mené à la création des *Zetas*.

Étrangement, c'est le *Sinaloa* qui possède des alliances avec les factions les plus «loyales» à l'état, alors que les *Zetas* se sont attachés aux factions les plus corrompues. Plusieurs soldats mexicains sont issus de milieux agricoles. La plupart des têtes dirigeantes du *Sinaloa* sont nées durant les années 50', contrairement aux *Zetas* dont les chefs sont pour la plupart issus de la génération suivante, soit celle née dans les années 70'. Il y a un grand sentiment parricide dans l'air*.

Un troisième facteur interne s'ajoute à l'équation lorsqu'on prend en compte les différents mouvements sociaux qui agitent le Mexique. Une grande partie des violences au Mexique sont causées par la répression de mouvements sociaux qu'on a maquillée en guerre contre la drogue. Ceci est surtout vrai dans le sud du pays, qui a longtemps été beaucoup plus pauvre que le centre ou le nord; et où les revendications sociales ont toujours été plus musclées.

Le Mexique possède un riche bagage en ce qui a trait à la pensée et aux actions radicales. Pensons aux guerres de classe du Yucatan en 1847, à la première révolution zapatiste en 1910, aux manifestations et à l'occupation de la ville de Mexico en 1968, aux révoltes à San Salvador Atenco et à Oaxaca en 2002 et 2006, au siège de San Juan Copala en 2010, et aux forces d'autodéfense qui montent la garde, au péril de leur vie, à Santa Maria Ostula et à Chéran. Il y a aussi les zapatistes des temps modernes qui se battent sans relâche contre l'hégémonie du capitalisme post-guerre froide depuis plus de 20 ans, tant et si bien que leurs principes d'autodétermination ont influencé les luttes contre l'oppression d'Oakland à Rojava. Les Mexicain-e-s ont contribué de façon significative aux projets de libération de ce monde.

C'est donc sans surprise que l'événement ayant déclenché cette soi-disant guerre de la drogue (le déploiement de 6500 soldats mexicains dans la ville de Michoacán en décembre 2006 sous Calderon) soit advenu deux semaines seulement suivant la répression de la révolte à Oaxaca, vers la fin du mois de novembre.

* À Tamaulipas et au sud du Texas, il est possible de faire la promotion du *Gulf Cartel* en arborant une insigne John Deere. De son côté, le signe distinctif des *Zetas* se camoufle sous les emblèmes de Porsche. Ainsi, les *Zetas* se présentent comme n'étant pas «le cartel de ton père» (Porsche étant perçue comme une compagnie moderne et urbaine en opposition au mode de vie traditionnel et rural que fait résonner la compagnie John Deere). Le même type d'écart générationnel existe entre les dirigeants d'Al-Qaeda (1950) et ISIS (1970) et plusieurs de leurs dynamiques sont similaires.

Les guerres au Mexique sont le résultat d'un choc entre différentes forces que l'on peut classer en trois groupes distincts d'hommes armés en cagoule noire : il y a l'Ordre (*Sinaloa*), le Chaos (les *Zetas*) et la transformation (les zapatistes et autres rebelles associés). Il est difficile de prédire comment ou quand se terminera le conflit; encore plus de s'imaginer ce qui en ressortira. Il n'est toutefois pas très surprenant qu'à l'heure actuelle, plusieurs Mexicain-e-s traversent la frontière simplement pour s'enfuir de ce climat de peur et de violence. Mais le monde a rapetissé et cette triade de puissances existe aussi en Syrie, sous la forme d'Assad, d'ISIS et des révolutionnaires de Rojava*.

Ce type de conflit est en train de devenir commun et bientôt il n'y aura plus nulle part où fuir. Que faire alors?

Je tenterai de répondre à cette question à l'aide de quelques points empruntés à Charles Bowden et au mieux de mes connaissances, suite à mon expérience de travailleur solidaire dans le désert.

Le gouvernement des États-Unis a une grande part de responsabilité dans l'incendie des violences qui consume le Mexique depuis la dernière décennie.

Comme j'ai précédemment tenté de l'expliquer, l'imposition de l'ALENA a décimé l'agriculture mexicaine et forcé hors de leurs terres des millions de personnes, déjà très pauvres, qui se sont retrouvées ruinées. Ceci a eu pour conséquence une migration massive de cette population à l'intérieur ou vers l'extérieur du pays. Finalement, à défaut de mourir de faim, plusieurs d'entre elles se sont tourné-e-s, pour survivre, vers le crime organisé, vers les cartels.

L'interdiction de vendre et d'utiliser de la drogue récréative aux États-Unis, permettant de gonfler artificiellement les prix de ces marchandises, a pour conséquence de créer une marge de profit énorme à celui qui s'approvisionne au sud pour revendre au nord, d'où la compétition féroce pour contrôler ce marché au Mexique. Tout cela pour nourrir l'économie monstre de l'industrie de la drogue, qui se trouve au centre du conflit.

En déportant des centaines de milliers de personnes et en militarisant sa frontière, le gouvernement étatsunien a créé une industrie du trafic

* Voir *A Small Key Can Open a Large Door: the Rojava Revolution*, publié par Strangers in a Tangled Wilderness pour plus d'informations sur la révolution kurde en Syrie, qu'on appelle aussi Rojava, en cours. Pour obtenir un autre point de vue sur les révoltes en Syrie, voir aussi *Burning Country : Syrians in Revolution and War*, par Robin Yassin-Kassab et Leila al-Shami.

humain qui s'accorde aux principes de l'industrie du trafic de drogues; une nouvelle source monétaire pour le crime organisé.

En fournissant au gouvernement mexicain de l'argent, des armes et des entraînements militaires pour protéger son côté du mur, la violence ne fait que s'accroître de toute part. Ces ressources tombent invariablement entre de mauvaises mains puisque les acteurs du drame, qu'ils fassent partie ou non d'un gouvernement, ne les utilisent qu'afin de prendre le contrôle des trafics mentionnés ci-haut; sans parler de la fonction qu'elles peuvent jouer dans la répression des mouvements sociaux.

Aucun de ces phénomènes n'est le résultat d'un accident ou d'une erreur. En réalité, la guerre au Mexique (et la souffrance dans le désert) profite à des secteurs bien précis du système, de part et d'autre de la frontière. Les politiques officielles qui encadrent celle-ci sont d'ailleurs construites en fonction des intérêts de ces secteurs, et ne sont donc pas prêtes à être modifiées de sitôt.

Si le gouvernement des États-Unis voulait vraiment accélérer la fin de la guerre au Mexique, il le pourrait en mettant un terme aux déportations, en ouvrant sa frontière, en légalisant l'usage et la vente de drogues récréatives et en interrompant son aide militaire au Mexique.

Ces actions auraient évidemment d'autres conséquences, dont certaines sur lesquelles je m'attarderai plus loin. Toutefois, elles auraient le pouvoir de retirer tout l'oxygène du conflit en diminuant drastiquement les profits à faire dans ce domaine et par conséquent les raisons de se battre pour en avoir le contrôle*. Je suis persuadé que si de telles recommandations étaient appliquées, les Mexicain-e-s trouveraient rapidement le moyen de régler les problèmes du Mexique, comme il l'ont fait par le passé. Inutile d'ajouter que ça n'arrivera jamais. Il n'y a aucune volonté ni de la part de Washington ni de celle de la population (outre une frange radicale) d'aller en ce sens.

* Certains accusent les lois laxistes visant le contrôle des armes à feu aux États-Unis d'alimenter la guerre de la drogue mexicaine puisqu'on dit que les cartels achètent leurs armes aux États-Unis et les importent au Mexique. C'est une réalité indéniable, mais qui fait fi de l'essentiel : la majorité des armes utilisées de part et d'autre du conflit sont importées et utilisées par diverses factions de la sécurité mexicaine (police fédérale et municipale, armée, etc.). Ces armes ne sont certainement pas achetées chez un prêteur sur gage ou dans des expositions d'armes à feu de l'Arizona ou du Texas pour ensuite être démontées et passées morceau par morceau de l'autre côté du mur jusqu'à Nogales ou Matamoros. Non. Ces armes sont achetées et payées par les gouvernements, souvent avec l'argent des impôts des citoyens étatsuniens, et fournies directement au gouvernement mexicain.

Si ceulles d'entre nous faisant partie de cette frange radicale peuvent tenter de pousser le gouvernement à changer ses politiques en matière de drogues et d'immigration, nous réussirons probablement au moins à réorienter les bases du débat. Pourtant, changer l'entière du système serait plus facile que de se camper sur nos positions alors que le reste du monde évolue. Jusqu'à ce qu'advienne ce jour hypothétique, les gens traverseront les frontières coûte que coûte, peu importe les obstacles que l'on dresse sur leur chemin.



San Salvador Atenco, dans l'État de Mexico, est connu au Mexique pour avoir connu deux grandes révoltes, la première en 2002 et la seconde en 2006.

En 2002, Atenco a été désigné comme étant l'emplacement idéal pour le nouveau projet d'aéroport international du district fédéral de Mexico. Afin de mener à bien ce projet, on avait prévu déplacer la majeure partie de la municipalité d'Atenco. Suite à de féroces altercations entre les forces de l'ordre et les membres de la communauté (qui s'étaient regroupés sous la bannière *Community Force in Defense of the Land*), le gouvernement a été contraint d'abandonner le projet. L'aéroport n'a jamais été construit.

En mai 2006, au même moment où se déroulaient les révoltes à Oaxaca et le jour de la grève «Journée sans Mexicains» aux États-Unis, une seconde révolte a éclaté à Atenco après l'expulsion, par la police, d'un groupe de vendeurs de fleurs du marché Texcoco. Cette expulsion n'est pas aussi inhabituelle qu'elle peut le sembler. Le harcèlement des millions de vendeurs ambulants est chose commune au Mexique et est d'ailleurs la source de beaucoup de rancunes*. L'État a fait usage d'une force de frappe démesurée pour étouffer cette seconde révolte. Plus de 4000 policiers, tant fédéraux que municipaux, ont terrorisé la communauté, tué deux personnes et en ont blessé bien d'autres. Ils ont défoncé des portes et arrêté 207 personnes, sans mandat. Ils ont agressé et violé 26 femmes emprisonnées. Dix ans plus tard, cet épisode est encore tristement célèbre au Mexique.

Une femme d'une soixantaine d'années de San Salvador Atenco m'a raconté cette histoire en 2010 alors que nous prenions part à une tentative de sabotage visant à défaire le siège paramilitaire qui s'était formé contre la communauté Triqui de San Juan Copala, à Oaxaca.

* Le cours des événements est quasi le même ici que celui qui a mené à l'immolation de Mohamed Bouazizi en Tunisie quelques années plus tard, l'étincelle qui a alors déclenché le Printemps arabe.



TIERRA LIBERTAD
Y JUSTICIA

HOTEL

LIBERTAD A LOS 12
PRESOS POLITICOS
ATENCO

www.atencolibertadyjusticia.com

EN-SERVICIO



F.P.D.T.
FELICITACIONES
ATENCION
ATENCO REBELDE
NO SE RINDE NI SE VENDE

«Quand nous avons décidé de bloquer le projet d'aéroport, nous nous sommes intéressés à une tactique zapatiste qui consistait à créer autour de soi une mythologie, une image. Nous avons alors réalisé qu'une grande partie de cette idée reposait en fait sur leur code vestimentaire : ils portaient tous des lunettes de ski et des carabines. Nous avons compris que si nous voulions stopper la construction de l'aéroport, nous devions imiter cette stratégie et devenir mythiques. Il nous faudrait donc un costume, nous aussi. Nous ne savions pas exactement quoi choisir; ça ne pouvait pas être les mêmes éléments qu'avaient portés les zapatistes, ça n'aurait pas eu de sens. Nous ne sommes ni Mayas, ni une guérilla et nous ne vivons pas dans la jungle. Nous sommes des paysans dans une petite communauté en bordure du district fédéral de Mexico. Alors, quels seraient nos accessoires mythiques, à nous? Nous avons débattu de ceci pendant des jours, voire des semaines. Finalement, nous avons trouvé : un chapeau de cow-boy, un foulard rouge et une machette. Une fois notre costume officiel établi, nous sommes devenu-e-s indomptables et le projet de l'aéroport était voué à l'échec.»

À ce jour, les résidents de San Salvador Atenco arborent encore leur chapeau de cow-boys, leurs bandeaux rouges et leur machette aux barricades des diverses luttes dans le pays. Quand illes arrivent, on dirait la cavalerie qui débarque.

Le Guatemala

Comme je l'ai déjà dit, j'ai rencontré davantage de ressortissant-e-s mexicain-e-s qui traversaient la frontière pour rejoindre leur famille que pour refaire leur vie. Dans le cas des citoyen-e-s guatémaltèques, je constate que c'est l'inverse. Pourquoi?

Le Guatemala est sous l'emprise de puissances féodales depuis sa colonisation. Encore aujourd'hui, le pays est dominé par quelques familles à la peau plus claire que les autres, connues sous l'appellation des «sept familles», ou de «l'Oligarchie» ou encore de «L'État Profond». Ces familles ont réussi à conserver le pouvoir depuis leurs descendants européens immigrés en Amérique. Illes y règnent, sur la majorité autochtone, depuis plus de 500 ans. Ces familles contrôlent l'armée et une grande partie du territoire et de l'argent qui y circule, en imposant leur monopole.

On peut voir la domination de cette vieille élite dans le domaine du café, du sucre, de l'exportation des bananes, de l'exploitation

bovine, des projets miniers; ainsi que dans bien d'autres industries lourdes telles que la production du ciment.

Une nouvelle tranche de cette élite s'intéresse particulièrement au trafic de drogue et au trafic humain. Les partis politiques s'accordent évidemment à ces puissances en compétition et à leurs intérêts*.

Il y a quelque cent ans se tenait une révolution au Mexique. Cette révolution a mis fin au système féodal et établi les bases d'une société moderne, pour le meilleur ou pour le pire. Ceci ne s'est jamais produit au Guatemala; le pays n'est pas gouverné par des gens qui ont le bien-être de ses citoyen-e-s à cœur. Contrairement à la situation mexicaine, les oligarques du Guatemala ne remplissent pas leur part du contrat social et ne prétendent pas vouloir le faire.

Toutefois, comme le Mexique, le Guatemala n'est pas pour autant un état en déliquescence. Le gouvernement a un travail à faire et il l'effectue à la perfection depuis des années : il fournit aux États-Unis ses bananes, son sucre et son café en plus d'empêcher les autochtones de mettre les *sept familles* à bord d'un bateau en partance pour l'Espagne. Le gouvernement remplit sa tâche de la seule manière possible : à coup de mitraillettes, d'hélicoptères et de lance-flamme.

À défaut d'une révolution, le Guatemala est donc déchiré par la guerre civile depuis plus de 36 ans. C'est la CIA, en 1954, qui sert d'étincelle au brasier lorsqu'elle finance le coup d'État qui a renversé le cabinet du président Jacob Arbenz, militant pour la redistribution des terres autochtones. La compagnie étatsunienne ultra-puissante *United Fruit Company*† s'opposait à ces réformes et la CIA a fait son sale boulot.

Toute autre forme de changement social étant tuée dans l'œuf. Un assortiment d'autochtones, de paysan-ne-s, d'étudiant-e-s, de syndicats et de groupes politiques appartenant à la gauche du spectre politique ont pris les armes contre le gouvernement en 1960.

* Le *Partido Patriota* était le parti au pouvoir en 2010 et est maintenant tombé en disgrâce. Le parti appuyait les intérêts de l'armée et de différents groupes liés à L'État Profond. Il arborait la couleur orange et son symbole était un poing fermé. En 2016, ce même groupe était de retour au pouvoir, seulement, cette fois, illes arborent le bleu et possèdent un nouveau nom : *Frente de Convergencia Nacional*. À l'instar d'un clown maléfique, les oligarques du Guatemala ont un masque pour chaque occasion. C'est un secret de polichinelle que de dévoiler qui est réellement au pouvoir dans le pays. D'un autre côté, j'ai entendu certain-e-s Guatémaltèques décrire carrément le *LIDER (Libertad, Democratica, Renovada, Liberté Démocratique Renouvelée)* comme étant le «Narco Party», le parti des narcotrafiquants. C'est ce parti qui est actuellement au pouvoir. Il arbore le rouge.

† La compagnie s'appelle aujourd'hui Chiquita.

Le conflit est alimenté par des décennies d'aide financière de la part du gouvernement des États-Unis, qui fournit de l'argent et des armes aux différents régimes militaires qui se succèdent.

Ces régimes sont responsables de toute une panoplie de massacres, de disparitions, de tortures et bien d'autres actes de terreur infligés à l'ensemble de la société civile guatémaltèque, dont le point culminant a été atteint avec la politique de «terre brûlée» d'Efrain Rio Montt, dans les années 80, et au cours de laquelle a été ordonné le massacre systématique de la population Maya autochtone. Environ 2000 civils ont perdu la vie dans ce conflit, dont une grande majorité d'autochtones. La guerre civile a pris fin en décembre 1996 avec la signature d'un traité de paix entre l'état du Guatemala et les membres responsables de chapeauter l'organisation des différents groupes de guérillas du pays (le Front Uni Révolutionnaire National du Guatemala ou URNG).

Des centaines de milliers de Guatémaltèques ont fui leur pays pour atteindre le Mexique et les États-Unis durant les années 80. La plupart d'entre elles ont dû le faire illégalement, puisque l'administration de Ronald Reagan, qui armait et finançait les principaux actants de ce massacre, refusait de reconnaître les civils guatémaltèques exilés comme étant des réfugié·e·s. Plusieurs de ces familles de réfugié·e·s* vivent aux États-Unis depuis cette époque.

Vingt ans plus tard, j'ai entendu plusieurs Guatémaltèques m'affirmer que la paix qui s'est installée dans le pays a rendu le quotidien plus infernal que la guerre qui y sévissait auparavant. En date de 2016, le Guatemala possédait le plus haut taux de malnutrition chronique de l'hémisphère ouest et se plaçait en quatrième position dans le monde face à cette problématique. La malnutrition chronique affecte 47 % de tous les enfants du pays, 55 % des personnes vivant en milieu rural, 69 % des autochtones; dans certains villages, ce chiffre augmente jusqu'à 90 %[†]. Selon une étude récente publiée par l'Organisation Internationale des Migrations, conjointement avec

* Les participant·e·s d'un groupe d'activistes Étatsunien·ne·s nommé le mouvement *Sanctuary* (Sanctuaire) ont assisté des milliers de Guatémaltèques dans leur périple vers le nord durant cette période. Vingt ans plus tard, ce sont les membres de ce groupe qui ont fondé *No More Deaths*.

† Ce pourcentage est plus élevé que celui du Honduras et du Nicaragua : deux pays beaucoup plus pauvres que le Guatemala. Haïti est le pays le plus pauvre de l'hémisphère ouest et un·e Guatémaltèque gagne en moyenne 4 fois le salaire d'un·e Haïtien·e. Pourtant, le taux de malnutrition chez les enfants est deux fois plus élevé au Guatemala. Les iniquités au Guatemala sont de l'ordre du diabolique. La source pour ces statistiques se retrouve dans le rapport cité subséquemment dans le texte.

le Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies, l'insécurité alimentaire est LA raison principale qui pousse les gens à quitter le Guatemala. Mon expérience personnelle me permet d'en arriver à la même conclusion.

Le Guatemala est un pays qui a des attaches économiques, politiques, culturelles et militaires de longue date avec les États-Unis. Il s'agit d'un territoire fertile, où l'eau existe en quantité, où le climat est favorable et où les ressources naturelles abondent. Ses marchés sont pleins à craquer de fruits et de légumes qui se font exporter vers le nord pour un profit de plusieurs millions de dollars chaque année. Pourtant, la paix au Guatemala rappelle la paix d'un cimetière; c'est un endroit rempli de voleurs et hanté par les fantômes de milliers d'enfants affamés.

“ Quand je me promène aux États-Unis, je vois la masse blanche. Elle ne se sent pas opprimée, elle se sent impuissante. Puis, quand je me retrouve avec les miens, nous ne nous sentons pas impuissants, nous nous sentons opprimé-e-s. Nous ne voulons pas marchander. Nous voyons très clairement le génocide qu'illes tentent d'infliger à nos peuples et nous comprenons la destruction psychologique qu'illes ont déjà réussi à infliger au leur. ”

-John Trudell, Paha Sapa, 18 juillet 1980.

Environ 60 % des Guatémaltèques s'identifient comme étant autochtones. 26 différents dialectes sont parlés dans le pays. Dans plusieurs régions, l'espagnol n'est pas la langue dominante. Entre tous ces différents bassins de population, la diversité culturelle est très présente. Le pourcentage d'autochtones dans la société guatémaltèque est plus dense que n'importe où en Amérique du Nord et dépasse largement celle du Mexique, qui a pourtant un grand bassin de personnes issues des communautés autochtones, à l'exception de certaines parties de Oaxaca et des Chiapas.

Le racisme est extrêmement présent dans toutes les sphères de la culture guatémaltèque. Les termes péjoratifs utilisés

par les *Criollos* (ceulles dont les ancêtres sont principalement européens) et les *Ladinos* (les métis dont les ancêtres sont à la fois européens et autochtones) parlent des *Indigenas* (ceulles dont les ancêtres sont surtout autochtones, en particulier ceulles qui ne possèdent pas l'espagnol comme première langue) sont aussi chargés historiquement que les termes employés par certaines personnes à la peau blanche lorsqu'illes parlent des Afro-Étatsunien-ne-s. Ceci s'applique aussi au Mexique, mais le phénomène est beaucoup plus prononcé au Guatemala. La majeure partie des atrocités de la guerre ont été commandées par des *Criollos* (responsables de l'armée) et infligées aux *Indigenas* (qui ont formé le cœur de la guérilla aux côtés de la population civile).

Les accords de paix de 1996 ont formé un point tournant étrange dans l'histoire du pays. Pendant près de 40 ans, les guérillas, majoritairement composées d'autochtones mayas, ont fait front commun devant un ennemi réellement impitoyable qui, en plus, recevait un appui non négligeable et sans précédent de la part du gouvernement étatsunien. Les guérillas n'ont pas vraiment gagné, mais elles n'ont pas perdu non plus.

Lorsqu'elles ont finalement baissé les armes, ce n'était qu'après avoir obtenu des concessions importantes de la part de l'État. L'une des plus importantes est la Convention 169 des accords de paix qui ordonne l'intendance des terres communales dans les lois du Guatemala. Légalement parlant, beaucoup des terres guatémaltèques n'ont pas un propriétaire précis (un individu, une corporation) et ne sont pas non plus des terres publiques gérées par l'État. Elles appartiennent aux communautés autochtones qui les occupent. De plus, la Convention 169 stipule que toute extraction de ressources en terre autochtone doit avoir été approuvée par la communauté. Ceci signifie que si une compagnie minière désire extraire de l'or d'une terre communautaire autochtone, elle ne peut pas simplement acheter la terre ou demander au gouvernement de la lui louer. C'est la communauté, après une assemblée populaire, qui devra approuver le projet. Cette permission est donc difficile à obtenir.

Cet aspect des lois environnementales et autochtones apporte un plus grand sentiment de protection face aux industries d'extraction des ressources que celles du Mexique ou des États-Unis. Imaginez si le Service Forestier des États-Unis devait tenir une assemblée communautaire chaque fois qu'elle voudrait louer une terre publique à une compagnie forestière! Obtenir ces concessions a nécessité 36 ans de lutte armée de la part des autochtones du Guatemala.

C'est malheureusement sans surprise que l'on constate que cette clause des accords de paix a peu à peu été grignotée par différentes abrogations après la guerre; à cause d'une succession de gouvernements vénaux et corrompus qui ont fait tout ce qui était en leurs pouvoirs pour vendre le pays au plus offrant.

Reste que les autochtones ont un pouvoir au Guatemala; un pouvoir bien supérieur à celui des autochtones des États-Unis ou du Mexique. Le jour de la Coupe du monde de 2014, le gouvernement guatémaltèque a tenté de profiter du tollé pour furtivement faire adopter une législation nommée «loi Monsanto», qui visait à donner l'exclusivité d'une semence brevetée à une poignée de compagnies transnationales. Les groupes autochtones ont barricadé le congrès, refusant d'y laisser entrer de l'eau ou de la nourriture et empêchant toute personne de sortir pour dormir ou aller aux toilettes tant que la loi n'aurait pas été abrogée. Elle l'a été. Il serait difficile d'imaginer une telle situation se produire à Washington ou à Mexico City.

L'extraction de ressources est un problème majeur au Guatemala. Dans les hautes terres de l'ouest de San Marco et à Huehuetenango en particulier, à la frontière et dans l'état mexicain des Chiapas, il y a beaucoup d'activités extractivistes (surtout de l'or, de l'argent, et du cuivre). Il y a aussi beaucoup d'autres endroits où des corporations transnationales tentent de forcer leur entrée dans de nouvelles zones d'extraction*.

Le Guatemala détient un bagage impressionnant en ce qui a trait à la résistance face à l'exploitation de ses ressources, spécialement dans les régions nommées précédemment. Des policiers fédéraux ainsi que des mercenaires, des militaires et des forces paramilitaires ont emprisonné et tué beaucoup de résistant-e-s qui s'opposaient à des mégaprojets et des extractions dans ces secteurs.

Ce n'est pas une coïncidence si la plupart des Guatémaltèques que j'ai rencontré-e-s fuyant leur pays provenaient de San Marcos et de Huehuetenango. J'ai vu des choses qui m'ont donné la preuve que les compagnies minières, les cartels et le gouvernement du Guatemala ont une volonté commune d'opérer un nettoyage social dans certaines zones habitées afin de préparer le terrain pour

* Beaucoup de compagnies minières au Guatemala appartiennent aux canadiens. La plus connue d'entre elles est sans doute la mine d'or Marlin à San Marcos, près de la municipalité autochtone des Mam de Sipakapa. Il y a aussi la mine de San Miguel Ixtahuacan, dont les propriétaires guatémaltèques sont en fait des sous-traitants de la compagnie canadienne Goldcorp. Voir le documentaire *Sipakapa no so vende* (Sipakapa n'est pas à vendre) réalisé par Alvaro Revenga en 2005.

des mégaprojets d'extraction, de contrebande et de trafic humain. J'y reviendrai.

Une grande majorité de la cocaïne issue de l'Amérique du Sud passe par la frontière Guatemala-Mexique avant d'atteindre les États-Unis; comme tous les réfugié-e-s-sans-papiers d'Amérique centrale.

Comme au Mexique, des forces étatiques et non étatiques sont en compétition pour obtenir le contrôle des industries de vente de drogue et de trafic humain qui gravite autour de la frontière. La situation n'est pas moins violente au Guatemala. De plus, il faut additionner à ceci le taux véritablement épouvantable de meurtres et de crimes violents qui existe dans certaines parties du pays (alimentés par le problème de gangs au Salvador, nous y viendrons).

Bref, c'est un véritable chaos. J'ai rencontré beaucoup de Guatémaltèques qui affirmaient que l'oligarchie avait volontairement installé un climat de violence pour justifier l'usage d'une «main de fer» essentiel à la préservation de l'ordre : la main de l'armée guatémaltèque, largement discréditée après la guerre.

Selon mon expérience personnelle, le Guatemala est profondément dysfonctionnel : les professeurs ne se font pas payer, les infirmières non plus, les hôpitaux manquent de médicaments et sont mal équipés, l'appareil judiciaire est pourri, le gouvernement est corrompu dans sa totalité et tout le monde le sait, la quasi-totalité de la population travaille au noir, des meutes de chiens errants se dévorent entre eux dans les déchets et, en somme, le gouvernement en fait encore moins pour sa population que celui du Mexique. Il n'ira même pas éteindre un feu de forêt s'il est en terre autochtone*.

Aucun des problèmes ayant engendré le conflit armé au Guatemala n'a été résolu. Tous les éléments sont là, stagnants, prêts à faire éclater la guerre une fois de plus. Une génération entière de lutte armée n'est pas une mince affaire et la fatigue s'en fait encore ressentir 20 ans plus tard. C'est d'ailleurs une des différences les plus frappantes entre le peuple guatémaltèque et le peuple mexicain.

* Mes ami-e-s et moi avons passé deux semaines, en janvier 2015, à éteindre un feu de forêt qui brûlait directement au-dessus d'un village et menaçait leurs réserves d'eau potable. Armé-e-s de pelles et de machettes, sans autre équipement de protection, nous avons fait face aux énormes boules de feu qui dévalaient la pente et fondaient sur nous. Le gouvernement a refusé de nous envoyer un hélicoptère depuis la capitale afin d'éteindre le brasier. On m'a dit que de mémoire d'Homme, jamais cette forêt n'avait pris feu. On disait que c'était une conséquence des changements climatiques. Les feux contribuent à la déforestation, ce qui perturbe les cycles de cultures, et accentue l'insécurité alimentaire.

J'ai souvent entendu des Mexicains qui n'étaient pas nécessairement affiliés à des mouvements d'extrême gauche me dire des choses telles que : «la situation dans mon pays est intenable, il nous faudrait peut-être une autre révolution.» Alors que j'ai souvent entendu des Guatémaltèques qui possédaient des vues radicales dire : «J'espère seulement que nous arriverons à dénouer les conflits du pays sans devoir refaire la guerre.» J'ai peur pour l'avenir de mes ami-e-s du Guatemala.

Ceci étant dit, le plus gros événement des dernières années dans ce pays a sans doute été l'énorme mouvement de protestation ayant fait s'effondrer la gouvernance d'Otto Perez Molina, en septembre 2015. Cet homme est un ex-général ayant personnellement coordonné des massacres dans les régions autochtones du «triangle d'Ixil» pendant les années de Rio Montt. Molina a été élu en 2011 après une campagne de peur très peu subtile : «Une main dure» était à la fois son slogan et son image de marque pour le *Partido Patriota* (parti patriote).

Lui et ses collègues ont fini par passer le plus clair de leur temps à superviser la mise en place d'un schème corrompu qui a fini par se faire connaître comme étant *La Linea*, la ligne. Il s'agissait pour les agences douanières guatémaltèques d'offrir aux importateurs des tarifs très réduits en échange de pots-de-vin distribués entre une douzaine de représentants du gouvernement. Quand la chose s'est ébruitée, d'immenses manifestations ont éclaté dans le pays, prenant tant d'ampleur que Perez Molina, son beau-fils, la vice-présidente Roxana Baldetti et une douzaine d'autres hauts fonctionnaires ne se sont pas seulement retrouvés sans emploi, mais en prison.

Que Perez Molina n'ait finalement été accusé que de fraude et non d'avoir personnellement coordonné des actes de génocide, bien qu'insatisfaisant, demeure sans précédent au Guatemala. Jamais on n'y avait vu un président, ex-général, se faire mettre derrière les barreaux par un mouvement populaire, et ce, sans entraîner de bain de sang. Bien que ce soit encourageant, la plupart des Guatémaltèques que je connais s'accordent à penser qu'une partie de cette victoire serait due au fait que l'oligarchie et l'armée en étaient venues à voir Molina comme une honte. Ils l'auraient abandonné et auraient commencé à entraîner son successeur, Jimmy Morales, le président actuel et un véritable ex-clown! Il est difficile de prévoir ce que l'avenir nous réserve.

En somme, si autant de citoyen-e-s du Guatemala abandonnent leur pays, c'est qu'illes fuient la pauvreté et l'instabilité massive.



Le mouvement de Guérilla guatémaltèque a eu une influence méconnue sur l'histoire des affaires mondiales et pourtant, c'est lui qui a inspiré toute l'esthétique zapatiste en plus d'agir profondément sur la compréhension de ces derniers dans la planification d'une lutte armée.

Les Chiapas se situent à la frontière du Guatemala et tous deux ont une grande population mayenne. L'utilisation de pseudonymes et des masques de ski ainsi que la réalisation que la prise de pouvoir du système étatique ne peut pas être un projet révolutionnaire en soi, sont des exemples de ce que les zapatistes ont retenu de la guerre civile guatémaltèque. Les zapatistes ont beaucoup de mérite d'avoir su tirer ainsi des conclusions de cette guerre et de les avoir appliquées aussi stratégiquement sur le terrain. Il faut toutefois se souvenir que l'image irrésistible que les zapatistes se sont brodée tient son inspiration de ce que faisait la guérilla du Guatemala 40 ans auparavant.

Toutes les souffrances et les sacrifices endurés par ceulles qui ont fait partie de la Guérilla sont aujourd'hui tombés dans l'oubli en dehors du Guatemala. Cependant, à travers les zapatistes, son héritage se transmet encore partout dans le monde.

El Salvador

Le Salvador est plus petit et plus peuplé que le Guatemala. Sa population est aussi moins densément autochtone. En contraste avec celle du Mexique ou du Guatemala, ses habitants sont presque entièrement des *Ladinos*. Ici aussi, la guerre civile a fait rage de 1979 à 1990, avec un total d'environ 80000 morts. Ici aussi, le gouvernement étatsunien a endossé la succession des régimes militaires ayant semé la terreur au pays par une succession de massacres, de disparitions, de viols, de bombardements, de tortures et de représailles de toutes sortes face à la population générale.

L'incident le plus célèbre est sans doute le meurtre de plus de 800 civils par l'armée salvadorienne, dans le village de El Mozote, le 11 décembre 1981.

Plus encore ici qu'au Guatemala, il est probable que la coalition des différents groupes de Guérilla (Le Front de libération national

Faribundo Marti ou FMLN) aurait réussi à renverser le gouvernement salvadorien si ça n'avait été de l'implication du gouvernement des États-Unis dans le conflit.

Plus du quart de la population du Salvador a fui le pays durant les années 80, une bonne partie pour rejoindre les États-Unis, souvent assistée du *Mouvement Sanctuary*. La guerre a finalement pris fin avec le traité de paix de 1992. Environ 2 millions de Salvadorien-ne-s vivent présentement aux États-Unis, environ un cinquième de sa population totale.

J'ai l'impression qu'à défaut d'atteindre la même qualité de vie qu'ont les ressortissant-e-s du Mexique, le Salvador s'en tire tout de même beaucoup mieux que le Guatemala et le Honduras. Entre trois et cinq millions de dollars issus du travail des Salvadorien-ne-s aux États-Unis sont réinjectés dans l'économie salvadorienne chaque année. Cela représente environ le cinquième de son PIB. Au Salvador, on trouve dans la plupart des parcs des compartiments séparés destinés aux ordures, au compost et au recyclage. Il y a moins de chiens errants et, en général, on se croirait dans une version édulcorée des États-Unis plutôt qu'un autre monde. En 2009, le FMLN a été élu au pouvoir pour la première fois depuis la guerre. Pour un certain temps, le groupe s'est conduit avec plus d'honnêteté que tous les gouvernements de droite du Guatemala et du Honduras. Il serait donc tentant de percevoir le Salvador comme un exemple de réussite.

Toutefois, les choses se sont compliquées. Différents gangs de rues se sont formés dans les camps de réfugiés de Los Angeles après la guerre. Au départ, il ne s'agissait que d'une volonté, bien légitime, de la part des Salvadorien-ne-s de se créer une place dans l'atmosphère peu invitante qu'était Los Angeles en cette ère d'émeutes. Les plus importants de ces gangs de rues sont sans aucun doute le Mara Salvatrucha (MS-13) et les Barrio18 (M18). Éventuellement, des milliers de leurs membres ont été déportés et renvoyés au Salvador, où illes ont commencé à se battre les uns contre les autres pour prendre le contrôle du territoire.

On ne peut pas interpréter le MS-13 et le M18 comme des organisations monolithiques. Ces groupes fonctionnent plutôt comme des franchises, dispersées en un réseau de factions. Ceci étant dit, ces gangs exercent une grande influence sur la vie quotidienne de la majorité des habitant-e-s du Salvador. Dans plusieurs régions, leur pouvoir est comparable à celui d'un gouvernement. Les membres de gang de rue y sont les pourvoyeurs de beaucoup de familles de la classe ouvrière, en plus de servir d'employeurs et de corps

policier. Il y a plusieurs mauvais côtés à ce système, le plus sérieux étant le conflit à trois faces entre les MS-13, les M18 et le gouvernement, qui fait du Salvador un des endroits les plus violents sur la planète, en dehors d'une zone de guerre.

En mars 2012, un traité de paix a été négocié entre les trois camps par Raul Mijango, ancien membre du FMLN devenu député, Munguia Payes, ministre de la Sécurité publique et de la Justice et Monsignor Fabio Colindres, un évêque de l'Église catholique.

Sans que l'on puisse vraiment en mesurer les effets, le gouvernement affirme avoir fait des concessions sur plusieurs points. Il a notamment abrogé la loi interdisant les gangs de rues et celle permettant aux délateurs de bénéficier de primes en échange d'informations. Il a aussi ordonné le retour de l'armée dans les baraquements, a interdit à la police de pénétrer dans le territoire contrôlé par les gangs et a fait quelques améliorations en ce qui concerne la qualité de vie des prisonniers. En échange, les dirigeants du MS-13 et du M18 (pour la plupart en prison) ont accepté d'ordonner un cessez-le-feu à leurs membres. En l'espace d'une nuit, le taux d'homicide a chuté de 14 à 5 par jour. La paix a plus ou moins duré trois ans et on m'a rapporté que le pays était à peu près viable durant cette période. À la frontière, nous avons immédiatement vu la différence : beaucoup moins de salvadorien-ne-s ont tenté de traverser le désert à cette époque.

Toutefois, l'équilibre fragile permettant une paix relative s'est complètement effrité en 2015, à cause de plusieurs facteurs complexes en lien avec l'intransigeance et la duplicité de tous les camps concernés, incluant celui du gouvernement des États-Unis, qui n'a jamais été bien enthousiaste face à ces accords de paix sous prétexte que, pour lui, un Salvador prospère et stable géré par le FMLN et s'accordant avec le Venezuela et la «marée rose» d'Amérique du Sud n'était pas un aboutissement souhaitable. Une véritable escalade de violence s'est produite en 2015, atteignant de nouveaux sommets, pires que lors de la guerre civile et inégalée dans le monde, en dehors de la Syrie, de l'Irak et de la République centrafricaine.

Subissant de fortes pressions internes visant à rétablir une certaine forme d'ordre dans tout ce chaos, le FMLN a dû se résoudre à utiliser des tactiques empruntées à leurs ennemis durant la guerre : bombardements nocturnes, emprisonnements de masse et châtiements collectifs. Mais les gangs n'ont pas courbé l'échine. Ils ont plutôt répondu à cette violence par une vigoureuse série d'assassinats de policiers et de soldats, en plus de poser des bombes dans des voitures près des postes de police et autres bâtiments gouvernementaux.

Ces tactiques n'ont que rarement été utilisées même dans les coins les plus instables du Mexique.

Le gouvernement du Salvador ainsi que la presse ont, de leur côté, commencé à utiliser le vocabulaire de la peur pour parler de « combattants ennemis » en ces temps de « guerre » et de « terrorisme », ce qui est ironique si l'on considère que nombre de représentant·e·s de l'état ont atteint leur fonction grâce à ce réseau de terroristes et de criminel·le·s, comme l'on noté plusieurs membres du FMLN eux-mêmes. Une recherche internet comprenant les mots *mareros* ou *pandilleros* joints à *cucaracha* permet de lire une infinité de commentaires qui donnent froid dans le dos, prétendument rédigés par des personnes issues de la classe moyenne et de la bourgeoisie salvadorienne, décrivant les membres des gangs comme étant des coquerelles à exterminer; ce qui est inquiétant quand on sait que ce type de violence s'est déjà produit par le passé au Salvador. Plusieurs Salvadorien·ne·s croient que certains des attentats auraient plutôt été commis par ces propagateurs de haine afin de justifier un nettoyage social. Des frissons me traversent quand je pense à ce que fera un gouvernement de droite s'il est élu au sein d'une telle ambiance.

C'est sans grande surprise que nous avons assisté à une résurgence de Salvadorien·ne·s cherchant à traverser la frontière à partir de 2015. Presque tou·te·s avaient la même histoire à raconter quant à leur condition de vie au Salvador et à leur ambition de fuir le chaos qui consume leur pays.

Au risque de me répéter, il est important de réitérer la place qu'a jouée le gouvernement des États-Unis dans la création de ce chaos. D'abord, il a financé les partis de droite du Salvador dans leur guerre contre la moitié de leur propre société. Ensuite, il a déporté des milliers de ses survivant·e·s, complètement dépourvu·e·s de moyens, dans un pays dévasté qui fait la taille du Massachusetts. Enfin, le gouvernement des États-Unis a freiné les efforts de compromis entre le FMLN et les gangs. Après tout ceci, la ruine du Salvador semblait inévitable.



L'histoire suivante est bien connue au Salvador et dans le reste du monde.

L'homme ayant ordonné le massacre à El Mozote était un être particulièrement abject : le Lieutenant Colonel Domingo Monterosa Barrios,

commandant du bataillon Atlacatl, une unité d'élite de la contre-insurrection de l'armée du Salvador. Ce bataillon (le même ayant perpétré ledit massacre) a été formé en 1980 à l'École Militaire étatsunienne des Amériques au Panama et entraîné à Fort Bragg, en Caroline du Nord par les Forces spéciales étatsuniennes. Monterrosa est un diplômé de cette école tout comme la majorité de ses troupes*.

Selon ce que rapporte Marc Danner de l'incident dans *Le Massacre de El Mozote*, Monterrosa était connu pour son obsession à vouloir détruire Radio Venceremos, la station de radio du FMLN qui se spécialisait dans les comptes-rendus de la guerre. Cette station possédait un sens critique acerbe et n'avait pas peur de ridiculiser le gouvernement. Elle s'était moquée plusieurs fois directement de Monterrosa en plus de dénoncer ses actions, jusqu'à devenir un symbole puissant d'insoumission opérant depuis de nombreuses années sur le territoire que Monterrosa affirmait contrôler.

La carrière de Domingo Monterrosa Barrios a brutalement pris fin en octobre 1984 des conséquences d'une ruse savamment élaborée. Un petit groupe du FMLN a transporté un radio-émetteur dans une zone patrouillée par les troupes de Monterrosa. Lorsque les soldats les ont «découverts», ils ont entrepris de leur tirer dessus. À cause des «blessés»†, le FMLN a été «forcé d'évacuer» et «d'abandonner» le radio-émetteur. Immédiatement, Radio Venceremos

était hors d'onde. Dès le lendemain, Monterrosa convoquait la presse nationale et internationale dans la ville de San Miguel pour annoncer triomphalement que la station de radio avait été neutralisée. Monterrosa s'est ensuite rendu dans la ville de Joateca pour récupérer son «trophée» en mains propres. Il est monté à bord de son hélicoptère personnel pour s'envoler vers sa conférence de presse en compagnie de cinq autres commandants du bataillon d'Atlacatl, dont son successeur immédiat. On raconte que le conseiller en chef de l'Armée étatsunienne qui était sur place aurait refusé d'embarquer avec eux.

Le radio-émetteur contenait huit bâtons de dynamite et un détonateur s'activant avec la pression de l'air. L'hélicoptère, ainsi que tous ses passagers, a été réduit en cendres alors qu'il passait au-des-

* Voir SOA Watch à soaw.org pour plus d'informations concernant l'école des Amériques.

† Dans les faits, seul le sang d'un coq aurait été laissé sur la scène. De ce que j'en sais, cette brave créature aura été le seul dommage collatéral de cette opération.

sus de la zone occupée par les guérillas, près d'El Mozote, où doit se trouver aujourd'hui quelques-unes des molécules du cadavre de Monterrosa, mélangées à celles des 800 victimes des exécutions qu'il a ordonnées.

Les restes de l'hélicoptère sont exposés au Musée de la Révolution, dans la municipalité de Perquin, près de l'endroit où le massacre a eu lieu. Je peux témoigner qu'il y a encore dans ce coin du monde des combattants qui racontent cette histoire avec beaucoup de plaisir.

Le Honduras

J'ai passé beaucoup moins de temps au Honduras qu'au Mexique, qu'au Guatemala ou qu'au Salvador. Au risque de sembler très informel, je dirai tout de même ceci : quelqu'un qui se trouverait au pied de la frontière du Salvador ou du Nicaragua et qui aurait en sa possession un déchet quelconque se dirait : «Où puis-je laisser cette bouteille d'eau vide? Ah! Voilà une benne à ordures!» Toutefois, si cette personne se trouvait au seuil de la frontière du Honduras, elle risquerait plutôt de se dire : «Bon, j'imagine que je vais jeter ma bouteille vide au sol comme tout le monde, puisqu'il n'y a pas d'autres options. Hey! Regarde! Un soldat avec un énorme fusil d'assaut! Il y en a un autre là-bas! Et d'autres là!»

Évidemment, je préférerais voir les ordures se faire ramasser par un réseau décentralisé d'ami-e-s que par l'État, mais il semble que nous ayons atteint le pire des deux mondes ici, où l'État existe bel et bien et a le pouvoir de mettre un nombre imposant de M16 entre les mains d'on-ne-sait-trop-qui, mais ne démontre pas le moindre intérêt à fournir à ses citoyen-ne-s des soins médicaux de base, des toilettes sanitaires, une éducation minimale, un programme d'aide sociale ou encore un service de gestion des ordures. C'est, somme toute, à quoi ressemble la situation au Honduras.

En plus de vivre dans la même pauvreté que le Nicaragua, d'avoir les mêmes dysfonctionnements que le Guatemala et le même taux de violence que le Salvador, le Honduras est dépourvu de réussites historiques significatives quant à ses efforts pour prendre les armes et se révolter, à l'instar des trois autres pays nommés ci-dessus.

Ainsi, le Honduras est devenu une véritable étude de cas par rapport à tout ce qui ne tourne pas rond dans cette partie du monde.

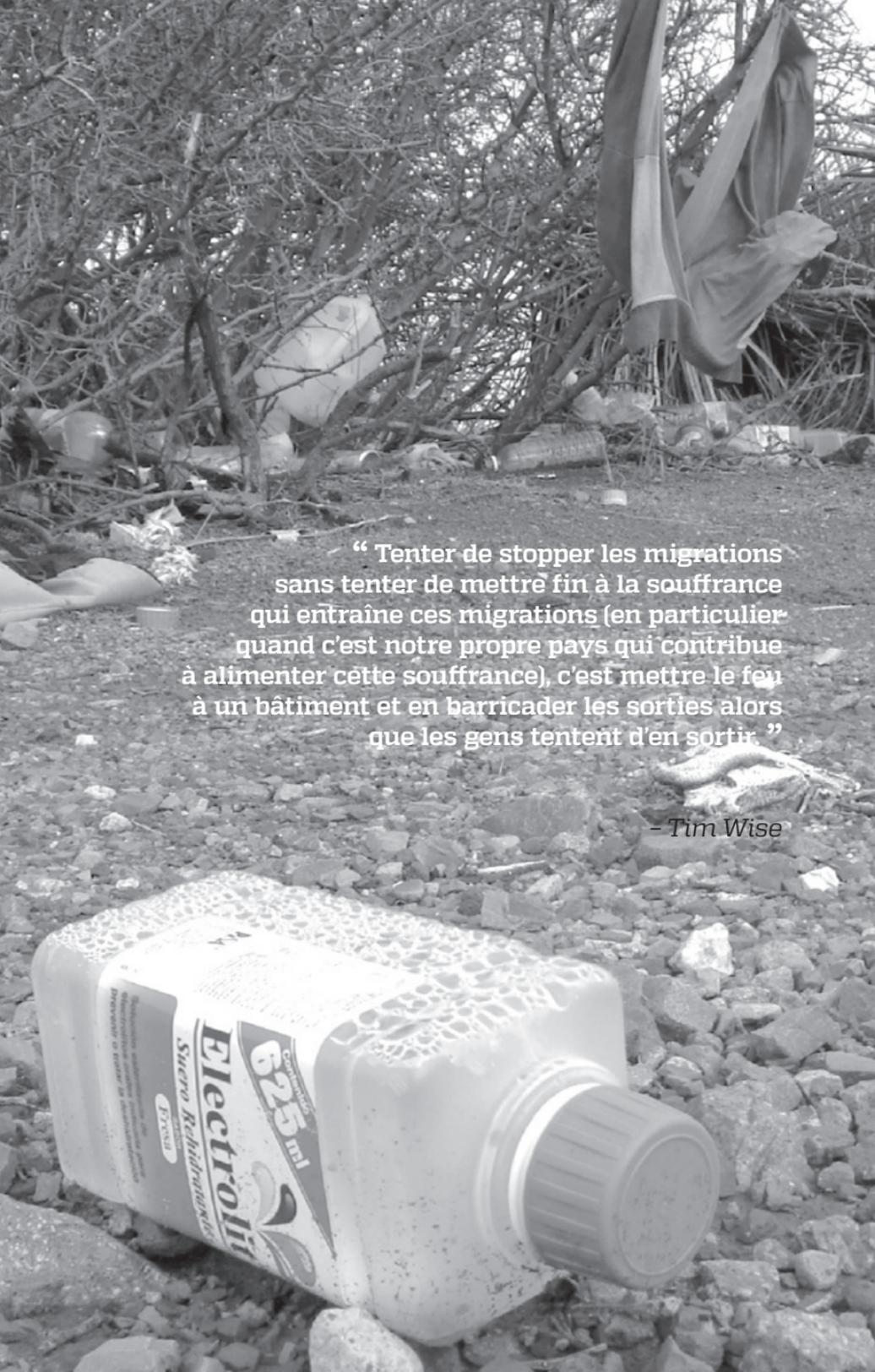
En 2009, un coup d'État du style de ceux que l'on voyait en 1950 a eu lieu, financé par les États-Unis. La situation du pays est extrêmement chaotique depuis. Nous avons constaté un nombre toujours grandissant de ressortissant-e-s du Honduras cherchant à traverser la frontière depuis 2009; proportion faite, il semble que ce soit l'ensemble du pays qui soit en migration. En 2012 par exemple, la moitié de ceulles que je rencontrais qui traversaient la frontière provenaient du Mexique, du Guatemala et du Salvador; l'autre moitié venait du Honduras, et ce, malgré que sa population ne représente que le 1/16e de celle du Mexique. Nous avons entendu bien des versions de la même histoire de la part des migrant-e-s du Honduras : pauvreté dévorante, famine et malnutrition chronique, violence et insécurité à l'échelle du pays (dérivée, entre autres, des problèmes de gangs du Salvador), épidémies de VIH et de SIDA, niveau astronomique d'agressions envers les personnes issues des communautés LGBTQ, assassinats d'environnementalistes, de membres de syndicats et de défenseurs de droits de la personne*, en plus d'un manque évident de services publics adéquats et de possibilités de se sortir de sa condition.

Permettez-moi de mettre cette réalité en lumière une fois de plus : si le Honduras est sens dessus dessous, ce n'est pas parce que ses citoyen-ne-s sont moins imaginatif-ve-s, outillé-e-s ou fondamentalement moins décent-e-s que le reste du monde, ni même parce que leurs dirigeants sont plus insensibles ou misérables que les nôtres. C'est parce que la structure de l'économie américaine ne leur laisse aucune chance de s'en sortir.



L'un de mes biens les plus précieux est un jersey de basketball du Honduras qui m'a été donné avec fierté par une adolescente que j'ai rencontrée dans le désert. Elle a fini par pouvoir rentrer chez elle, dans une famille aimante et solidaire à Los Angeles. J'espère voir le jour où mes ami-e-s du Honduras auront l'option de vivre une vie décente dans leur pays natal, même si cela doit se faire au prix d'une révolution au Honduras, aux États-Unis ou dans les deux pays.

* Par exemple, l'assassinat de Berta Cáceres en 2016.



“ Tenter de stopper les migrations sans tenter de mettre fin à la souffrance qui entraîne ces migrations (en particulier quand c'est notre propre pays qui contribue à alimenter cette souffrance), c'est mettre le feu à un bâtiment et en barricader les sorties alors que les gens tentent d'en sortir. ”

- Tim Wise

Tensions

La plupart des Étatsunien-ne-s ignorent le degré de tension qui existe entre les sociétés mexicaines et celles de l'Amérique centrale ni à quel point illes ne se conçoivent pas du tout comme une seule et même identité.

Cette réalité est plus facile à illustrer lorsque mise en parallèle avec le monde du sport. Prenons donc le soccer (ou le football pour le reste du monde en dehors des États-Unis). Durant la Coupe du monde, presque n'importe quel-le citoyen-ne de l'Amérique centrale encouragera à peu près n'importe quelle équipe d'Amérique centrale face à une équipe extérieure. En 2014, les Guatémaltèques supportaient donc en masse l'équipe du Honduras, qui s'opposait à celle de la France; tout comme des millions de Nicaraguayen-ne-s ont célébré la série de victoires du Costa Rica malgré les tensions significatives entre les deux pays. Toutefois, la plupart des citoyen-ne-s d'Amérique centrale appuieront systématiquement toute équipe s'opposant à celle du Mexique. C'est pourquoi les fans de soccer d'Amérique centrale se sont réjouis lorsque les Pays-Bas ont éliminé l'équipe mexicaine de la Coupe du monde. Cette tendance semble supplanter jusqu'aux mémoires de la guerre : selon mon observation, les amateurs de soccer salvadorien-ne-s et guatémaltèques appuieront en masse et sans réserve l'équipe étatsunienne plutôt que celle du Mexique s'il devait y avoir un affrontement entre les deux. Je n'ai pas eu l'occasion de suivre les matchs de soccer d'aussi près lorsque j'étais au Mexique, mais il me semble que la même tendance y existe : les Mexicain-e-s supporteront n'importe quelle équipe qui s'oppose aux États-Unis, même l'Espagne.

Les gens issus de l'Amérique centrale, en particulier les migrant-e-s et les réfugié-e-s, sont extrêmement maltraité-e-s au Mexique. Illes sont sujet-e-s à de mauvais traitements systématiques de la part des corps gouvernementaux et, malheureusement, de la part de beaucoup de Mexicain-ne-s*. Lorsqu'illes se retrouvent sous pression, plusieurs Américain-ne-s centraux, même ceulles affichant des positions politiques radicales, exprimeront une certaine méfiance quant au peuple mexicain en général. Ceci étant dit, il existe un bon nombre d'organismes et de personnes au Mexique qui travaillent de façon concrète et significative à bâtir un lien de confiance et de solidarité

* Cette réalité est connue au point qu'une chanson la dépeint : *Tres veces Mojado*, écrite par Los Tigres del Norte, l'équivalent mexicain d'un Bruce Springsteen qui se serait fondu dans les Beatles.

avec les ressortissant·e·s d'Amérique centrale. Selon mes observations, ces dynamiques sont reconnues et comprises par une grande partie des Mexicain·e·s.

Comme c'est souvent le cas, ces barrières psychologiques peuvent se briser en temps de crise. Pendant mes années dans le désert, j'ai vu plusieurs groupes mixtes composés de Mexicain·e·s et d'Américain·e·s centraux se venir mutuellement en aide, se sauver la vie, se soutenir dans cette épreuve carrément insoutenable et, en somme, apprécier la compagnie de l'autre. Cependant, j'ai aussi assisté à de nombreux exemples de racisme et de haine. Les tensions sont bien réelles.

Il existe aussi une toile complexe d'affreux stéréotypes internes qu'entretiennent tout autant les Mexicain·e·s que les ressortissant·e·s de l'Amérique centrale. À les entendre, les *Norteños* sont de riches caïds, rapides sur la gâchette, puisqu'extrêmement coincés de caractère. Les *Chilangos* de la capitale, quant à eux, sont très grossiers et blasphèment à tout bout de champ (en fait, ceci est peut-être vrai); les *Sureños* sont petits, bruns, trapus et pauvres. Au Guatemala, les *Altiplenses* disent que les *Costeños* sont des arnaqueurs; et malgré le respect général accordé aux Salvadorien·ne·s, illes demeurent toujours soupçonné·e·s d'être des meurtriers. Les Salvadorien·ne·s regardent souvent les Hondurien·ne·s de haut et ne sont malheureusement pas les seul·e·s à penser ainsi. Les Mexicain·e·s ont tendance à exacerber leur nationalisme, semblable en plusieurs points à leurs voisins étatsuniens, ce qui semble râpeux et étrange aux ressortissant·e·s d'Amérique centrale, dont la moitié ont déjà pris les armes contre leur propre gouvernement dans l'histoire récente du monde.

Et toutes ces problématiques n'effleurent même pas les dynamiques des sous-cultures : les Étatsunien·ne·s qui pensent que les Mexicain·e·s sont de psychorigides travailleur·e·s de la construction seront surpris de constater à quel point la Ville de Mexico est un des endroits les plus insolites du monde. Les personnes qui habitent au sud de la frontière ne représentent pas une masse homogène.

Le voyage

Mon expérience et les nombreuses discussions que j'ai eues avec des voyageurs·euses m'ont permis de me faire une certaine idée de ce que peut représenter un voyage du sud vers le nord.

D'abord, il ne se déroulera pas de la même manière selon la quantité d'argent que la personne peut se permettre de dépenser. Il varie aussi si l'on est d'origine mexicaine ou centraméricaine. Commençons par l'Amérique centrale.

Les ressortissant·e-s du Guatemala, du Salvador, du Honduras et du Nicaragua peuvent circuler librement entre ces 4 pays (le CA-4). Les Salvadorien·ne-s et les Hondurien·ne-s peuvent donc traverser le Guatemala jusqu'à la frontière mexicaine sans grandes dépenses, outre le paiement du transport. À partir de la frontière mexicaine par contre, c'est une toute autre histoire. Les citoyen·ne-s du CA-4 ne peuvent pas simplement marcher jusqu'à la frontière mexicaine et la traverser. Ils ne peuvent pas non plus circuler à l'intérieur du Mexique sans risquer d'être déporté·e-s s'ils n'ont pas un visa en règle. Il existe des lois spéciales concernant les Centraméricain·e-s qui traversent le Mexique pour se rendre aux États-Unis; évidemment, un prix s'y rattache, essentiellement sous forme de pot de vin, que certain·e-s peuvent payer et d'autres pas. Je commencerai par décrire ce que font celles qui ne peuvent pas traverser le Mexique légalement.

La frontière sud du Mexique, en plus d'être fortement surveillée par des forces de l'ordre facilement corrompues et de longer une forêt dense, demeure relativement poreuse. Les Centraméricain·e-s ont plusieurs possibilités pour réussir à la traverser et se rendre au Mexique. Le pire moyen pour se rendre aux États-Unis à partir du Mexique (et le plus populaire) est via *La Bestia* (la Bête) le train de marchandises du Mexique. J'ai entendu une panoplie d'histoires d'horreur à propos de *La Bestia* et peux facilement affirmer que, pour certain·e-s, la traversée du Mexique est plus hasardeuse que l'entrée aux États-Unis.

Il existe deux chemins de fer principaux traversant le Mexique à partir du sud jusque dans *La Lecheria*, la Gare Centrale de Mexico City, où tous les trains se rencontrent lors de leurs passages du sud au nord. L'une de ces lignes de train commence dans la ville de Tenosique, dans l'état de Tabasco et l'autre dans Arriaga, dans les Chiapas. Les Centraméricain·e-s qui ne peuvent pas payer leur entrée se voient

forcé-e-s de se rendre jusqu'à une de ces villes; distance considérable à parcourir à pied. À chaque étape de leur périple, illes risquent les pillages, les viols, l'extorsion, les attaques, les kidnappings, la déportation, les arrestations, et les meurtres perpétrés par les policiers, les militaires et les différents cartels; en plus de s'exposer à la déshydratation et aux insulations. Les points de départ les plus connus au Guatemala incluent certaines parties des provinces de San Marcos et Huehuetenango (vers Arriaga), des zones du *Parc national du Lacandon*, et du *Parc national Laguna del Tigre*, au Nord de Peten (vers Tenosique). Il existe des refuges et des projets de solidarité dans ces deux villes, le plus connu étant «La 72» à Tenosique*. À partir de là, il est finalement possible d'embarquer sur un train en partance pour le nord.

Se déplacer à l'aide du train de marchandises de *La Bestia* est sans doute le moyen de locomotion le plus dangereux de tout l'hémisphère ouest. Tous les dangers énumérés ci-dessus s'y trouvent décuplés; en plus des risques de se faire tuer ou démembrer en tombant d'un des wagons surpeuplés.

Il existe d'autres refuges et projets de solidarité le long de chacune des lignes de chemin de fer, ainsi que dans la ville de Mexico et en périphérie de *La Lecheria*. Ces projets de solidarité sont d'ampleur différente. Certains sont des organismes bien établis et d'autres sont l'objet des efforts individuels de quelques locaux et leurs familles, vivant le long du chemin de fer et lançant dans les wagons qui passent de l'eau et des vivres.

Il y a donc deux façons d'aller vers le nord à partir de *La Lecheria*; toutes deux comprenant les risques mentionnés ci-haut et le danger croissant de se heurter à une déportation à mesure que le trajet avance. La première route se dirige vers la partie inférieure de la vallée du Rio Grande au Texas et passe par San Luis Potosí puis Nuevo Laredo ou parfois par Reynosa, à Tamaulipas. La seconde route se dirige vers le désert du sud de l'Arizona en traversant Guadalajara, puis en longeant la côte du Pacifique vers Altar ou Carboca, à Sonora.

Reynosa et Altar sont sans doute les deux principales destinations des migrant-e-s et des réfugié-e-s le long de l'entièreté de la frontière. Chaque route comprend des avantages et des inconvénients, mais en fin de compte, les deux routes sont terribles à emprunter.

Les avantages de la route du nord-est vers Reynosa sont que le trajet est moins long et moins dangereux, une fois passé du côté Nord

* Voir <https://la72.org/> pour plus d'information sur comment s'impliquer.





de la frontière. Il amène aussi les personnes qui l'empruntent plus près du centre des États-Unis. En contrepartie, la majeure partie du territoire à traverser pour s'y rendre est contrôlé par le cartel des *Zetas*. Cette route est célèbre à cause du premier massacre de San Fernando ayant eu lieu en août 2010, au cours duquel les *Zetas* ont massacré 72 migrant·e·s et réfugié·e·s centraméricain·e·s dans la municipalité de San Fernando, un peu au sud de Matamoros, dans l'état du Tamaulipas*. Puis, il y a eu un deuxième massacre en avril 2011, au cours duquel les *Zetas* se sont emparés de plusieurs autobus sur l'autoroute fédérale 101 lorsqu'ils ont traversé San Fernando, kidnappant, torturant et assassinant 193 passager·ère·s. Au sud de l'Arizona, nous avons pu observer une recrudescence du nombre de Centraméricain·e·s pendant environ deux ans suivant ces massacres, les gens ayant forcément jugé que le chemin du nord-est était beaucoup trop risqué.

Les avantages de la route nord-ouest vers Altar sont que le territoire que traverse le train est contrôlé dans sa totalité par le cartel de *Sinaloa*, qui a la réputation d'être composé d'hommes d'affaires plutôt que de tueurs sanguinaires. C'est aussi le chemin qui amène les gens le plus près de la côte ouest étatsunienne. Par contre, le chemin à parcourir en train est beaucoup plus long et implique d'ensuite traverser à pied le désert de Sonora, dans le sud des États-Unis; désert qui englouti vivants des milliers de gens chaque année.

Il y a cependant beaucoup de Centraméricain·e·s qui n'ont pas besoin de prendre ces trains. Ceux qui peuvent se le permettre embauchent des membres des cartels afin de leur servir de guide pour traverser la frontière mexicaine, puis le Mexique dans son entièreté, puis la frontière étatsunienne (plus communément en passant par Reynosa ou Altar bien qu'il y ait d'autres lieux de passage possibles comme Mexicali ou Sonoyta). Mais un tel guide peut coûter jusqu'à 10000\$, sans garantir le succès de l'entreprise. Peu de gens ont une telle somme à portée de main; c'est pour le moins une dépense majeure. Ceci implique aussi de remettre sa vie entre les mains des cartels en plus de s'exposer aux kidnappings, à l'extorsion, aux viols, etc. De tels arrangements restent cependant très communs.

Il existe aussi la possibilité de se risquer à prendre les autobus mexicains. J'ai rencontré des gens ayant réussi une telle chose, payant des pots-de-vin à qui de droit afin de ne pas être découverts. Le problème ici tient dans le fait que les autorités mexicaines

* «La 72», le refuge de Tenosique, a été baptisé ainsi en l'honneur des victimes.

de l'immigration inspectent régulièrement les autobus se dirigeant vers le nord à plusieurs endroits du trajet, plus particulièrement près de la frontière du Guatemala et de celle des États-Unis. Si je suis capable de différencier l'accent mexicain de celui de l'Amérique centrale par seulement quelques bribes de conversations, imaginez l'expertise de la patrouille mexicaine dans ce domaine... Sans même vérifier leurs papiers, elle arrive en général à repérer les «indésirables» à l'aide de quelques questions stratégiques comme : «Combien pèses-tu?» (les Guatémaltèques réfléchissent en livres alors que les Mexicain-e-s fonctionnent en kilogrammes) ou encore : «Récite-moi le *Grito de Dolores!*» (tou-te-s les Mexicain-e-s connaissent ce texte par cœur de la même façon que n'importe quel-le Étatsunien-ne peut réciter le serment d'allégeance au drapeau s'il s'y voit forcé, alors que tout étranger en serait incapable) et bien d'autres trucs du même ordre. Les personnes ayant «l'air indigène» ne passent certainement pas inaperçues. Si elles sont découvertes à bord d'un autobus, le risque de se faire maltraiter par les autorités est énorme.

Certain-e-s Centraméricain-e-s réussissent toutefois à obtenir les papiers nécessaires afin de traverser le Mexique légalement. Ceci implique de sauter à travers les nombreux cerceaux de la bureaucratie, tous destinés à vider le plus possible les poches du voyageur tentant une honnête traversée, surtout lorsque cette personne est d'origine autochtone. Il arrive cependant que les autorités mexicaines semblent se laver les mains de ses complications et en arriver à dire : «Je n'en ai rien à foutre au fond, voici tes papiers, traverse le plus rapidement possible et tu deviendras le problème de quelqu'un d'autre (des États-Unis en l'occurrence).» Cette attitude a surtout été remarquée entre 2013 et 2014, à l'époque où la presse étatsunienne s'intéressait à la «crise des mineur-e-s non accompagné-e-s de l'Amérique centrale».

Il n'est donc pas impossible pour un-e Centraméricain-e d'obtenir les papiers nécessaires à une traversée légale, seulement le processus est exceptionnellement onéreux. En comparaison, tout-e citoyen-ne étatsunien-ne peut entrer au Guatemala gratuitement et sans visa. Les citoyen-ne-s des États-Unis peuvent rester dans le CA-4 jusqu'à 90 jours d'affilée sans papiers. Au terme de ces 90 jours, il ne leur suffit que de changer de pays pour deux jours (au Costa Rica, au Belize ou dans les Chiapas par exemple) pour pouvoir ensuite réintégrer le CA-4 pour un autre 90 jours. Ce procédé peut être répété *ad vitam eternam*. Certain-e-s Étatsunien-ne-s expatrié-e-s autour du lac Atitlan fonctionnent ainsi depuis des décennies.

Bien qu'il soit théoriquement possible pour un-e Étatsunien-ne de se faire refuser l'entrée du pays par les autorités d'immigration guatémaltèque, je n'ai jamais entendu parler d'un tel cas, à l'exception d'expatrié-e-s ayant tenté de s'immiscer dans la politique du Guatemala et ceulles n'ayant pas respecté la règle des 90-2 jours. Outre ces deux situations, les psychopathes les plus endurci-e-s semblent être les bienvenu-e-s.

Soumettre sa candidature pour un visa étatsunien coûte 160 \$ à un-e Guatémaltèque, payable au gouvernement des États-Unis . Ces frais ne sont pas remboursables si cette candidature se voit refusée, bien que la personne soit invitée à soumettre une nouvelle demande, à ses frais, bien entendu. Faire une demande de visa implique d'avoir obtenu son passeport et donc de déboursier un autre 160 \$, payable cette fois-ci au gouvernement guatémaltèque. Cette somme est inévitablement accompagnée d'un pot-de-vin, versé à l'employé du bureau des passeports. La somme de ce pot-de-vin doublera si læ Guatémaltèque est d'origine autochtone. Ensuite, la demande de visa doit se faire sur internet, en anglais, à l'intérieur d'un laps de temps déterminé. Inutile de dire que la plupart des Guatémaltèques n'ont pas d'emblée 500 \$ à dépenser, un accès internet haute vitesse et la capacité de remplir un formulaire en anglais. Il existe donc une industrie qui peut se charger de rédiger ces demandes pour les migrant-e-s, en échange d'une somme d'argent importante, évidemment.

Malgré tout ceci, des milliers de personnes se présentent chaque jour à l'ambassade étatsunienne de la Ville de Guatemala et font la queue en espérant obtenir une audience avec un-e fonctionnaire consulaire. Ces audiences durent entre 3 et 5 minutes par candidat-e. L'important pour læ demandeur-e est d'arriver à démontrer qu'ille possède des responsabilités économiques qui læ contraindront à revenir au Guatemala, comme la possession d'une terre par exemple. Si læ demandeur-e obtient son visa, celui-ci ne lui donne pas le droit d'entrer aux États-Unis, mais seulement de se présenter en toute légalité à un de ses ports d'entrée. La décision finale de laisser ou non læ migrant-e- entrer au pays appartient au douanier. Celui-ci peut lui refuser l'accès aux États-Unis sans motif précis. Dans un tel cas, la personne à qui on a refusé l'entrée n'a aucun cadre légal à sa portée afin de demander justice ou réparation. La situation est tout aussi compliquée et onéreuse pour une personne venant d'Amérique centrale et quelque peu moins cher pour un-e mexicain-e. Il faut avoir l'esprit particulièrement obtus pour ne pas s'apercevoir que ce système vise à garder les pauvres dans leur misère.



Finalement, les Mexicain·e·s, eulles, peuvent évidemment circuler au Mexique sans devoir payer d'autres frais que leur transport. Cependant, beaucoup de pauvres utilisent eulles aussi les trains de marchandises pour se déplacer et sont donc sujets aux mêmes dangers que les centraméricain·e·s, la peur de la déportation en moins. La plupart des Mexicain·e·s mieux nanti·e·s se servent du système d'autobus pour se rendre aux États-Unis en passant par Altar, Reynosa ou tout autre port d'entrée bien connu de la frontière étatsunienne.



Fin 2013. Nous commençons à recevoir des appels provenant de stations d'autobus en Arizona. On nous demande d'assister des femmes et des mineur·e·s centraméricain·e·s ayant été laissé·e·s là par la patrouille frontalière. Ces femmes et ces enfants avaient tou·te·s la même histoire à raconter : illes avaient été interpellé·e·s dans le désert, détenu·e·s, catalogué·e·s, s'étaient fait donné un avis de comparaître, des mois plus tard, devant un tribunal d'immigration, puis conduit·e·s à une gare d'autobus et abandonné·e·s là. Nous étions face à «la crise des mineur·e·s non-accompagné·e·s».

Ce comportement était loin d'être normal de la part des patrouilleurs frontaliers; bien que nous condamnions depuis des années leur pratique visant à abandonner les Centraméricain·e·s sans-papiers au pied de la frontière mexicaine. Cette manière de se débarrasser ainsi d'êtres humains est illégale et, dans le cas des mineur·e·s, constitue une atteinte à la sécurité de l'enfant selon les lois étatsuniennes. Pire, cette pratique expose des gens vulnérables aux dangers les plus extrêmes.

En tant qu'aidant humanitaire et fervent opposant au concept même de frontières, je me suis réjoui du changement de cap soudain des politiques frontalières qu'a amené la médiatisation de la «crise des mineur·e·s non-accompagné·e·s»; à mon avis, ces changements ont été positifs et ont assurément sauvé des vies. Inutile de dire que ces changements de politiques ont vite circulé de bouche à oreille et influencé un grand nombre de mineur·e·s centraméricain·e·s à se diriger vers le nord, avec ou sans leur mère.

Pendant ce temps, au Mexique, j'ai été témoin des actions des autorités mexicaines à la frontière guatémaltèque : ils distribuaient en masse des permis de transmigration, valables pour sept jours, à de grandes quantités de Centraméricain·e·s, incluant des autobus remplis d'hommes seuls. Ceci n'est pas non plus un comportement normal de la part des autorités mexicaines.

Quand nous avons commencé à recevoir plusieurs de ces personnes en Arizona, nous avons constaté que la plupart d'entre elles étaient des hommes autochtones issus de San Marcos et de Huehuetenango, au Guatemala : deux régions reconnues pour être riches en ressources minières. Puis, nous nous sommes mis à entendre différentes versions d'une même histoire : les cartels s'acharnaient à vider de leur population certaines zones de San Marcos et Huehuetenango le long de la frontière des Chiapas, afin d'utiliser le territoire pour la contrebande, le trafic humain et l'extraction minière. Je ne peux pas prouver ceci de façon empirique, tout comme je n'ai aucun moyen de savoir qui a influencé qui à mettre en place un tel projet, mais si je me fie à la grande quantité d'anecdotes que j'ai entendues, quelque chose de très louche s'est produit sous le couvert de la crise des mineur-e-s non accompagné-e-s. Si c'est le cas, il aura fallu une coordination entre les politiques gouvernementales étatsuniennes, mexicaines et guatémaltèques, en plus de la collaboration des cartels les plus puissants et des diverses compagnies minières, fort probablement canadiennes, afin d'exécuter une telle machination.

Cette période a pris fin plus tard en 2014, lorsque la « crise » a été largement médiatisée et que la patrouille frontalière a cessé de mettre à la porte des mineur-e-s centraméricain-e-s et des femmes accompagnant des enfants. Plus tard, l'administration d'Obama a déporté bon nombre de ces femmes et enfants qui étaient entrés au pays durant cette période et l'administration Trump tente sans l'ombre d'un doute de déporter celles qui y sont encore. Alors, est-ce que cette crise hypermédiatisée était le résultat d'un effort sincère de gérer la frontière avec plus de compassion ? S'agissait-il d'une stratégie de relocalisation massive et froide au profit de l'élite corporative, gouvernementale et criminelle des quatre pays concernés ? Était-ce les deux en même temps ? Il n'y a aucun moyen de le savoir. Selon moi, il s'agissait d'utiliser la première raison pour justifier la seconde. J'aimerais bien qu'un journaliste d'enquête s'intéresse au sujet. Aucun secteur d'aucune presse n'a tenté d'assembler les morceaux de ce casse-tête. Reste que cet épisode illustre à merveille l'un des thèmes centraux de cet ouvrage : la régulation des déplacements humains selon le lieu de naissance d'un individu ne peut pas être gérée de manière équitable. Les tentatives les mieux intentionnées en ce qui a trait à la création d'un projet de politiques frontalières humanitaires auront des conséquences inattendues et fort probablement indésirables.

“ Un camion K-Line, rempli de vêtements bon marché fabriqués au Honduras, entre dans la gare de Hobart. Au même moment, l'agence de l'immigration et de la douane (*U.S. Immigration and custom enforcement*, ou I.C.E) déporte une famille entière vers Tegucigalpa. Au sud, les trains de marchandises se dirigeant vers le nord sont surnommés *La Bestia* ou Le train de la mort ; nous croyons que ces surnoms sont adéquats. Les biens matériels entrent par le sud de la Californie sans encombre alors que des êtres humains, ayant survécu à un périple épuisant de plusieurs milliers de kilomètres à même les toits de ces trains, se voient forcés de débarquer et se font refuser l'accès à un pays qui accepte sans sourciller d'y faire pénétrer des marchandises que ces mêmes migrant-e-s ont produites en Amérique centrale, à la sueur de leur front et au prix de leur sang. ”

- “ *How to stop a wound from bleeding* ” L.A Onda

LE PRODUIT

Il est impossible de comprendre ce qui se passe ensuite dans le processus de la traversée de la frontière sans aborder préalablement en détail le sujet du cannabis.

Le capital

L'argument principal en faveur de la légalisation des drogues de rue aux États-Unis est qu'elle diminuerait le pouvoir des contrebandiers, apaisant du même coup les guerres qui s'ensuivent pour le contrôle du marché de la drogue. (Il existe plusieurs autres arguments valables en faveur de la légalisation des drogues que je n'aborderai pas ici).

Cette hypothèse se tient. Toutefois, pour comprendre les conséquences de la légalisation, il faut comprendre comment fonctionne le marché de la drogue nord-américaine; celui du cannabis en particulier, puisque c'est la seule drogue qui semble pouvoir basculer dans la légalité ici, pour l'instant.

La majorité du cannabis de bonne qualité est cultivée aux États-Unis, surtout dans le nord de la Californie. L'industrie est hautement décentralisée; il y a des milliers de fermes de cannabis indépendantes là-bas ainsi que dans quelques autres États. Le cannabis de qualité inférieure qui est consommé aux États-Unis provient le plus souvent du Mexique et est cultivé dans les zones de la Baja California et de la Sierra Madre occidentale. Contrairement aux États-Unis, l'industrie est complètement centralisée et ne comprend qu'un seul joueur : le cartel du *Sinaloa*.

Traditionnellement, les deux industries opéraient dans des marchés parallèles, chacun dans sa niche. Les petites à moyennes productions de cannabis sont légales, quasi-légales ou tolérées dans certaines parties des États-Unis. Il y est cependant impossible de faire pousser cette plante en quantité industrielle, comme c'est possible de le faire au Mexique. Même après avoir augmenté le prix de vente de son produit lorsque celui-ci traverse la frontière étatsunienne, le cartel du *Sinaloa* est capable d'offrir des prix plus compétitifs que les producteurs étatsuniens lorsqu'il vend son produit en gros. Importer ce produit implique cependant de le rendre le plus compact possible, ce qui écrase les fleurs et diminue sa qualité. En somme, le *Sinaloa* propose un produit peu coûteux, mais de qualité moindre tandis





et les États-Unis offrent un produit plus dispendieux, mais de meilleure qualité. Mais ceci est en train de changer. Depuis que certains États des États-Unis ont entrepris de légaliser le cannabis, les prix ont chuté dans tout le marché. *Sinaloa* s'accroche encore à ses parts, mais si la tendance se maintient et que les États-Unis en viennent à produire du cannabis à grande échelle, le Nord serait en mesure de couper l'herbe sous le pied du cartel. La conclusion évidente à tout ceci est que les États-Unis en viendront à embaucher des sous-traitants étatsuniens (fort probablement des compagnies de tabac) pour exporter leur cannabis au Mexique, dominant ainsi ce marché en plus du leur, puisque les producteurs mexicains ne pourraient même pas espérer entrer en compétition avec eux sur une aussi grande échelle. Ça vous rappelle quelque chose ? Il est tentant de simplement se dire : « Bien fait pour eux ! », le *Sinaloa* étant une organisation criminelle de grande envergure. Toutefois, l'exclure complètement du marché de la drogue risque d'avoir des conséquences désagréables. Je respecte plusieurs aspects distincts de l'argumentaire en faveur de la légalisation du cannabis, mais les activistes ayant une pensée unilatérale sur le sujet seront déçus de constater que la légalisation n'aura pas que des aspects positifs.

Voici pourquoi.

Comme je l'ai décrit ultérieurement, les deux actants principaux dans l'univers de la contrebande de drogues utilisent des modèles d'affaires et des stratégies différentes de mise en marché. Le camp du *Sinaloa* contrôle la plus grande part des migrations et des routes utilisées pour le trafic de drogue le long de la frontière. Il contrôle le territoire sur lequel se trouve la majeure partie des terres servant à cultiver le cannabis et l'opium nécessaire à la fabrication d'héroïne, en plus de posséder des laboratoires dans lesquels il peut produire à peu près toutes les drogues synthétiques imaginables. Il distribue ses produits localement au Mexique tout comme à l'étranger, incluant aux États-Unis. Contrairement au cartel des *Zetas*, le *Sinaloa* profite davantage de ces sphères d'activité que de l'extorsion, du kidnapping ou des assassinats contractuels.

Les *Zetas* ont peu de contrôle sur les migrations et la contrebande de cannabis le long de la frontière. Ils ne possèdent aucun des terri-

* Un phénomène semblable se produit aux États-Unis dans certaines zones où la contrebande de drogue est *de facto* le seul moyen de survie d'une partie de la population. Il n'est pas bon de jeter en taule de jeunes citoyens revendeurs de cannabis, mais qu'advient-il de ces gens si la revente de cannabis n'est plus possible pour eux ? Si les usagers de cannabis se tournent en masse vers les dispensaires corporatifs pour acheter leur marchandise plutôt que vers le petit revendeur au coin de la rue, comment réagiront ces derniers ?

toires sur lesquels sont produits le cannabis et l'opium et ne peuvent donc pas produire leur propre marijuana ni leur héroïne. Ils sont cependant en mesure de produire des drogues synthétiques faites en laboratoire. Comme le *Sinaloa*, les *Zetas* distribuent toutes les drogues imaginables à des fins de consommation à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Toutes, sauf le cannabis. Le cartel des *Zetas* ne constitue pas un actant majeur dans le marché du cannabis aux États-Unis. Ils n'y arriveraient jamais puisqu'ils devraient acheter la marchandise à leur compétiteur et n'arriveraient pas à la revendre moins cher que celui du *Sinaloa**. Ils doivent également importer leur héroïne, souvent à partir de l'Afghanistan, à des fins de distribution. Les sphères les plus lucratives du cartel des *Zetas* demeurent l'extorsion, le kidnapping et les assassinats contractuels.

De toutes ces sphères d'activité, seule la production de cannabis et d'opium oblige une forme de contrat social : le *Sinaloa* doit s'entendre avec les *campesinos* qui cultivent leurs terres. En échange de leur obéissance, le *Sinaloa* offre sa protection, son soutien et ses bonnes grâces. En cela, le cartel n'est pas différent d'un gouvernement. En pratique, le *Sinaloa* EST le gouvernement. Sur le territoire qu'il gouverne, le *Sinaloa* remplit sa part du contrat, ayant intérêt à maintenir la paix et l'équilibre; contrairement aux *Zetas* qui profitent de l'instabilité sociale.

Pour toutes ces raisons, la légalisation du cannabis affectera le cartel du *Sinaloa* davantage que celui des *Zetas*, malgré que la chute des prix de ce produit ne semble pas affecter beaucoup les revenus totaux du *Sinaloa*. L'organisation est robuste. Son approche est diversifiée et comporte plusieurs stratégies contingentes. Pour l'instant, il doit aussi remplir sa part du contrat social. Par conséquent, la chute des prix du cannabis a poussé le *Sinaloa* à remplacer sa production de cannabis par une production d'opium dans le Sierra Madre occidental. Ce changement a eu pour conséquence première la chute des prix de l'héroïne aux États-Unis, suivie d'une augmentation de la demande, puis d'une augmentation exponentielle du nombre de surdoses à l'échelle du pays. Voilà l'origine de l'épidémie d'héroïne qu'a couverte la presse étatsunienne à partir de 2014†.

Même si le marché du cannabis s'effondrait complètement au Mexique,

* Les *Zetas* font tout de même pousser et vendent une certaine quantité de cannabis, mais jamais à aussi grande échelle que leurs rivaux du *Sinaloa*.

† Cette épidémie fait partie d'une autre, plus globale, qui a commencé en 2005 et qui prenait sa source dans la prescription abusive par les médecins d'antidouleurs légaux à base d'opioïdes.

il n'en coûterait probablement pas un sou au *Sinaloa*. Le cartel ne ferait qu'augmenter sa production d'héroïne jusqu'à n'avoir plus de place pour faire pousser son opium, ou jusqu'à ce que le marché étatsunien en soit tellement saturé qu'il ne puisse plus en absorber la production. Compte tenu de la nature même de l'héroïne, cette saturation serait fort probablement longue à venir*.

Dans l'optique où l'industrie du cannabis s'effondrerait en même temps qu'advierait une saturation d'héroïne dans les marchés, une partie des terres agricoles du *Sinaloa* deviendraient superflues et seraient forcément abandonnées. Le cartel se rabattrait alors sur la cocaïne et les drogues de synthèse; ce qui ne permettrait pas d'éviter un dérèglement de la logistique de l'organisation. Ce n'est que suite à tout ceci que le *Sinaloa* commencerait à être affecté financièrement par la légalisation du cannabis. De plus, l'affaiblissement du *Sinaloa* profiterait au cartel des *Zetas*; ce qui est loin d'être le souhait de la plupart des activistes en faveur de la légalisation.

Pour l'instant, le cannabis a une place à part aux États-Unis, puisque la légalisation des autres drogues de rues n'est pas quelque chose d'envisagé à court ou moyen terme. Mais les mentalités évoluent et il est donc intéressant de spéculer sur les effets qu'aurait la fin de la prohibition étatsunienne sur le Mexique.

La légalisation de toutes les drogues de rues serait assez catastrophique pour les cartels. Les prix des drogues chuteraient, ce qui en augmenterait la demande, et ferait augmenter la production. Éventuellement, le marché serait saturé au point où les profits liés à cette sphère d'activité diminueraient; obligeant le gouvernement à utiliser des stratégies d'économie d'échelle pour réduire ses dépenses. C'est déjà ce qui se produit avec le cannabis.

Mais face à la diminution incessante de leurs profits, les cartels ne choisiraient pas simplement de quitter le navire. Ils chercheraient de nouvelles sources de revenus telles que l'extorsion, les kidnappings et les assassinats contractuels; et si toutes ces sources d'argent potentielles venaient à faillir, ce ne seraient que les membres subalternes des cartels qui seraient jetés par-dessus bord par l'organisation. Les gros poissons ne seraient touchés qu'en dernier.

* Les dommages infligés aux toxicomanes par l'industrie de la drogue ne sont pas le sujet de ce livre bien que je sois conscient de l'importance de cette réalité. J'ai des ami-e-s qui sont mort-e-s de surdoses d'héroïne, probablement issue du cartel de *Sinaloa*. Pour une réflexion pragmatique, radicale et emphatique sur le sujet, voir *Les dépendances, ces fantômes insatiables* de Dr. Gabor Maté.

Qu'on aime ou non cette réalité, les cartels sont des *employeurs* et fournissent une source de revenus à beaucoup de gens. Les forcer à la faillite équivaldrait donc à retirer leur moyen de subsistance à bon nombre de personnes sans autres ressources; à *moins que cette légalisation massive ne s'accompagne d'une transformation sociale plus vaste qui permettrait à ces personnes de poursuivre une autre voie que celle du crime organisé.*

Alors, pour quelle paroisse est-ce que je prêche?

Je ne rabroue pas les efforts des activistes qui veulent décriminaliser la vente et l'usage du cannabis; c'est un pas dans la bonne direction qui aide à réorienter le débat. Seulement, je ne me fais pas d'illusions : la légalisation du cannabis sans la fin de la prohibition amènera son lot de problèmes; tout comme la fin de la prohibition si on ne procède pas à des changements sociaux plus vastes.

Le travail

La plupart des drogues dures qui entrent aux États-Unis sont dissimulées dans des véhicules qui franchissent les douanes. La plupart du temps, le passage de cette marchandise d'un bord à l'autre de la frontière est rendu possible par la coopération d'agents frontaliers corrompus. Tout ce que ceux-ci ont besoin de savoir est quel véhicule laisser passer sans vérification et voilà le travail. Une grande part des conflits entre les cartels se résume à savoir qui contrôle quel port d'entrée.

La situation est différente en ce qui a trait au cannabis. Puisqu'il s'agit d'un produit bon marché, volumineux et odorant, il est souvent transporté à dos d'homme à travers le désert. Ceux qui effectuent ce travail s'appellent des *burros* (des mules^{*}) et transportent des ballots de cannabis compactés pouvant peser jusqu'à 50 lb. Ce n'est pas une tâche facile. Le désert épuise et ronge ces personnes tout autant qu'il affaiblit les migrant-e-s et les réfugié-e-s. De plus, aux yeux de la mafia qui les embauche, leurs vies ont à peu près autant de valeur que celle d'un âne ou d'un mulet.

Il existe deux types de *burros*. Le premier comprend pour la majorité

* Cette appellation est largement utilisée. Ceux se situant légèrement au-dessus dans la hiérarchie du cartel se feront appeler des *burreros* (berger des mules). Aucun terme n'existe en français, en anglais ou en espagnol pour désigner cette catégorie de gens qui ne soit pas péjorative. Faute d'autres possibilités, j'utiliserai «burros» comme le font les hispanophones.

des personnes issues de la région du nord de Sonora. Ceux-ci effectuent ce travail comme principale source de revenus. Ils sont normalement embauchés au début de leur adolescence et certains d'entre eux connaissent mieux le désert que n'importe quel patrouilleur frontalier ou que n'importe quel aidant-e humanitaire. Ils reçoivent un salaire équivalent à celui d'un-e enseignant-e à l'école publique aux États-Unis; c'est-à-dire beaucoup mieux que n'importe quel autre jeune homme occupant n'importe quel autre poste dans le nord de Sonora. C'est un métier*.

Le second type de *burros* est constitué de ceux qui ne feront le voyage qu'une fois. Il s'agit pour la plupart de migrants centraméricains. À défaut de pouvoir payer à la mafia des milliers de dollars pour les mener jusqu'aux États-Unis, ils choisissent de payer leur passage en transportant du cannabis. Un ballot de cannabis peut valoir 100000\$. Le *burro* prend alors tous les risques qui viennent avec ce métier, moins le salaire. Payé ou pas, cet accord reste le meilleur à la portée de certains Centraméricains. Parfois, ils n'ont pas le choix de courir ce risque : il n'est pas rare pour un migrant de se faire kidnapper près de la frontière et d'être obligé à servir de *burro*.

Souvent, ceux pour qui ce travail est un gagne-pain effectuent la traversée au sein d'un groupe de migrants dont certains transportent une telle cargaison pour la première et dernière fois de leur vie. Il est commun de voir passer des groupes de 6 à 8 Honduriens transportant des ballots de cannabis, guidés par 1 ou 2 ressortissants de Sonora.

Lorsqu'on s'adresse à eux comme à des êtres humains ordinaires, les *burros* sont aussi enclins que n'importe qui à raconter leur histoire. Les mésaventures d'une personne à l'autre demeurent semblables et se résument environ à ceci :

La patrouille frontalière appréhende un groupe de migrant-e-s. Trois choses peuvent alors se produire. Parfois, les agents confisquent le cannabis, puis détiennent et poursuivent en justice

* «Je fais ce putain de travail depuis que j'ai douze ans» m'a un jour dit un jeune homme de 19 ans. «Ça me prend 10 jours me rendre au Nord et quatre revenir au sud. Je me repose quelques jours chez ma mère, puis je recommence. Je fais deux voyages par mois. Ils me payent mille dollars le voyage. J'ai été battu, volé, poignardé, on m'a tiré dessus; je suis presque mort dans ce désert plus de fois que je ne peux m'en souvenir. Tous mes amis sont morts, ou en prison aux États-Unis. Jen'en peu plus de ce putain de travail. Je jure que c'est mon dernier voyage. Je vais ouvrir un garage à Los Angeles et envoyer l'argent à ma mère par la poste.» Les héros hollywoodiens sont de vulgaires mauviettes face à ces enfants qui ressemblent déjà à des hommes à 16 ans. Ceux qui atteignent la trentaine ont des airs de vieux sages.

l'ensemble du groupe pour trafic de drogues. (Certains agents frontaliers ne sont pas corrompus; il faut quand même qu'une certaine quantité de drogue soit saisie à la frontière pour faire écran au reste de ce qui se passe). Il y a par contre bien d'autres occurrences où les agents saisissent la drogue, puis détiennent le groupe en tant que migrant-e-s illégaux. Dans ce cas de figure, le cannabis n'arrive jamais devant les tribunaux. Ce n'est certainement pas le *burro* qui va mentionner une telle chose au juge, mais entre les mains de qui se retrouve alors la drogue? Dans le dernier scénario possible, le cannabis est saisi par les agents qui laissent ensuite les migrant-e-s retourner à pied jusqu'au Mexique par le désert*.

Cette histoire, je ne sais plus combien de fois je l'ai entendue. C'est impossible pour autant d'étrangers de s'être accordé sur une même version des événements sans que celle-ci ne soit véridique. Mais alors, que se passe-t-il? Vers qui est détournée toute cette drogue? Qui peut être en mesure de redistribuer plus de 500 livres de cannabis d'un seul coup? La réponse semble claire : *Sinaloa*.

Les *burros* et leur cargaison agissent en réalité en tant que monnaie d'échange entre les forces de l'ordre et le crime organisé. La mafia comprend que les gouvernements doivent préserver les apparences et donc, qu'une certaine quantité de leur marchandise doit être perdue. De leur côté, les gouvernements savent que la mafia doit être en mesure de déplacer une certaine quantité de son produit sans entrave afin de faire tourner la roue de cette économie de l'ombre; et qu'il n'est pas dans son intérêt de mettre un terme à celle-ci. Ainsi, tout le monde y gagne, à l'exception de l'Hondurien qui doit croupir en prison lorsque lui tombe dessus le poids de ce compromis commercial.

Un adolescent du Honduras m'a un jour demandé combien était payé un agent frontalier travaillant dans le désert. Je lui ai répondu que le salaire moyen était d'environ 70000\$ par an. Il a trouvé ça hilarant. «Ils pourraient faire le double chaque fois qu'ils nous confisquent nos ballots de cannabis. En plus, il n'aurait qu'à le faire une ou deux fois par année. On fait tout le travail pour eux.»

Le gouvernement argumente parfois que les aidant-e-s humanitaires tel-le-s que moi encourageons et facilitons le trafic de stupéfiants. C'est le comble de l'ironie et de l'hypocrisie. Certain-e-s employé-e-s de la patrouille frontalière et des douanes sont investis dans le crime

* «Urgh, ça fait chier.» me dit le gars avec la dent en or et l'air hagard. «Ils ont pris tout notre weed et nous ont dit de dégager.»

organisé à une échelle industrielle. Il ne s'agit pas d'une accusation, mais d'un fait; même les employés les plus néophytes des douanes et de la patrouille frontalière le reconnaissent. Alors, si quelqu'un parmi ces agences souhaite réellement s'engager dans la guerre aux stupéfiants, il devrait commencer par son propre secteur d'activité.

Je n'ai jamais vu un ballot de cannabis, de mes propres yeux. Le travail des *burros* consiste justement à ce que cela ne se produise pas. Je crois que personne ne mérite de mourir parce qu'il transporte du cannabis dans le désert et je n'ai aucune obligation légale de demander à une personne qui meurt de faim et de soif ce qu'elle fait pour gagner sa vie. De plus, si les Étatsunien-ne-s détestent à ce point les trafiquants de cannabis, ils n'ont qu'à cesser d'en fumer autant. Personnellement, je ne fume pas.

La frontière

En tant qu'espace physique, on peut visualiser la frontière des États-Unis et du Mexique comme une zone délimitée par trois lignes de contrôle qui s'étendent d'est en ouest à partir de Brownsville et Matamoros jusqu'à San Diego et Tijuana. La ligne de contrôle sud, campée assez loin dans les terres mexicaines, commence à exister à partir du moment où l'on doit payer quelqu'un pour continuer à avancer. Il n'y a pas un seul centimètre de la frontière qui ne soit pas contrôlée par quelqu'un. Même sans guide, il est difficile de passer outre les frais d'admission imposés par la mafia et/ou les patrouilleurs frontaliers du côté sud. Il n'est d'ailleurs pas recommandé de tenter d'éviter ces frais de passage*.

La ligne de contrôle centrale est la frontière internationale. La ligne nord, quant à elle, se situe à moins d'une centaine de kilomètres à l'intérieur des États-Unis et s'incarne par la présence d'agents frontaliers en patrouille effectuant des contrôles d'identité, inspectant par exemple les véhicules qui passent par les routes majeures.

Ils effectuent leur profilage en se basant d'abord sur la couleur de la peau puis sur la maîtrise de la langue anglaise. Les sans-papiers capables de faire preuve d'une bonne maîtrise de l'anglais ont une chance de tromper les agents et de s'en sortir. Toutefois, tou-te-s

* J'ai cependant rencontré un homme du Honduras qui avait trouvé le moyen de ne pas payer ces frais. Il a patienté quelques semaines, à Nogales, jusqu'à ce qu'ait lieu un match de boxe très attendu. «Je savais que tous ces salauds ne manqueraient jamais la performance de Manny Pacquiao. J'ai attendu que le match commence et je suis passé à côté d'eux pendant qu'ils avaient tous les yeux rivés à leurs écrans de télévision.»



ceulles considéré·e-s comme un peu trop bronzé·e-s, qui ne seront pas capables de s'exprimer clairement en anglais et n'auront pas leurs papiers se feront arrêter.

Pour traverser la frontière, il faut donc avoir réussi à traverser la ligne de contrôle du sud, la frontière internationale et la ligne de contrôle du nord afin d'être reconduit en lieu sûr. Dans certaines villes, la ligne de contrôle sud et la frontière internationale se rejoignent sous la forme d'un mur. Là, il n'y a rien à payer à personne, mais pas de moyen de traverser non plus. C'est notamment le cas à Nogales. Pour traverser, il faut passer par le désert et pour passer par le désert, il faut payer les contrebandiers et les patrouilleurs. La ligne de contrôle nord traverse l'ensemble des États-Unis. Il est extrêmement difficile de la traverser sans passer par un point de surveillance.

Il y a deux routes principales servant à la migration et au trafic de drogue. La première passe par Sonora, au nord-ouest, et est contrôlée par le cartel du *Sinaloa*. La route nord-est, quant à elle, passe par Tamaulipas et est contrôlée par le *Gulf cartel*, un ancien compétiteur devenu allié de *Sinaloa*. Les deux fonctionnent sur le même modèle d'affaires. Dans l'état de Sonora, le trafic du cannabis et celui des migrant·e-s sont si intrinsèquement liés qu'il est plus facile de les voir comme une seule et même industrie.

Au-delà de ce point commun, les deux routes de migration fonctionnent de manières complètement différentes. La route nord-ouest traverse un paysage en dent-de-scie composé de ravins et de montagnes, dépeint par Clarence Dutton comme «une armée de che-

nilles grouillant vers Mexico». Cette route comporte de brusques changements d'élévations, alternant subitement entre des routes de montages à haute altitude suivie de crevasses menant à d'arides plateaux. Il y fait normalement très sec; les hivers y sont frigorifiants et les étés donnent l'impression d'être à l'intérieur d'un four. La totalité du territoire entre la ligne de contrôle sud et la frontière internationale est composé d'un désert inhabité et hostile. Du côté des États-Unis, la majorité de ce territoire appartient soit au public, aux autochtones ou aux militaires.

Pour ce qui est de la route nord-est, elle traverse un territoire plat et sablonneux, où les étés sont suffocants d'humidité. La ligne de contrôle centrale s'articule naturellement autour du Rio Grande qui passe par les zones urbaines de la River Valley. D'énormes fermes de bétail occupent l'espace entre la frontière internationale et la ligne de contrôle du nord; la grande majorité de ce territoire est donc composée de domaines privés.

Il est inutile de répertorier en détail tous les corridors de migration du pays. Les gens traversent partout. Par contre, il est important de s'intéresser aux endroits où le plus grand nombre de morts ont lieu : le sud de l'Arizona et le sud du Texas.

Les parties les plus densément traversées de l'Arizona se divisent en trois sous-catégories. D'abord, il y a les routes allant vers l'est, qui traversent une mêlée de territoires publics, entre la chaîne de montagnes de Atascosa et celle de Baboquivari. L'élévation étant supérieure ici que sur les autres routes, il y fait moins chaud. Cependant, le territoire est plutôt hostile et il est difficile de s'orienter correctement. Beaucoup de gens se perdent. Il y a plus de vaches et de cerfs que d'humains qui y vivent. Le seul endroit contenant un semblant de population, entre la frontière internationale et la ligne de contrôle du nord, est dans la ville d'Arivaca. C'est là que s'est établi notre groupe il y a plusieurs années; nous y sommes encore.

Ensuite, il y a les routes qui passent par le centre de l'Arizona, par les terres autochtones de Tohono O'ogham, entre les chaînes de montagnes de Baboquivari et Ajo. Il y fait beaucoup plus chaud qu'à Arivaca. Certaines portions du territoire sont habitées et d'autres ne le sont pas. Il a fallu plusieurs années avant que nous pénétrions en terre autochtone. Au cours des derniers temps, nous y avons effectué quelques opérations de recherches et de sauvetages, avec l'accord des populations autochtones et seulement lors de circonstances particulières.

Les routes de l'Ouest passent entre les chaînes de montagnes de Ajo et des Mohawks et traversent des terres publiques et des zones militaires. Ces routes sont plus chaudes et moins peuplées encore que toutes les autres. Le seul endroit habité est la ville d'Ajo. Nous avons commencé à y travailler il y a plusieurs années.

Au Texas, les routes les plus fréquentées passent par Brooks County, entre McAllen et Falfurrias. Décortiquons maintenant chacun de ces endroits dans le détail.

Arivaca

Il y avait peu de chances qu'Arivaca devienne l'épicentre de la lutte pour la solidarité des migrant-e-s et des réfugié-e-s, mais elle l'est pourtant devenue. Son histoire est pour le moins très enrichissante.

Arivaca en Arizona est une communauté non fusionnée d'environ 700 âmes. La population y est dispersée à travers des fermes de petite à moyenne envergure. Il n'y a qu'un seul bar, qu'un seul magasin (général) et la communauté compte entre 3 et 6 églises, selon la saison. Il serait tentant de catégoriser ses habitants en deux groupes distincts selon leurs origines ethniques : les Anglais et les Latinos; ou encore en deux groupes culturels : les cowboys et les hippies. Cependant, les habitants d'Arivaca se côtoient depuis si longtemps que la plupart d'entre eulles en sont venu-e-s à incarner un heureux mélange de toutes ces catégories. Arivaca est un endroit pour le moins sauvage. Il y a encore des marques de chevrotines à l'entrée du bar, témoignant d'une fois où un dénommé Lucky s'est arraché le bras avec un fusil à canon scié qu'il avait dans son manteau. Personne ne semble prêter à Lucky de mauvaises intentions pour l'incident, c'était simplement son style.

Arivaca est devenu le point central de tout ce qui est lié à l'immigration et à la militarisation de la frontière suite aux attaques du 11 septembre 2001. La patrouille frontalière s'était alors mise à rediriger le flux migratoire le plus possible à l'ouest de Nogales, forçant les gens à cheminer dans le désert qui entoure la ville d'Arivaca. Des milliers de migrant-e-s ayant atteint différents degrés de désespérance ont soudainement commencé à affluer dans la petite ville. En peu de temps, Arivaca a été fortement militarisée. Des caravanes entières remplies d'agents frontaliers envahissaient la ville à toute heure du jour et de la nuit, prêts à dégainer sur tout et n'importe quoi et agissant de façon générale comme si nous étions en Iraq.

No More Deaths a commencé à travailler à Arivaca en 2004.

La ville a brièvement fait les manchettes en 2009 pour une histoire qui a été remâchée trop de fois pour que je m'y attarde*, contrairement à ce qui s'est passé ensuite. Le 30 mai, deux suprémacistes blancs venus de la côte Nord-Ouest des États-Unis (Shawna Forde et Jason Bush) accompagnés d'un habitant d'Arivaca (Albert Gaxiola) et d'une quatrième personne qui n'a jamais pu être identifiée, ont commis un double homicide dans la demeure de Raul «junior» Flores, de sa femme Gina Gonzalez et de leurs deux filles, Alexandra et Brisenia Flores, respectivement âgées de 11 et 9 ans.

Le monde de Bush et Forde gravitait depuis des années autour des idées de suprématie blanche et des créations de milices paramilitaires. Forde était affilié à Chris Simcox, la figure de proue et fondateur d'un mouvement national de groupuscules militarisés dont les membres se faisaient appeler *Minutemen*. Elle avait tout un plan pour braquer les cartels afin de financer un nouveau groupe nommé «Minutemen American Defense». Elle a demandé à Bush d'endosser son plan, lui qui était affilié avec l'*Aryan Brotherhood*, en plus d'être suspecté d'avoir commis deux meurtres motivés par le racisme dans l'État de Washington en 1997†. Gaxiola les a conduits chez les Flores.

Selon l'opinion publique, Junior Flores était impliqué à un degré ou à un autre dans l'industrie locale de cannabis, tout comme une grande partie de la population du sud de l'Arizona. On dit qu'il était en conflit avec Gaxiola à propos de quelque chose qui serait lié à ce commerce, ce qui sous-entend que Gaxiola était lui aussi affilié au trafic du cannabis. Sans qu'il soit considéré comme un citoyen exemplaire, l'idée que Flores puisse être considéré comme un membre de cartel semble bien exagéré aux yeux des habitants de la communauté. Tous s'accordent d'ailleurs pour dire qu'il ne méritait pas ce qui lui est arrivé. Dans les médias, on s'est empressé de mentionner que Junior Flores et sa femme Gina Gonzalez étaient des citoyen-ne-s étatsunien-ne-s de troisième génération...

* Voir *and Hell Flowed With Her* de David Neiwert.

† Dans le premier cas, un témoin dit qu'alors qu'il marchait avec Bush tard la nuit du 24 juillet, ils ont croisé un homme sans-abris endormi sur le sol. Selon lui, Bush l'a poignardé à mort. La victime a plus tard été identifiée comme étant Hector Lopez Partida. Le témoin affirme qu'il s'est rendu à une rencontre des *Aryan Nations* dans le nord de l'Idaho avec Bush trois jours plus tard et qu'ils ont tous les deux portés des lacets jaunes sur leurs bottes pour symboliser qu'ils avaient tué quelqu'un. Dans le second cas, un témoin a affirmé que Bush a exécuté un compatriote suprémaciste blanc nommé Jon Bumstead deux mois plus tard, parce qu'il était un «traître de la race» et juif.



Vers 5 AM, Forde, Bush et Gaxiola, tous vêtus de tenues de camouflage et de gilets pare-balles, ont réveillé la famille Flores en affirmant être des patrouilleur-e-s frontaliers. Alexandra dormait chez une amie. Lorsque Flores père leur a demandé de fournir la preuve de leur identité, Bush a fait feu dans sa poitrine avant de tirer Gina Gonzalez dans la jambe. Illes ont ensuite fouillé la maison sans trouver quoi que ce soit qui n'ait la moindre valeur à leurs yeux. Enfin, Bush a tiré Brisenia dans la tête. Gina Gonzalez a réussi à faire feu sur ses assaillants, blessant Bush et faisant déguerpir son groupe.

Elle a survécu à ses blessures et a raconté à qui voulait l'entendre l'histoire de cette nuit où des étrangers ont assassiné sans raison son mari et sa fille.

La divulgation publique de cet événement a permis de mettre un frein aux mouvements de milices paramilitaires qui, depuis lors, n'ont jamais retrouvé leur pleine puissance*. En avril 2010, l'épouse de Chris Simcox s'est vue attribuer une place dans le programme de protection des victimes d'agressions après que son mari lui ait pointé une arme au visage en menaçant de la tuer, elle et leurs enfants. En juin 2013, Simcox a été arrêté et accusé de plusieurs chefs d'accusation, dont d'agressions sexuelles sur trois mineures de moins de 10 ans. L'une d'entre elles était sa propre fille. En 2016, il a été reconnu coupable d'abus sexuels sur des personnes mineures et purge à présent une peine de 19 ans et demi de prison.

En mai 2012, une autre tête d'affiche des mouvements paramilitaires d'Arizona, Jason «JT» Ready, a assassiné par arme à feu sa copine de l'époque, leur fille et son fiancé ainsi que leur nourrisson de 15 mois, avant de retourner l'arme contre lui-même.

Les *Minutemen* dévoilaient leurs vraies intentions : trouver des boucs émissaires au sein des maillons faibles du système social, souvent des enfants, afin de décharger sur eulles leur excès de violence.

Albert Gaxiola s'est vu imposer une peine d'emprisonnement à vie et 72 ans additionnels. Shawna Forde et Jason Bush croupissent à l'heure actuelle dans le corridor de la mort à la recherche de supporters. Illes n'en ont toujours pas trouvé...

Gina Gonzalez, quant à elle, peut (mais à quel prix?) mourir de sa belle mort en sachant qu'elle aura défendu son foyer en plus d'avoir donné

* Note de la traduction : La version originale anglaise de cet ouvrage a été rédigée en 2017. Depuis (en 2020), les milices paramilitaires ont recommencé à affluer à la frontière Mexicano-Étatsunienne suite à l'élection et aux propos ouvertement racistes et anti-immigration de Donald Trump.

le coup de grâce aux milices paramilitaires qui lui ont volé son mari et sa fille. Qui sait comment les choses auraient tourné si elle n'avait pas visé aussi juste.

À Arivaca, l'impact de cet événement sur la population a été sans précédent. Tout le monde connaissait Gina et Junior. Tous les enfants du village allaient à l'école avec Brisenia. J'étais à Arivaca le jour de la tuerie et j'y suis demeuré pendant les mois qui ont suivi. L'ambiance au bar n'y était pas seulement sombre, elle était de mauvais augure. J'étais certain qu'il y aurait des représailles.

Suite à ces meurtres, les seules organisations encore sur place étaient les groupes de solidarité tels que le nôtre. Personne ne pouvait ignorer que nous étions en période de crise. Cette crise venait à nous sous toutes sortes de formes; comme sous celle, par exemple, d'une femme du Honduras venue cogner à notre porte, en pleine nuit, apeurée. L'État avait perdu toute crédibilité aux yeux de la population en provoquant la crise migratoire de Arivaca, puis en envahissant le territoire comme s'il était en guerre. De son côté, les milices paramilitaires avaient prouvé qu'elles étaient composées de tueurs d'enfants. Nous, on était là depuis cinq ans, à laisser de l'eau dans le désert. Pour les habitants d'Arivaca, nous étions, sans équivoque, dignes de confiance.

En 2016, nous avons établi un quartier général en face du bar. Il y a régulièrement des manifestations et des actes de désobéissances civiles qui ont lieu au point de contrôle de la frontière, en dehors de la ville. Dans les marchés extérieurs du dimanche, il y a souvent des affiches sur lesquelles on peut lire : *Militas Go Home* (Militaires, rentrez chez vous). Je doute qu'il existe une autre ville aux États-Unis où l'on retrouve un aussi haut pourcentage de la population qui agisse concrètement en fonction de la solidarité avec les migrant-e-s et les réfugié-e-s ni un autre endroit au pays où la majorité des gens refuse de collaborer avec la patrouille frontalière, à moins d'y être forcé.

Les aidant-es humanitaires ont certes une part importante à jouer dans tout ceci, mais nous sommes loin d'être des «influenceur-euse-s». Les gens d'Arivaca ont ouvert le bal. Illes aidaient déjà les migrant-e-s depuis des années avant que nous n'arrivions. Nous avions simplement tou-te-s le même objectif; nous nous sommes mutuellement influencé-e-s. Présentement, à Arivaca, il est difficile de faire la différence entre travailleur-euse humanitaire et civil.

Ni l'État ni les milices paramilitaires n'ont espoir de regagner la sympathie de la ville. On ne peut pas envahir le territoire des autres et s'attendre à ce qu'elles ne s'en souviennent pas. Tout comme on ne peut pas faire feu dans le visage d'une fillette de neuf ans et s'attendre à être pardonné. Aujourd'hui, si un habitant de Arivaca croise un-e migrant-e en détresse, ille risque de s'en occuper personnellement ou encore de faire appel à nous; jamais il n'appellera la patrouille frontalière. Jamais au grand jamais un-e habitant-e d'Arivaca ne demandera l'assistance d'un patrouilleur.

Komkch'ed e Wah'osithk (Sells)

Les politiques d'immigration sur la réserve de la Nation Tohono O'ogham sont extrêmement complexes. Je ne suis pas d'origine O'ogham et je ne parle pas ici au nom des O'odham. Les penseur-euse-s O'ogham qui ont analysé la situation et m'ont aidé à construire mon opinion incluent Ofelia Rivas, Alex Soto et Mike Wilson. Je vous encourage fortement à vous intéresser à leurs travaux. Il est cependant à noter que la pensée O'ogham n'est pas homogène et entre parfois même en contradiction d'une personne à une autre.

Je n'ai rien à ajouter là-dessus, outre l'importance d'insister sur le fait que des colons européens blancs ont volé à leurs habitants d'origine les terres qui forment aujourd'hui la partie de la frontière présente entre l'Arizona et Sonora en y perpétrant un massacre qu'on peut qualifier sans exagération de génocide. Ces terres sont occupées par les gouvernements étatsunien et mexicain de manière illégitime et appartiennent aux Nations O'odhams, aux Apaches et aux Yaquis*. À mon sens, si quelqu'un peut décider qui a droit de passage ou non sur ces terres, c'est bien le peuple O'odhams, et pas le gouvernement étatsunien ou mexicain.

Il y a de nombreuses communautés autochtones aux États-Unis, ainsi que plusieurs communautés limitrophes à la frontière sud. Seule la réserve des Tohono O'ogham regroupe ces deux éléments à la fois. Elle est donc tout aussi bien placée pour comprendre la posture d'Arivaca que celle de Pine Bridge†. C'est sans exagération

* Voir *O'odham Declaration of Allegiance to Mother Earth* (la déclaration d'Allégeance à Mère Nature, la voix O'ogham face au mur) octobre 2011.

† Voir *The Spirit of Crazy Horse* (L'Esprit de Crazy Horse) de Peter Matthiessen pour plus

qu'on peut affirmer que la ville a été travestie par les militaires jusqu'à devenir un véritable état policier. La population O'ogham y est sujette au profilage racial et au harcèlement quotidien au cœur même de ses propres terres. Des patrouilleurs frontaliers, tout frais sortis du Connecticut sont incapables de différencier les personnes autochtones des Latinx, ni de faire la différence entre Sells, Arizona et San Pedro Sula, Honduras. Ils forcent les membres de la population hors de leurs maisons et de leurs voitures à toute heure du jour et de la nuit, par «prévention».

La création de la frontière, sa militarisation ainsi que les vagues de migrations subséquentes ont forcé la Nation O'ogham à se scinder en deux sur un axe nord-sud, en plus d'avoir saccagé certains de leurs lieux sacrés et d'interrompre plusieurs de leurs cérémonies religieuses. Comme tous les autres peuples autochtones des États-Unis, la Nation O'ogham doit faire face à des problèmes de pauvreté dus à leur exclusion sociale du monde du travail, en plus d'avoir à vivre avec les multiples traumatismes générationnels liés à l'érosion de leur identité culturelle.

Le gouvernement a travaillé d'arrache-pied afin de faire passer le flux migratoire par la réserve de Tohono O'ogham, hors de la vue des blancs. Cette zone est de loin la portion de la frontière où le plus de migrant-e-s perdent la vie chaque année. Le gouvernement a ni plus ni moins sacrifié la réserve aux militaires, aux cartels et aux industries du trafic humain, de la même façon qu'il a offert Black Mesa à l'industrie du charbon et les montagnes du Yuca à l'industrie nucléaire, pour ne donner que deux exemples. Dans tous ces cas, le gouvernement s'est doté de l'appui de «Chefs» autochtones afin de mener à bien ses projets. Ainsi, il a réussi à transformer O'ogham en piège mortel pour tou-te-s ceulles qui s'y aventurent.

Le gouvernement d'O'ogham travaille en collaboration avec la patrouille frontalière et interdit l'aide humanitaire sur son territoire, affirmant qu'une telle présence ne ferait qu'encourager davantage de migrant-e-s à se présenter à leur porte.

Personnellement, je crois qu'un tel calcul est idiot. Il est évident que ce sont les actions du gouvernement qui ont poussé les migrant-e-s à se diriger vers la réserve de Tohono O'ogham et que ce même gouvernement désire que le flux migratoire continue de cheminer de la sorte.

d'information sur Pine Bridge. À la frontière sud, on retrouve aussi les communautés Lipan Apache, Yoeme et Kickapoo, même si elles sont physiquement beaucoup plus petite que celle de la réserve de Tohono O'ogham.

Cependant, je reconnais que le gouvernement des États-Unis a placé celui de la Nation O'ogham dans une situation où il ne peut que perdre au change. Si ce dernier peut contrôler les allées et venues des groupes humanitaires, il ne peut pas contrôler celles des patrouilleurs frontaliers. Je reconnais aussi le fait que le gouvernement autochtone n'est pas une entité monolithique et qu'il comporte en son sein des voix dissonantes.

Ce qu'il faut surtout mentionner, c'est que les habitant-e-s de la réserve de Tohono O'ogham ne se gênent pas pour agir sans l'aide de leur gouvernement. La population de la réserve a servi de ligne de front à bon nombre des événements les plus importants de l'Arizona dans les dernières années; depuis la ligne d'occupation de la frontière à Tuscon en 2010 jusqu'aux actions de perturbations législatives de L'ALEC (Accord de Libre-Échange Canadien), à Scottsdale en 2011, en plus d'être présent-e-s dans la lutte actuelle contre la 202 Loop de Phoenix. On m'a rapporté plusieurs instances où les gens d'O'ogham ont agi en solidarité avec les migrant-e-s et les réfugié-e-s qui ont traversé leur territoire.

Comme toujours, il n'existe pas de solution miracle. Ce n'est pas une simple réforme qui mettra un terme aux souffrances de la population de cette réserve. La plupart de ses habitant-e-s sont conscient-e-s de la terrible ironie qui réside dans le fait qu'un si grand nombre de migrant-e-s en viennent à mourir sur ce territoire où tout autant d'autochtones perdent la vie chaque année par négligence calculée de la part des gouvernements.

Personnellement, je crois qu'il serait bien que les gouvernements autochtones permettent aux groupes de solidarité d'accéder à leurs territoires. Par contre, je suis conscient que s'il s'agissait du seul changement apporté à l'ordre actuel des choses et que le gouvernement conserve l'autorisation d'utiliser cette zone comme un lieu de sacrifice humain, notre présence risquerait en effet d'attirer davantage de migrant-e-s en ces terres. Les besoins des migrant-e-s et des réfugié-e-s sont inextricablement liés aux besoins des populations autochtones.

AJO

C'est un lieu terne, rocailleux, stérile, dénué d'ombre et où la chaleur est terriblement accablante.

Une partie de ce territoire a servi de théâtre aux événements de mai 2001, au cours desquels 14 personnes ont perdu la vie en tentant de traverser la chaîne de montagnes Growlers; comme le relate l'ouvrage *The Devil's highway* de Luis Alberto Urrera. Bien que l'auteur démontre une certaine crédulité face au discours officiel des autorités en prenant pour argent comptant des arguments que je considère comme fallacieux, son livre a néanmoins réussi à attirer l'attention de la population sur le taux scandaleusement élevé de mortalité à la frontière.

Dans cette partie du monde, le territoire est divisé en plusieurs juridictions comprenant celle de la réserve faunique de Cabeza Prieta, celle du monument national d'Organ Pipe, celle du Barry M. Goldwater Air Force Range et celle du bureau de la gestion du territoire. L'accès public y est très limité, surtout dans les zones de Cabeza Prieta et du Barry Goldwater Range. Il n'y a absolument personne qui ne réside en dehors de la ville d'Ajo, que plusieurs routes contournent. Quelques touristes passent parfois par Organ Pipe, très peu de civils ont déjà mis les pieds à Cabeza Prieta et encore moins à Barry Goldwater.

Quand nous avons commencé à travailler ici, nous avons remarqué que chaque année, beaucoup de restes humains sont découverts près d'Organ Pipe, alors qu'aucun cadavre n'est jamais retrouvé à Cabeza Prieta ou Barry Goldwater. Cela ne veut pas dire que personne n'y meurt, simplement que personne ne s'y aventure pour savoir ce qu'il en est. Lorsque nous avons entamé des recherches dans Cabeza Prieta et Barry Goldwater, nous avons immédiatement trouvé des cadavres.

En plus de tous les défis rencontrés par les migrant-e-s dont j'ai précédemment parlé, les gens qui traversent Barry Goldwater se heurtent à un obstacle supplémentaire majeur : ce territoire est une zone active d'entraînement aux bombardements, gorgée de mines antipersonnelles qui n'ont jamais été désamorçées. Il est donc possible de s'y faire bombarder par voie aérienne ou de poser le pied sur un dispositif d'explosion actif. Personne ne sait à quelle fréquence s'effectuent les bombardements. Certaines zones sont même interdites aux patrouilleurs frontaliers.

De plus, il y a ceci :

Il existe, à l'intérieur de cette zone de bombardement, un faux village. Nous en avons souvent entendu parler, mais personne n'est en mesure de nous donner sa position géographique exacte. Il s'agit d'une réplique que l'armée de l'air utilise pour pratiquer ses attaques aériennes. Le village est constamment détruit et rebâti à cette fin. À moins d'avoir été averti de son existence, l'instinct de toute personne perdue dans cette zone sera de se diriger vers ce village en espérant y trouver quelque chose, ne serait-ce qu'un panneau indiquant la direction pour Gila Bend. Cependant, il le se retrouvera plutôt au cœur d'un décor de cinéma, monté pour le tournage d'un film sur Stalingrad dans lequel les bombes sont réelles et où le réalisateur ne donne aucune indication par rapport à l'heure et l'endroit d'où elles tomberont du ciel. C'est de loin le lieu le plus macabre de toute la frontière.

Falfurrias

Le comté rural de Brooks, dans le sud du Texas, est enregistré comme étant le plus pauvre de l'État et l'un des plus pauvres des États-Unis. Le nombre de migrant-e-s (majoritairement d'origine centraméricaine) qui y meurt a radicalement augmenté dans les dernières années. Comme en Arizona, un grand nombre de ces morts peut être attribué à la volonté des migrant-e-s de contourner la zone de contrôle de Falfurrias qui longe l'autoroute 281.

Depuis 2012, on retrouve davantage de cadavres dans le comté de Brooks à certaines périodes de l'année que sur la réserve de Tohono O'odham, toute proportion gardée. Il s'agit d'un phénomène sans précédent. Malgré que je ne sois pas aussi familier avec la situation des régions de Tamaulipas et du Texas qu'avec celles de Sonora et de l'Arizona, je crois pouvoir identifier sans me tromper trois causes ayant pu mener à ceci :

D'abord, comme le rapporte la presse étatsunienne, il y a la militarisation de la frontière en Arizona. Je suis d'accord avec l'idée que ce phénomène ait joué un rôle dans la vague de mortalité présente dans le comté de Brooks, bien que je considère son importance moindre par rapport au portrait qu'en font les médias. Si je me fie à mon expérience, la militarisation de cette partie de la frontière ne sert qu'à déplacer le flux migratoire au sein même de l'Arizona; d'une route à l'autre, d'Arivaca vers la réserve, de la réserve vers Ajo,

etc. C'est une réalité : il est plus difficile de traverser la frontière ici que ce ne l'était en 2000 et il ne fait aucun doute que certaines personnes ont choisi de se diriger vers le Texas au lieu d'emprunter la route ouest, vers l'Arizona.

Ensuite, on peut attribuer une part du phénomène aux changements qui ont été opérés dans les politiques frontalières entre 2013 et 2014, période lors de laquelle les mères de famille et les mineur·e·s non accompagné·e·s n'étaient plus systématiquement déporté·e·s par l'État. Durant cette période, le bouche-à-oreille a fait son effet dans les communautés migrantes. J'étais au Guatemala en 2014. On trouvait partout, collés à des poteaux de téléphone, des pamphlets scandant des messages tels que : «SEÑORAS! C'est moi, Roberto, votre humble et honnête serviteur! Je jure devant Dieu que je suis en mesure de vous emmener, vous et vos enfants, aux États-Unis! Terminé, l'époque où vous deviez vous cacher à l'arrière des camions de marchandises! Révolue, l'oppressante nécessité de traverser à pied le désert suffoquant! Téléphonnez-moi, à toute heure du jour ou de la nuit : 5867-5309!». Cependant, ce genre de publicité n'est pas seul responsable du phénomène. Après tout, les patrouilleurs frontaliers n'ont jamais cessé de déporter les hommes centraméricains ou les femmes sans enfants bien que les cadavres dans le sud du Texas démontrent hors de tout doute leur présence en ces terres. En fait, la majorité des mères de famille et des mineur·e·s non accompagné·e·s durant cette période n'ont pas cherché à éviter la zone de contrôle de Falfurrias : elles traversaient simplement la frontière internationale et se rendaient aux agents frontaliers. Il s'agit d'une tout autre situation, bien moins dangereuse d'ailleurs.

Enfin, la troisième cause de l'explosion des mortalités dans le comté de Brooks peut s'expliquer par un facteur dont les médias ne font que rarement mention : il s'agit des politiques des cartels du côté mexicain de la frontière. En effet, les dates où le plus grand nombre de cadavres ont été retrouvés au Texas coïncident avec les périodes au cours desquelles le pouvoir des *Zetas* diminuait. En effet, durant la période allant d'octobre 2012 à octobre 2013, plusieurs membres influents de ce cartel ont été emprisonnés ou assassinés. Le *Gulf Cartel* a ainsi repris le contrôle du Reynosa, zone que les deux clans se disputaient depuis plusieurs années.

C'est peu de temps après ce changement qu'on a pu remarquer la présence d'un grand nombre de Centraméricain·e·s dans le comté de Brooks. Il semblerait que le *Gulf Cartel* ait fait passer un message assez clair aux populations centraméricaines : «OK. Les grands

ont repris le contrôle de la cour d'école. Vous pouvez passer par ici. Vous pouvez téléphoner à Roberto.» Si le massacre de San Fernando a freiné le trafic humain dans la zone du Tamaulipas, l'effet n'aura été que temporaire : aujourd'hui, la chose est redevenue monnaie courante et continue de faire des victimes.

La combinaison de ces trois facteurs a permis la création d'un chaos immense au sud du Texas, qui demande aujourd'hui le renfort des groupes de solidarité sur son territoire. La situation, ici, est loin d'être joyeuse. S'il était merveilleux qu'une campagne de solidarité envers les réfugié-e-s et les migrant-e-s d'une ampleur comparable à celles qui ont lieu en Arizona se développe au Texas, les efforts faits en ce sens sont souvent contrecarrés et il s'avère difficile de parvenir à y créer un mouvement d'une importance aussi substantielle. La réussite des groupes de solidarité en Arizona repose sur une série de circonstances ayant favorisé l'émergence de ces groupes presque naturellement. On ne peut pas simplement calquer ce modèle et l'appliquer au Texas.

Déjà, il existe deux différences fondamentales entre l'Arizona et le Texas : d'abord, la plupart des terres d'Arizona où l'on retrouve des migrant-e-s sont des terres publiques sur lesquelles il est possible pour nos groupes de circuler en toute liberté, alors que la quasi-totalité de ces terres du côté texan appartient à des particuliers; ce qui signifie, pour nous que nous devons obtenir la permission, voire l'aide des propriétaires et employés de fermes pour effectuer nos recherches. C'est possible, mais ça demande un effort supplémentaire considérable*.

La seconde différence majeure entre l'Arizona et le Texas réside dans la topographie respective de leur territoire : l'Arizona est une région très montagneuse alors que le Texas est constitué de terres plates. Les montagnes créent des routes naturelles et permettent donc de laisser de l'eau et des vivres dans certains lieux stratégiques. Sur une terre qui s'étend à perte de vue, il n'y a rien pour forcer

* Il ne faut pas croire que les fermiers soient d'emblée hostiles à la présence des migrant-e-s et des bénévoles aux politiques radicales. C'est parfois le cas, mais ce n'est pas systématique. En réalité, la plupart de nos allié-e-s d'Arivaca sont des propriétaires agricoles, ce qui assure une robustesse à notre organisation et la rendra difficile à déloger de sitôt. Il faut savoir que la majorité des employé-e-s des fermes du Texas sont d'origine hispanique. De plus, force est d'admettre que la plupart des gens, même lorsque leurs allégeances tendent vers la droite du spectre politique, ont tendance à s'adoucir lorsqu'elles sont confrontés directement à la souffrance et à la mort d'autrui. En Arizona, il existe une corrélation entre l'attitude «moyenne» du citoyen blanc envers les migrant-e-s et sa proximité avec la frontière : les gens d'Arivaca ont beaucoup d'empathie alors que les gens de Phoenix sont très hostiles à leur endroit.

un-e migrant-e à emprunter un chemin plutôt qu'un autre. Le mieux que nous pouvons faire est de laisser beaucoup d'eau quelque part, sous des drapeaux de couleur, et espérer qu'ils seront trouvés par des gens dans le besoin. Ce n'est pas une mission impossible, mais il nous faut l'accord et la participation des propriétaires agricoles.

Un autre facteur complique les choses au Texas : si ce sont des groupes radicaux qui se sont installés les premiers en Arizona, ce n'est pas le cas au Texas. À défaut d'aide extérieure, ce sont les citoyen-ne-s qui ont pris en charge la création de patrouilles afin de retrouver des gens en détresse. Ces groupes passent en revue les domaines privés de leurs membres à la recherche de migrant-e-s perdu-e-s et appellent la patrouille frontalière lorsqu'elles en trouvent. Je crois que ces groupes étaient bien intentionnés au début et ne faisaient que réagir à la crise migratoire au mieux de leur connaissance. Cependant, elles ont fini par se laisser influencer par les idées des mouvements réactionnaires nationalistes. Comme je l'ai déjà mentionné, ces milices ont perdu toute crédibilité en Arizona.

Force est d'admettre qu'avant d'être récupérées par les groupes d'extrême droite, les patrouilles citoyennes au Texas tentaient au moins d'aider les migrant-e-s. C'est mieux que rien et je ne doute pas qu'ils aient sauvé des vies.

Toutefois, la collaboration avec les patrouilles frontalières est quelque chose de totalement exclu de notre champ d'action en Arizona. Nous ne les aiderions jamais à appréhender qui que ce soit et ne leur livrerions jamais un-e migrant-e sans que celui ou celle-ci ne l'ait demandé. Le maintien d'une opposition ferme entre notre groupe et les patrouilleurs frontaliers ne nous a pas empêché de sauver des vies, au contraire. Nous sommes clairs quant à notre posture et nos politiques, ce qui nous a permis de trouver les bon-ne-s allié-e-s et d'obtenir la crédibilité nécessaire au bon fonctionnement de nos activités. Ceci signifie que les personnes qui sont en détresse ne cherchent pas à nous fuir. De plus, notre attitude envers les patrouilleurs frontaliers force ces derniers à devoir faire des compromis lorsque nous devons négocier avec eux. Au sud du Texas, les patrouilleurs se comportent avec plus de décences qu'en Arizona. Mais la patrouille frontalière incarne le problème et ne peut donc en aucun cas faire partie de la solution; même lorsqu'on prend en compte la volonté de certains patrouilleurs d'agir avec humanité, ce qui arrive occasionnellement.

Ceci étant dit, il existe plusieurs groupes de solidarité qui effectuent avec brio un travail important dans le comté de Brooks, notamment

le *South Texas Human Rights Center*, à Falfurrias. Si tu désires t'impliquer dans un de ces groupes ou aimerais démarrer un nouveau projet, je te suggère d'entrer en contact avec cet organisme, celui de Falfurrias ou de Corpus Christi.



Deux fermiers vivaient près de notre camp : El Pelon et Mark le Fou. Tous deux étaient des vétérans de la guerre du Viet Nam. Leur dualité représente, pour nous, une belle étude de cas.

El Pelon était chauve comme un œuf et arborait une magnifique moustache de style Ho Chi Ming. «Un adversaire de taille.» disait-il lorsqu'il parlait du dirigeant communiste qu'il avait combattu. Il avait pris part à des batailles de longue haleine dans la Marine et avait été exposé à l'Agent Orange à de nombreuses reprises. Il s'était réfugié dans le désert après la guerre et aidait les migrant·e·s en détresse bien avant l'arrivée de *No More Deaths* ou de tout autre organisme humanitaire.

Au fil des ans, il avait abreuvé et nourri des milliers de personnes. Il nous aimait bien. J'avais pris l'habitude de donner à manger à ses ânes.

Quant à Mark le Fou, il nous haïssait avec passion, détruisant nos bouteilles d'eau dès qu'il les trouvait et faisant parfois retentir des coups de feu en direction de notre camp. Il m'a fait comprendre, à plusieurs reprises, qu'il ne serait pas mécontent de me mettre une balle dans le corps. Il patrouillait constamment son terrain, muni de ses lunettes de soleil à réflecteurs et de ses vêtements de camouflage. C'était un homme brisé et pour tout dire dangereux. Les gens avaient peur de lui avec raison. Tout le monde le surnommait «Le Fou» derrière son dos à l'exception d'El Pelon, qui ne se gênait pas pour utiliser l'appellation devant lui.

Les deux fermiers étaient des amis proches. El Pelon nous invitait régulièrement à utiliser ses douches et à nous asseoir à sa table. Mark le Fou y était aussi le bienvenu. Un jour, ce dernier entreprit de nous menacer ouvertement et en détail chez son ami. El Pelon s'est rapidement interposé : «Ces gens sont mes invités Mark, ils sont sous ma protection.»

La santé d'El Pelon a décliné précipitamment. Nous passions beaucoup de temps chez lui. Ses nerfs étaient abîmés par la guerre et il était victime de *flashbacks*. Il ne dormait plus du tout. Il ne voulait plus manger et ne buvait que du café. Il passait ses nuits (blanches)

à regarder des films de guerre en fumant des cigarettes qu'il jetait au sol une fois consommées. La quantité de morphine et d'Oxycotin qu'il ingérait aurait tué un cheval. Nous avons commencé à dormir chez lui très souvent.

Une nuit, tout portait à croire qu'un orage immense se préparait quand un groupe de sept migrant·e·s a cogné à la porte. Il faisait très froid.

«Excusez-nous *Señor*», a commencé l'un d'eux en s'adressant à El Pelon «Il va pleuvoir bientôt... Connaissez-vous un endroit où nous pourrions passer la nuit?»

«Oui» a-t-il instantanément répondu. «Vous pouvez dormir dans ma grange. Elle est chaude, sèche et il y a une bonne quantité de paille sur laquelle dormir.»

Nous sommes allés nous coucher. Il a plu toute la nuit. Le vent était furieux et le ciel déchiré par les éclairs.

Le lendemain, à l'aube, nous sommes partis à la recherche de personnes en détresse, mais n'avons trouvé personne. Nous sommes rentrés chez El Pelon vers midi pour nous assurer que les migrant·e·s qui avaient dormi dans la grange allaient bien. Un de nos bénévoles restés sur place se tenait dans le stationnement, droit comme un I «El Pelon est mort. Il est dans son lit. Ses chiens sont très anxieux. J'ai tenté de lui faire le bouche-à-bouche, mais c'est trop tard. J'ai appelé les ambulanciers il y a près d'une heure. Ils ne devraient plus tarder.» Au même moment, nous avons vu une voiture de police et une ambulance poindre à l'horizon, sautillant sur la route cabossée, qui se dirigeait vers nous. Mon estomac s'est noué.

Après tout, il y avait sept migrants «illégaux» dans la grange. De plus, je savais que la maison d'El Pelon regorgeait d'armes à feu, allant d'anciens tromblons jusqu'aux mitrailleuses de calibre 50. Tout était en place pour un scénario catastrophe. Puis, Mark le Fou est arrivé en trombe à bord de son quatre-roues moteur, apparemment sorti de nulle part et sans avoir revêtu ses éternelles lunettes de soleil.

«Où est El Pelon?» Sa voix était enrouée.

J'ai baissé les yeux. «El Pelon est mort, Mark. Je suis désolé.»

Nous nous sommes fixé un moment. Puis j'ai dessiné un cercle dans le sable avec mon pied. «Ça, c'est moi», lui ai-je dit. Puis j'en ai dessiné un autre qui ne touchait qu'à peine au premier. «Ça, c'est toi.» J'ai mis mon pied à l'endroit où les deux cercles se rejoignaient. «Ça, c'est

El Pelon. Nous n'avions peut-être rien d'autre que cela en commun, Mark, mais tous les deux, nous l'aimions.»

Mon collègue a couru dans la grange pour dire au migrant-e-s de se cacher. Mark est parti. Les ambulanciers ont emporté le corps d'El Pelon, le coroner et le shérif sur les talons. Les migrant-e-s en ont profité pour partir. Puis Mark est revenu.

«Il faut qu'on s'occupe des fusils.» m'a-t-il dit.

Mark a méthodiquement démonté chaque fusil, un par un. «Celui-là est OK. Celui-là aussi. Celui-là, c'est un problème.» Le lendemain, un avocat est venu à la maison et a disposé des armes en toute légalité.

Je n'ai revu Mark qu'au service funéraire qui s'est tenu devant la maison. Il avait remis ses lunettes fumées. À la fin de la cérémonie, il a rendu hommage à El Pelon selon le protocole militaire, en tirant trois coups de feu vers le ciel.

«Pour El Pelon! Trois. Prêt! Feu!» Puis Boom. Boom. Boom. Il ne m'a pas adressé un seul regard.

Si la guerre du Viet Nam a pris fin avant ma naissance, elle n'en a pas moins tué mon ami El Pelon. La dernière chose qu'il a faite de sa vie aura été d'héberger sept malheureux dans sa grange, par un soir d'orage.

Depuis, Mark a cessé de détruire nos bouteilles d'eau. Je ne l'ai plus jamais revu.

La traversée

Maintenant que nous sommes conscient·e·s des contextes sociaux entourant les phénomènes de migrations en Amérique du Sud, permettez-moi de décrire sommairement la façon dont se déroule la traversée du désert pour ceulles qui passent par Sonora. Je tiendrai ici pour acquis que les choses se passent sensiblement de la même façon à Tamaulipas.

Les gens commencent par arriver à Altar (ou Matamoros, Reynosa, Agua Prieta, Nogales, Caborca, Sonoyta, Mexicali...) et se font diviser en deux groupes par la mafia. En général, ces groupes sont composés de sept à quinze individus, accompagnés de deux guides.

Parfois, comme je l'ai dit plus tôt, la mafia déplace simultanément les migrant·e·s qu'elle a pris sous son aile et les chargements de cannabis qu'elle veut faire entrer aux États-Unis par la même route. Ce système a ses avantages : il permet d'utiliser les migrant·e·s comme diversion. Un petit groupe peut ainsi faire écran à un groupe plus nombreux, ou simplement servir de diversion à la présence de drogues. La mafia a plus d'un tour dans son sac et n'hésitera pas à livrer un groupe de migrant·e·s aux patrouilleurs frontaliers un jour en échange d'un passe-droit le lendemain. Il est impossible de savoir si la mafia a prévu ou non de sacrifier aux patrouilleurs le groupe dans lequel on se retrouve.

D'autres fois, la mafia fait passer les deux groupes par des routes différentes, faisant cheminer le cannabis par une voie plus tortueuse que celle empruntée par les migrant·e·s et leurs guides. Il s'agit évidemment du scénario idéal. Peu importe la manière dont le trafic est organisé, quelqu'un doit garder un œil sur l'ensemble des déplacements. Il peut y avoir neuf groupes différents en partance d'Altar se dirigeant de manière simultanée vers les États-Unis, par neuf routes différentes. Quelqu'un doit s'assurer qu'ils ne trébuchent pas les uns sur les autres ou, au contraire, qu'ils soient en mesure de se rejoindre si tel est le plan.

Et c'est parti.

Quand une personne amorce son voyage, il n'y a plus que trois possibilités à son aboutissement : l'entrée aux États-Unis, la déportation ou la mort. Si la personne arrive à traverser la frontière, elle est encore en proie à la déportation. Si elle se fait déporter, elle risque d'essayer d'entrer à nouveau. Et la roue tourne.

Chaque histoire est différente, mais les thèmes qui les traversent restent les mêmes.

Le groupe commence à marcher et s'enfonce dans les confins du désert mexicain. Il atteint la frontière. C'est un moment particulièrement dangereux. Si tout se déroule sans encombre, le groupe continue d'avancer, cheminant à pied pendant plusieurs jours jusqu'à atteindre la zone de contrôle du Nord, où les patrouilles frontalières n'y vont pas de main morte. C'est un autre moment particulièrement dangereux à passer. Si tout se déroule comme prévu, le groupe continue et atteint enfin le point de rencontre prévu par les guides. Les migrant-e-s peuvent alors se faire reconduire en voiture jusqu'à une maison ou un ranch. Là, il est possible qu'illes se fassent kidnapper par des gens mal intentionnés qui espèrent obtenir une rançon, ou reconduit-e-s par des âmes charitables jusqu'à leur destination.

La plupart du temps, quelque chose tourne mal. Læ migrant-e est détenu-e par la patrouille frontalière ou perd son guide. Si la personne est détenue par la patrouille, elle sera déportée ou emprisonnée puis déportée. Si elle perd son guide, c'est soit parce que ce dernier l'aura abandonné puisqu'elle n'était pas capable de suivre le rythme du groupe (à cause d'une blessure, d'une maladie ou simplement de sa forme physique), soit parce que le guide aura été séparé d'une partie de son groupe suite à l'intervention des agents frontaliers. Dans un cas comme dans l'autre, Læ migrant-e esseulé-e se retrouve alors prisonnier-e d'un désert sans fin et devra trouver un autre groupe pour ne pas mourir. Avec un peu de chance, elle trouvera des sympathisant-e-s avec qui continuer à avancer et conservera une chance de survivre. Si, avant d'y parvenir, elle est découverte par la patrouille frontalière, cette personne se fera déporter. Retour à la case départ.

La frontière est conçue pour tuer les migrant-e-s. Le système n'est pas défectueux. Il fonctionne même très bien.

Depuis quelques années, on rencontre enfin des migrant-e-s qui voyagent avec un téléphone cellulaire muni d'un service d'appels aux États-Unis. Ces derniers se vendent dix fois le prix de leur valeur d'origine dans les villes frontalières telles qu'Altar. Avec un tel appareil, un-e migrant-e en détresse peut au moins téléphoner au 911, dans la mesure où ille se trouve dans une zone où le réseau de télécommunication est actif, ce qui est, non sans coïncidence, assez rare dans le désert.

Même dans les zones où l'on trouve du réseau, les appels d'urgence reçus par le 911 demeurent triés selon la langue du demandeur et selon la tour de réception d'où provient son appel à l'aide. Si l'em-

ployé-e qui prend l'appel suspecte que la personne en détresse est un-e migrant-e en train de traverser la frontière, l'appel sera redirigé vers les lignes téléphoniques de la patrouille frontalière, où personne ne daigne jamais décrocher le combiné. Je n'exagère pas. Pour ceulles d'entre vous qui sont sceptiques de ce que j'avance, je vous invite à aller vous planter en plein milieu du désert, à appeler le 911 et à expliquer en espagnol au standard qui vous répondra que vous êtes perdu et avez besoin d'aide. Vous verrez bien ce qui arrivera. Pour ce que ça vaut, ignorer ainsi un appel de détresse est illégal selon plusieurs lois étatsuniennes. C'est exactement la même chose que si le 911 refusait d'envoyer une ambulance en plein centre-ville parce que la personne ayant placé l'appel «sonnait noire». Mais à bien y réfléchir, cet exemple n'est qu'une réalité qui se produit chaque jour dans les villes des États-Unis.

Il est arrivé à quelques reprises que des migrant-e-s en détresse appellent le 911 simplement pour se faire dire qu'il n'y avait pas assez d'information pour enclencher une recherche. Ces gens appelaient donc leur famille, qui appelaient leur consulat, qui eux, nous appelaient, nous. Nous nous rendions alors au point de rencontre prévu et trouvions systématiquement la personne à l'endroit précis qu'elle avait indiqué. Au fond, il n'y a pas dix endroits dans le désert où l'on retrouve «deux réservoirs d'eau, un plein et un vide, près de trois moulins à vent, au sud-est d'une montagne qui ressemble à un éléphant et au sud-ouest d'une autre qui ressemble à un chameau.» etc.

Ce genre de situation est arrivé plus d'une fois et pourtant, le gouvernement des États-Unis possède un système hypersophistiqué de géolocalisation pouvant servir à trianguler tout appel téléphonique. Notre groupe n'a évidemment pas accès à une telle technologie et pourtant...



“ Si tu entends les chiens aboyer,
continue. Si tu vois le feu des torches dans
les bois, continue. Si tu les entends te crier
d’arrêter, continue.
Ne t’arrête jamais. Continue.
Si tu veux pouvoir jouir de ta liberté,
continue. ”

*- Attribué à Harriet Tubman,
quoique possiblement apocryphe.*

*Hilary Clinton a utilisé cette citation en tant
que métaphore dans son discours
à la Convention Démocratique Nationale
de 2008 et lors de sa campagne électorale
à la présidence en 2016 pendant
que l’administration pour laquelle elle travaillait
passait ses journées, depuis huit ans, à traquer
les gens dans le désert à l’aide de chiens.*

*Je suggère donc de prendre son message
au pied de la lettre.*

CONÇU POUR TUER

Qui en profite ?

D'abord, je tiens à mettre au clair que les souffrances atroces subies par les migrant-e-s chaque jour à la frontière n'arrivent pas par hasard. Ces situations ne sont pas accidentelles. Elles ne proviennent pas d'une méprise ou d'un malentendu. Elles sont le résultat direct, prévisible et intentionnel des politiques frontalières tant américaines que mexicaines. Ces politiques ont des objectifs rationnels, directement liés aux profits qu'elles injectent dans certains secteurs économiques des deux pays. Si celles-ci peuvent être considérées comme diaboliques, elles n'ont rien de stupide. Je semble peut-être alarmiste; mais permettez-moi de vous faire part des différentes tactiques frontalières que j'ai vu se déployer sur le terrain.

Lorsque j'ai commencé à travailler dans le désert, j'ai vite remarqué quelques étrangetés dans la manière de travailler des officiers de la frontière. D'abord, ceux-ci patrouillaient intensément certaines zones et en délaissaient d'autres complètement, sans rapport apparent avec le flux migratoire de ces zones. Les officiers, de toute évidence, cherchaient à concentrer les migrant-e-s dans les zones les plus achalandées au lieu de les décourager à fréquenter ces routes, routes qui d'ailleurs faisait l'objet d'une surveillance minime jusqu'à l'extrémité nord du chemin, ce qui était surprenant considérant le nombre de gens qui y passaient.

Puis, ils ont commencé à bâtir des tours de surveillance. Encore une fois, ces tours n'ont pas été bâties aux endroits où la densité de migrant-e-s était la plus élevée, mais plutôt de part et d'autres des "routes" les plus fréquentés. Tout portait à croire que leur intention était de pousser les migrant-e-s vers les zones les plus fréquentées plutôt que l'inverse. Que se passait-il donc ici? Je me posais ces questions alors que j'étais en contact constant avec des migrant-e-s qui avaient fait partie de groupes de voyageur-euse-s ayant été séparés par des hélicoptères. La patrouille frontalière survolait ces groupes de très près en faisant mine de se poser, ce qui engendrait une panique qui poussait les migrant-e-s à se disséminer. En quelques minutes, une trentaine de personnes pouvaient ainsi se retrouver perdues dans le désert. Ce qui choque davantage dans cette situation étrange est l'absence subséquente d'effort de la part de la patrouille frontalière de réellement interpellé ces migrant-e-s après les avoir séparé-e-s. Ils s'envolaient, simplement. Pourquoi?



Nous avons reçu un appel du consulat mexicain. La famille d'un homme les avait contactés. Il manquait à l'appel depuis neuf jours. La dernière fois qu'il avait été aperçu, il se trouvait près d'une petite source d'eau et avait une côte fracturée. Le consulat croyait qu'il se trouvait dans notre secteur. Nous l'avons cherché sans relâche pendant une semaine sans le trouver. Son frère avait les bons papiers et est donc venu nous rejoindre, à cheval. Il a ratissé le désert pendant une autre semaine avant de trouver son cadavre.

Deux semaines plus tard, un homme est entré dans notre campement avec une de nos cruches d'eau (identifiable par les inscriptions que nous traçons dessus) presque vide dans une main et un grand bâton sur lequel était noué un t-shirt blanc dans l'autre. Il m'a tendu la cruche d'eau en disant : « Cette eau m'a sauvé la vie. Je priais Jésus pour de l'eau. J'étais certain que j'allais mourir et puis j'ai trouvé cette eau, en plein milieu du désert ! Je crois que la patrouille frontalière l'a déposée là pour les migrants. »

« Oh non... » J'ai répondu. « La patrouille frontalière se fout éperdument que tu vives ou que tu meures. C'est nous qui avons laissé l'eau. »

« Ces bâtards ! » a-t-il répondu. « Ça fait trois jours que je brandis ce drapeau blanc à leurs hélicoptères, qu'ils m'ignorent et continuent à voltiger. Quand on a besoin d'eux, c'est impossible de les trouver et quand on ne veut pas les voir ils apparaissent comme par magie. »

J'ai regardé les informations inscrites sur la bouteille. Elle provenait d'un point de ravitaillement que nous avons créé deux semaines auparavant, dans une zone que nous visitons peu, mais où nous nous étions rendus lorsque nous cherchions l'homme qui est mort.



Ensuite, il y a ceci : au fil des ans, l'organisation pour laquelle je travaille a acquis une grande compréhension des zones que nous couvrons ; zones qui par moments ont fait partie des sections les plus achalandées de toute la frontière. Nous avons une idée très claire des lieux où se forment, se dirigent et se rendent les différents groupes de migrant·e·s ; ainsi que les endroits où le flux migratoire augmente ou diminue. Nous connaissons les principaux lieux de serrage des officiers et bien d'autres choses.

Je suis convaincu que si je travaillais pour la patrouille frontalière, je pourrais mettre un doigt sur la carte du désert et essentiellement désamorcer la totalité du secteur. Ce n'est vraiment pas très compliqué.

Il faut garder à l'esprit que notre travail ici est fait par des bénévoles sans formations préalables n'ayant pour seule arme que quelques modèles vieillissés de GPS, quelques camions, des programmes de cartographie assez sommaires, des téléphones cellulaires de mauvaise qualité et un budget très limité. Il ne semble donc pas très logique que nous soyons capables de comprendre les principaux enjeux sociaux présents à la frontière, mais que le gouvernement des États-Unis (avec ses hélicoptères, ses drones, ses capteurs électroniques, avec son armée de camions bien entretenus, ses systèmes de vision nocturne et son expertise générale en tout ce qui a trait à la surveillance, la communication et la cartographie; sans parler de ses milliers de salarié-e-s et de ses ressources financières illimitées) ne soit pas capable d'en faire autant. Je n'y crois pas. Alors que se passe-t-il vraiment ici?

“ Qui profite directement d'une action,
d'un événement ou d'un résultat donné?

Répondre à cette question peut servir de point
de départ à n'importe quelle analyse ou enquête,
et parfois, carrément en être la conclusion... ”

– *Sir Arthur Conan Doyle*

Si on prend pour argent comptant les objectifs que disent se donner les responsables de la frontière, rien de tout ceci ne tient la route. Par contre, si l'on accepte que les objectifs déclarés diffèrent des objectifs réels, la situation actuelle, d'un coup, semble aller de soi. Croyez-moi, les réels objectifs des politiques en place et la mission de ceux qui les appliquent ne sont pas de stopper l'immigration illégale, mais bien de la contrôler. Mais dans quel but? Au profit de qui? Je suggère de trouver un endroit confortable pour poursuivre la lecture de ce texte : c'est ici que ça se complique.

Il est très clair que l'économie des États-Unis repose en grande partie sur l'hyperexploitation des travailleur-euse-s sans-papiers. Vous le savez, je le sais, les travailleur-euse-s guatémaltèques qui pelletent du fumier hors des écuries de Lou Dobbs le savent.

Ce fait irrévocable semble être un sujet de conversation extrêmement tabou dans la sphère publique. Pourtant, un minimum de bon sens permet de comprendre que si le gouvernement des États-Unis érigeait vraiment un mur de deux mille kilomètres le long de sa frontière demain matin et arrivait ensuite à déporter la totalité des immigrant-e-s illégaux qui vivent sur son territoire, il causerait une perturbation sans précédent et immédiate de son agriculture et de ses industries d'exploitation animales. Le domaine de la construction serait aussi fortement ébranlé par cette décision. Ce bouleversement risquerait finalement de mener à une situation de panne sociale dans le secteur agroalimentaire, voire à une famine nationale. Je n'exagère pas.

Ceux qui ont écrit les politiques frontalières ne sont pas des imbéciles et comprennent parfaitement ce que je viens d'avancer, bien que vos collègues de bureaux racistes n'en saisissent rien. Nonobstant ce qu'affirment les politicien-ne-s et les soi-disant-e-s «expert-e-s», je ne crois pas que quiconque cherchera à mettre un frein à l'immigration, du moins aussi longtemps que le travail des sans-papiers sera nécessaire à la stabilité du système économique en place.

Ce n'est pas pour autant une bonne nouvelle, en particulier pour ceulles d'entre nous qui répugnent à voir nos semblables être traité-e-s comme des moins que rien. Ce dont il faut se souvenir est que ces migrations vont continuer d'être gérées et contrôlées par l'État.

La frontière n'est qu'une blague sadique à conclusion morbide. Son but est en fait de rendre l'entrée des sans-papiers au pays dangereuse, traumatisante, coûteuse, mais possible. L'objectif n'est pas de décourager les gens à tenter leur chance, loin de là. Il s'agit plutôt de s'assurer qu'une fois qu'illes sont entré-e-s aux États-Unis, la menace de la déportation représente quelque chose d'extrêmement sérieux : une quantité inimaginable de dépenses, une seconde traversée du désert au péril de sa vie et la possibilité de ne jamais revoir sa famille.

Cette stratégie offre aux employeurs étatsuniens un accès constant à un bassin de travailleur-euse-s volontairement fragilisé-e-s et donc faciles à exploiter ce qui, par effet d'enchaînement, provoque une baisse des salaires pour les travailleur-euse-s ayant la citoyenneté étatsunienne.

Ce phénomène explique pourquoi le vieil adage stipulant que «les maudits immigrants viennent dans notre pays nous voler nos jobs» est si convaincant. Comme tout mensonge bien construit, sa puissance réside dans l'omission de variables importantes dans l'équation qu'il présente*.

Ceulles qui croient que l'immigration et les politiques frontalières protègent leurs intérêts financiers personnels, leurs postes ou leurs salaires ont très mal interprété la situation. Même en limitant son point de vue à la sphère purement économique des comportements humains, il est clair que si les sans-papiers n'étaient pas sujets à des risques et des pressions extraordinaires, illes agiraient comme tout un chacun et chercheraient à obtenir le meilleur salaire possible pour leur travail. D'ailleurs, ces mêmes travailleur-euse-s ont déjà prouvé à maintes reprises qu'illes étaient en mesure de se battre et d'obtenir gain de cause malgré qu'illes aient à surmonter plusieurs obstacles auxquels un travailleur ordinaire n'est pas confronté. Les frontières et le renforcement des lois migratoires forcent le recul de tous les salaires : c'est sa mission première.

Aux États-Unis, les Mexicain-e-s et les Centraméricain-e-s agissent en tant que monstre imaginaire pour les politicien-ne-s qui n'ont rien trouvé de mieux afin de faire régner l'angoisse chez la population qu'illes désirent contrôler†.

La haine du réfugié et du migrant est ici alimentée de la même manière que celle de la menace terroriste. Quand il n'existe pas de danger réel et imminent, le soi-disant débat sur l'immigration devient *de facto* le sujet de l'heure pour les politicien-ne-s.

* Ce mensonge est d'autant mieux camouflé que plusieurs soi-disant libéraux, des néo-libéraux pour être exact, tendent à le défendre en affirmant des faussetés telles que : « Les immigrant-e-s effectuent les travaux que les Étatsuniens ne veulent pas faire. » Mais les États-Unis regorgent de citoyen-e-s en règle et compétant-e-s qui sont dans l'incapacité chronique de trouver du travail. Une grande partie d'entre eulles ne demanderaient qu'à obtenir un poste dans ces domaines qu'on réserve habituellement aux sans-papiers, si ces emplois offraient un salaire adéquat (15 \$/l'heure par exemple) au lieu des 6 à 8 \$/l'heure actuellement payés aux immigrant-e-s. Des emplois si mal payés ne sont possibles qu'à cause du renforcement des politiques frontalières et de la non-équité qu'elle permet en maintenant les salaires artificiellement bas. Je le sais, parce que je fais partie de ce bassin de travailleur-euse-s sous-payé-e-s.

† Les États-Unis ont d'ailleurs fondé et transformé leur identité à de nombreuses reprises à partir de cette prémisse. Voir *Hétérosupremacy and The Three Pillars of White Supremacy* d'Andréa Smith pour plus d'informations sur la manière dont «le sauvage», «la brute» et «l'étranger» ont forgé le patriotisme de ce pays et permis de justifier les génocides, les guerres et l'esclavage. Il s'agit d'un bon ouvrage. Cependant, je crois devoir mentionner que son autrice s'est attiré les foudres de plusieurs groupes après avoir passé plusieurs années à affirmer publiquement être d'origine cherokee alors qu'elle ne l'était pas.

Deux facteurs compliquent l'équation : il s'agit de l'état de l'économie étatsunienne et de l'état de ses mouvements sociaux. Le sentiment anti-immigration prend de l'ampleur quand l'économie va mal et ne peut employer autant de sans-papiers qu'à l'habitude, tout comme ce sentiment tend à diminuer lorsque l'économie du pays se porte bien et a besoin de ce bassin de travailleur·euse·s sous-payé·e·s*.

Ainsi, l'hostilité envers les migrant·e·s tend à augmenter quand les mouvements sociaux s'épuisent et diminue quand ceux-ci sont forts†.

C'est là la formule algébrique de l'angoisse blanche; lorsqu'on a trouvé ce que représentent les variables, le calcul paraît fort simple. Tous les partis politiques qui s'opposent, aux États-Unis, tentent de tirer profit de cette dynamique au meilleur de leur capacité.

La stratégie démocrate est subtile : le parti commence toujours par blâmer les républicains pour l'absence de progrès dans le dossier de l'immigration. Il espère ainsi obtenir le vote des communautés immigrantes d'une part, sans pour autant proposer des mesures pro-immigration à proprement parler, à moins de ressentir une grande pression de la part de l'électorat en ce sens. Si le gouvernement d'Obama a entrepris des réformes en matière d'immigration, la pression sociale aura été sa seule motivation. Les démocrates comptent ainsi sur leur propre inaction pour apaiser le bassin de citoyen·ne·s se positionnant contre l'immigration.

Lorsqu'elles sont élu·e·s, les démocrates accélèrent ensuite les déportations, atteignant des chiffres inégalés par leurs opposant·e·s. L'Administration Obama a déporté davantage de personnes que n'importe quel gouvernement subséquent et ce, à chaque année de son mandat. Les chiffres tournent autour de 400000 déportations par an. Celles-ci n'ont fait qu'augmenter entre 2009 et 2013, chutant ensuite en 2014 et 2015 puis reprenant leur augmentation à partir de 2016, alors que l'administration en place tentait de déporter les migrant·e·s entré·e·s au pays durant la période de 2014 et de 2015 que je viens de mentionner. Évidemment, ces chiffres sont basés

* Les mouvements de renforcement des frontières suivent évidemment cette tendance.

† Un des accomplissements, souvent oublié, du mouvement *Occupy* est d'avoir réorienté le débat sur l'immigration. L'usage des immigrant·e·s comme boucs émissaires atteignait son paroxysme suite à l'effondrement du marché boursier en 2008 et se calma avec l'apparition d'*Occupy* en 2011. Soudain, il était acceptable de blâmer les banquiers et le secteur financier au lieu des immigrant·e·s illégaux. Ce changement de point de vue au niveau social a permis de forcer l'administration Obama à revoir ces politiques en 2013 et 2014..

sur les statistiques de l'État, célèbres pour leur élasticité, et ne tracent donc pas nécessairement un portrait réel de la situation.

Par contre, les démocrates peuvent utiliser ces chiffres pour faire valoir leur «ténacité» en matière d'immigration afin de séduire l'électorat conservateur tout comme ils peuvent émettre des statistiques complètement différentes quand vient le temps de faire valoir leur empathie auprès de l'électorat «libéral». Le parti démocrate répète ainsi la même routine, à l'instar de *Snoopy et les Peanuts*, depuis huit bonnes années. Seulement ici, Charlie Brown ne fait pas que rater le ballon, il se fait couper l'herbe sous le pied.

On pourrait donc affirmer qu'un gouvernement républicain, dans ce cas, serait plus souhaitable puisqu'il n'aurait pas peur de s'afficher pour ce qu'il est : un parti qui se positionne dans la droite du spectre politique, en matière de sécurité nationale. Si cette réalité a d'ailleurs joué en faveur des démocrates, elle n'a pas épargné les centaines de milliers de familles déchirées par leur politique ni les centaines de milliers de gens dont les carcasses se décomposent aux quatre coins du désert. Au moment où j'écris ces lignes (2017), les démocrates tirent leur révérence après n'avoir respecté aucun de leurs engagements et cèdent docilement leur place aux groupes nationalistes et à leurs idéologies de suprématie blanche. Merci, tout le monde, et bonne soirée! On n'y serait jamais arrivé sans vous...

La stratégie républicaine, quant à elle, est assez claire : ses membres espèrent utiliser la peur, l'angoisse et le racisme de la population blanche afin de prendre le pouvoir. De toute évidence, il s'agit d'une stratégie gagnante*. Toutefois, on peut toujours gagner une bataille et perdre la guerre. L'élection de Donald Trump, nonobstant la stupidité du parti, est à couper le souffle. S'il avait eu un minimum de bon sens, le parti républicain aurait mis en place une sorte de réforme accompagnée d'un traité d'amnistie en matière d'immigration durant le premier mandat de l'administration de Bush fils, comme l'a fait l'administration Reagan en 1986. Les républicains avaient une occasion en or de consolider leur pouvoir après les attaques du 11 septembre 2001; ce qu'ils n'ont pas été en mesure

* En 2016, environ un million d'électeurs de plus qu'en 2012 ont voté pour les républicains. En 2012, environ un million d'électeurs de plus qu'en 2008 ont fait de même. Environ 6 millions de personnes de moins ont voté pour les démocrates en 2008 qu'en 2016 bien que Clinton ait remporté le vote populaire. La conclusion à tirer de ceci n'est donc pas que l'électorat républicain ait soudainement augmenté de manière radicale, (surtout lorsqu'on prend en considération que la population a augmentée de 20 millions d'habitants depuis 2008), mais bien qu'après huit ans de déception, un pourcentage non négligeable du bassin électoral démocrate ait perdu foi en notre système politique.

de faire. S'ils avaient mis en place une telle réforme, le parti se serait assuré le vote hispanique pour toute une génération et aurait réussi à maintenir son capital politique pour longtemps. Il a cependant choisi d'ignorer les changements démographiques ayant cours au sein de son pays et a plutôt misé à fond sur l'idée de suprématie blanche.

Ce pari leur a quand même apporté une victoire, cristallisant leur image publique comme étant celle d'un groupe xénophobe et rétrograde au sein d'un pays de plus en plus multiculturel et d'une génération élevée au hip-hop. À long terme, je crois pouvoir affirmer que c'était un choix de merde. Il est fort probable que cette décision revienne les hanter en 2020*. Quand ce jour viendra, les répercussions risquent fort bien de mettre le parti républicain à feu et à sang, si ce n'est le pays en entier.

Un dernier indice. Une grande part des projets de loi qui en sont venus à devenir des politiques gouvernementales ont été écrits par des corporations qui espèrent profiter de ces politiques. Le projet de loi 1070 de l'Arizona stipule, entre autres choses, que la police devrait mettre en état d'arrestation tout individu incapable de prouver qu'il s'est légalement introduit dans le pays. Ce projet de loi a été rédigé en décembre 2009 au Grand Hyatt Hotel, à Washington, par des représentants du service correctionnel *Corrections Corporation of America* (CCA). Il s'agit de la plus grosse prison privée du pays; générant plusieurs milliards de dollars par année. Le projet de loi 1070 a été rédigé durant l'*American Legislative Exchange Council* (ALEC); une organisation d'affiliés composés de législateurs et de puissantes corporations. Cette loi, qui a été partiellement abrogée, mais risque toujours d'être mise en application, a le pouvoir d'envoyer des centaines de milliers de migrant-e-s en prison, ce qui représente des centaines de millions de dollars de profit pour les compagnies comme CCA qui auraient le mandat de les «héberger».

Il est évident que la cessation complète de l'immigration illégale n'est pas dans l'intérêt de ce type d'industrie. Il leur faut ces gens pour remplir leurs prisons. Mais qui peut bien profiter de tous ces morts dans le désert?

De façon générale, c'est toute la classe dominante; mais il ne faut pas s'arrêter là. Il faut, pour bien comprendre ceci, remonter le temps.

En résumé, l'adoption de l'ALENA en 1994 a décimé l'agriculture mexicaine et provoqué un véritable tsunami de migrations vers les États-Unis. En une année, l'administration Clinton a mis en place

* Note de la traduction : les Républicains ont été défaits aux élections de 2020.





«l'Opération Grande Barrière», un programme qui a massivement augmenté le budget des opérations de sécurité frontalière à San Diego, en Californie. Cette augmentation a servi à ériger un énorme mur de près de 30 km entre San Diego et Tijuana. L'Opération Grande Barrière a marqué le début d'une course toujours plus effrénée vers l'hypermilitarisation de la frontière, qui s'est poursuivie sans relâche durant l'administration de Bush et d'Obama et qui suivra son cours sous l'administration Trump.

Chaque année, il y a davantage de patrouilleurs, d'hélicoptères, de clôtures, de zones de contrôles, de senseurs, d'armes et de chiens de garde à la frontière que l'année précédente.

Fut un temps où il était beaucoup plus facile qu'aujourd'hui de traverser la frontière. La plupart des gens effectuaient un passage relativement sécuritaire d'un pays à l'autre par la plupart des grandes zones urbaines telles que San Diego, El Paso et la partie texane de la vallée du Rio Grande. Depuis l'Opération Grande Barrière, la patrouille frontalière rend toujours plus difficile l'accès aux États-Unis par ces points d'arrivages et pousse méthodiquement le flux de migrant·e·s vers les parties les plus reculées des montagnes et du désert. La mort de milliers de migrant·e·s peut être directement liée à cette mesure, qui les a forcé·e·s à s'exposer à des chaleurs et des froids extrêmes, à la faim, la soif, aux blessures et aux maladies. Il semble que nous soyons arrivé·e·s à un point de rupture. Le gouvernement les a poussé·e·s jusque dans les zones les plus dangereuses et les plus reculées de la frontière et c'est exactement ce qu'il cherchait à accomplir. Si on ne peut pas affirmer que la situation soit devenue immuable (la patrouille frontalière resserre parfois l'étau dans certaines portions de la frontière et en laisse respirer d'autres), on peut affirmer qu'elle se soit plus ou moins stabilisée à l'échelle de toute la frontière. Reste à savoir ce qu'en fera l'administration Trump...

Ce changement a provoqué plusieurs conséquences dans le comportement migratoire de ceulles qui décident d'entreprendre la traversée du désert. Beaucoup d'entre eulles avaient l'habitude de venir travailler aux États-Unis le temps d'une saison et de retourner chez eulles ensuite jusqu'à l'année suivante. Cette pratique a énormément perdu en popularité depuis qu'il est aussi difficile d'entrer dans le pays. Les gens préfèrent maintenant venir et rester aussi longtemps qu'illes le peuvent. De plus, la majorité des migrant·e·s qui traversaient la frontière étaient, par le passé, des hommes dont les familles vivaient

du côté sud de celle-ci. Il y a maintenant beaucoup plus de femmes et d'enfants qui entreprennent le voyage, accompagnant un mari qui va chercher du travail et qui n'aura probablement plus jamais la possibilité de retourner au Mexique une fois qu'il aura traversé la frontière.

Avec l'augmentation constante des déportations, beaucoup de ceulles qui traversent du sud au nord cherchent à retrouver, après une longue période d'absence, leur famille vivant aux États-Unis. Ce groupe en particulier doit faire face à un dilemme particulièrement déchirant s'il se heurte à un danger lors de sa traversée. J'ai souvent entendu des gens dont les enfants vivaient du côté sud de la frontière dire des choses telles que : «J'ai cru que j'allais mourir et je ne pouvais pas arrêter de penser à mes enfants. Je préfère retourner à la maison que de risquer ma vie de nouveau.» J'ai aussi entendu plusieurs personnes dont les enfants habitaient du côté nord de la frontière dire des choses comme : «Si je dois risquer ma vie pour rejoindre mes enfants, je le ferai.»



Mon collègue et moi étions en voiture quand nous avons vu trois hommes debout sur le bord de la route. Il y en avait un qui était très vieux, un autre très jeune et le troisième très gros.

«Comment ça va?» a-t-on demandé?

«Pas très bien», a dit le plus jeune. «Notre guide nous a abandonnés et nous sommes perdus depuis des jours. On n'en peut plus. Pouvez-vous appeler la patrouille frontalière pour qu'ils viennent nous chercher?»

«Oui, si vous êtes certains que c'est ce que vous voulez. Ils patrouillent souvent cette route. Je suis étonné qu'ils ne vous aient pas déjà trouvé.»

«Oui, s'il vous plaît téléphonez-leur. On n'en peut plus.»

«OK»

J'ai téléphoné à la patrouille frontalière et leur ai transmis notre position. Pendant que nous attendions, le plus jeune et le plus vieux des trois hommes se sont assis l'un près de l'autre alors que le plus gros s'est allongé au sol, les bras derrière la nuque et les jambes élevés sur une pierre. Il était évident que les deux premiers hommes étaient amis et n'appréciaient pas particulièrement la compagnie du troisième membre de leur petit groupe. Ils le surnommaient

Flaco, ce qui veut dire «maigrichon», ce qui n'était pas très gentil considérant sa corpulence.

«Ce mec est une vraie plaie.» a lancé le plus jeune. «J'espère ne jamais le revoir de ma vie.»

Un peu plus tard, il a demandé à mon collègue s'il pouvait utiliser son téléphone.

«Ma femme et notre petite fille habitent à Los Angeles», a-t-il dit. «Je voudrais leur dire que je vais bien.» Il a pris le téléphone et s'est retiré pour faire son appel. Il est revenu dix minutes plus tard. Avant d'appeler sa femme, il semblait très calme et en contrôle de lui-même, mais après son coup de fil, il était totalement décomposé et des larmes lui coulaient le long des joues.

«J'emmerde tout ça!» a-t-il lancé. «Je m'en vais. Mon bébé est malade. Ma femme a besoin de moi. Je suis où là? Comment je sors d'ici? Il est par où, le nord? Avez-vous de l'eau que je peux emmener? Avez-vous de l'argent?»

«Putain!» ai-je dis. «J'ai appelé la patrouille il y a plus d'une heure. Ils vont être ici d'un instant à l'autre! Qu'est-ce que tu veux faire?»

«Je m'en vais.»

Le vieux lui a couru après : «Qu'est-ce qui se passe? Ça va pas?»

«Carina est malade. Elle a besoin de moi. Je dois aller la voir.»

«Mais attends! C'est complètement fou... Comment tu vas...» a balbutié son ami.

«C'est encore loin? Avez-vous quelque chose à manger?» m'a demandé le jeune homme.

Je lui ai répondu que je croyais que c'était une très mauvaise idée qu'il parte seul. «Tu risques de mourir et ça ne va pas aider ta fille. Peut-être que tu devrais rebrousser chemin, te reposer et trouver un nouveau groupe avec lequel partir, réessayer dans une semaine ou deux.»

Il a fait non de la tête et s'est remis à pleurer. «Elle a peut-être besoin d'une chirurgie. Ça va coûter tellement cher. Je ne peux pas me permettre une autre traversée. Et je n'ai pas le temps d'argumenter avec vous. Ils sont en route. *Ya vienen.*» Puis il s'est dirigé vers les montagnes.

Le vieux m'a regardé, puis a regardé son ami, m'a regardé encore, puis a crié «Attends, Paco, je viens avec toi.»

J'ai rempli leurs poches du plus de vivres possible.

«Vous voyez les montagnes là-bas? Allez vers elles. Quand vous serez proche, allez vers celles-là. L'autoroute est par là. Si vous avez besoin d'aide, c'est le seul endroit où vous en trouverez. Avez-vous de l'argent?»

Ils ont tous les deux fait non de la tête. Je leur ai donné 5 dollars. À l'époque, c'était littéralement tout l'argent que je possédais. Ils sont partis.

Durant tout ce temps, Flaco n'avait pas bronché.

«Je n'aime pas ça du tout.» a dit mon collègue. «T'as appelé la patrouille pour trois hommes. Ils vont arriver et n'en trouver qu'un seul. Comment on justifie ça? C'est pas bon...»

«Ouais. On devrait s'en aller.»

Je suis allé vers Flaco.

«Um... on va y aller, nous autres... Je te laisse de l'eau et de la nourriture. Ça leur prend toujours du temps arriver mais ils vont venir alors reste ici, OK?»

«Ouais ouais peu importe.» a-t-il répondu.

On a repris la route et je n'ai jamais su ce qui était advenu d'aucun d'entre eux.



J'espère avoir été assez clair : ces politiques visant à pousser le flux migratoire vers les zones les plus dangereuses du territoire ne traduisent en rien une intention réelle de la part du gouvernement de stopper ou même réduire le nombre de migrant-e-s qui atteignent illégalement les États-Unis. Cette stratégie complexe et vicieuse a plusieurs avantages. Elle permet d'une part aux politiciens d'avoir l'air inflexibles pour les caméras tout en fournissant à l'économie étatsunienne la main-d'oeuvre bon marché dont elle dépend. D'autre part, cette stratégie de renforcement des frontières permet aux gouvernements d'offrir des contrats aux grosses corporations. Il payera, par exemple, Wackenhut pour transporter les migrant-e-s, Corrections Corporation of America pour les emprisonner et Boeing pour bâtir des infra-

structures de surveillance. Ces mesures justifient aussi le salaire d'environ 20000 patrouilleurs frontaliers et contiennent bien d'autres avantages pour les États-Unis sur lesquels je reviendrai.

Dans son ensemble, la militarisation de la frontière peut être perçue au mieux comme un projet du gouvernement visant à soutenir les corporations; projet que seule la guerre en Irak aura surpassé en ampleur au cours des vingt dernières années.

Le résultat de cette politique en a long à nous apprendre. Tout comme il était jadis beaucoup plus facile qu'aujourd'hui de traverser la frontière, c'est aussi beaucoup plus dispendieux; ce qui n'est pas une surprise pour quiconque est familier avec le concept de l'offre et de la demande. Tout service vaut son pesant d'or quand il est difficile à obtenir. Ainsi, les trafiquants en sont venus à exiger des montants astronomiques pour faire passer les migrant·e·s illégaux de l'autre côté de la frontière; ce qui n'échappe pas aux autorités.

Les tarifs de ces trafiquants augmentent sans cesse depuis que la patrouille frontalière recule les points d'accès hors des villes et sectionnent le trajet des migrant·e·s, le rendant ainsi plus long; si bien qu'il est aujourd'hui plus lucratif pour les contrebandiers de faire passer des migrant·e·s plutôt que de la drogue de l'autre côté du mur. Les cartels qui contrôlaient le trafic de stupéfiants dans le secteur ont rapidement saisi la bonne affaire, éliminant toute compétition et prenant le contrôle absolu des migrations. Ceci a radicalement transformé ce qui était un commerce de l'ombre en une organisation hautement centralisée permettant d'injecter des milliards de dollars de profit dans le marché noir. Il n'y a aucun doute que depuis la guerre froide, peu de groupes ont été aussi avantagés par le renforcement des politiques en matière d'immigration, de commerce et de drogue que les cartels mexicains et étatsuniens.

La domination absolue des cartels dans leur nouvelle sphère d'activité a mené ces derniers, sans grande surprise, à appliquer une méthodologie extraordinairement inhumaine, fondée sur l'idée de masse. On réfère souvent à ce système comme au «réseau *pollero*», ce qui signifie plus ou moins «les bergers de la viande», *pollo* désignant en espagnol une poule déjà morte, un poulet. Cette appellation en dit long sur le degré d'indifférence qu'accordent ces organisations aux vies humaines qu'elles guident vers les États-Unis.

J'ai vu des groupes de plus de cinquante personnes se faire diriger comme du bétail à travers le désert, traînant à leur queue des malades et des blessés s'efforçant désespérément de maintenir la cadence.

J'en ai entendu d'autres se faire assurer que ce voyage, impossible à accomplir en moins de 4 ou 5 jours, se ferait en aussi peu de temps qu'une douzaine d'heures, à pied. Je suis aussi venu en aide à des gens qui avaient été abandonnés sans hésitation à une mort certaine par leur guide parce qu'elles n'avaient plus la force de continuer à avancer.

On estime qu'il coûte environ 5000\$US à un-e Guatémaltèque et 6000\$ à un-e Salvadorien-ne pour entreprendre le voyage à travers le réseau *pollero* de son point de départ jusqu'aux États-Unis. Les tarifs en ce qui a trait aux Mexicain-e-s varient beaucoup, mais demeurent très élevés. Évidemment, la majorité des gens qui désirent immigrer ne possèdent pas une telle somme à portée de main. C'est pourquoi les cartels ont développé bon nombre de solutions très imaginatives pour obtenir ce qu'ils veulent, comme les kidnappings et «l'esclavagisme contractuel». J'ai connu des gens qui avaient travaillé pendant des années aux États-Unis simplement pour rembourser aux contrebandiers le prix de leur entrée au pays; certain-e-s d'entre elles dans des conditions horribles de travaux forcés. J'en ai connu d'autres qui sont entré-e-s aux États-Unis simplement pour être ensuite kidnappé-e-s par ceux-là mêmes qui les avaient conduits du point A au point B. Les migrant-e-s capables d'amasser quelques milliers de dollars sont les seul-e-s à s'en tirer à plus ou moins bon compte. Les autres risquent de se faire battre pendant des jours avant d'être abandonné-e-s dans le désert, puis repris par des agents frontaliers en l'espace de quelques minutes, ce qui laisse croire à une entente préalable entre les gardes et les trafiquants. Je suis scandalisé par tout ce dont j'ai été témoin ici.



À l'instar des trois Rois mages, Nacho, Chucho et Don Bigotes* se sont présentés chez nous la veille de Noël. Ils étaient restés groupés pour le meilleur et pour le pire. Chucho avait vingt ans et venait de Mexico City. Il était grand, fort et laconique. Ça se voyait qu'il savait se battre. C'était un muraliste de talent et un très bon musicien, capable de citer des passages entiers de textes de rappers provenant de Madrid comme de Santiago. C'était, en somme, un B-boy qui aurait facilement trouvé sa place dans n'importe quelle scène hip-hop du monde. Il était aussi très actif sur les médias sociaux.

Nacho, quant à lui, était un petit homme trapu qui provenait du Honduras et avait dans la trentaine avancée. Il avait vécu et travaillé sans papiers au Mexique durant plus de quinze ans.

* Monsieur Moustaches, ou plutôt, Sieur Moustaches.



Afin d'y parvenir, il avait développé la surprenante habileté à modifier son accent à loisir, entre l'espagnol mexicain et hondurien. S'il le voulait, il pouvait commencer une phrase en adoptant un accent hondurien parfait et la terminer dans un jargon que seule une personne originaire du Mexique saurait articuler.

À ce jour, je n'ai rencontré personne qui ne maîtrise cet art aussi bien que lui. De plus, Nacho était particulièrement énergique. Impossible pour lui de tenir en place. Il préparait à déjeuner pour tout le monde, puis faisait la vaisselle avant de laver toute la cuisine. Il passait le balai dans notre infirmerie, organisait les dons que nous recevions, effectuait les changements d'huile de nos camions, triait le recyclage, sortait les poubelles, remplissait le seau de compost pour les toilettes et l'eau des douches; il chassait les rats-laveurs à coup de bâton. Tout ça, avant midi.

Il en accomplissait davantage en une heure qu'un bénévole moyen en une journée complète. On aurait dû le payer pour rester au camp. Il aimait aussi beaucoup serrer les gens dans ses bras. Il me donnait une accolade le matin, une autre lorsque je quittais le camp, puis une autre quand j'y revenais.

J'avais droit à une accolade supplémentaire après le repas du soir et une dernière au coucher. Il ne s'en est jamais lassé. Nacho était un être humain chaleureux et tout ce qui existe de plus authentique.

Nacho et Chucho sont restés gravés dans nos mémoires, mais c'est Don Bigotes qui a remporté, à mes yeux, la palme d'or du mémorable. Il avait 54 ans et était plus solide qu'un grand chêne. Né à Jalisco, il avait vécu aux États-Unis durant 35 ans, travaillant comme tuyau-teur, opérateur de machinerie lourde, mineur, foreur dans des champs pétroliers et toutes sortes d'autres travaux exigeant un grand effort physique. Il arborait une moustache si énorme et fournie, si virile qu'on ne pouvait en parler que de manière plurielle et honorifique. Tout le monde l'appelait Don Bigotes. Non seulement ressemblait-il au grand frère de Pancho Villa, il avait exactement la même voix de baryton, rauque et caverneuse, de laquelle s'échappait des blasphèmes d'une originalité à s'en décrocher la mâchoire et des tournures de phrases uniques. La première fois qu'il s'est mis torse nu devant moi, j'ai remarqué qu'il avait une petite cicatrice ronde dans le bas du dos et une autre, exactement pareille, sur le bas-ventre.

«Un connard m'a tiré dessus dans une buanderie du Wyoming en 1987.»

C'est tout ce qu'il avait à dire sur le sujet.

Le trio s'était serré les coudes tout au long de leur traversée infernale, demeurant solidaire chaque minute de chaque heure pendant des semaines. Leur dynamique interne était hilarante.

Un jour, Chucho et moi parlions du caractère épique de Don Bigotes lorsqu'il m'a dit, avec les yeux brillants de malice :

«Est-ce qu'il t'a déjà parlé de la fois où il s'est fait tirer dessus dans une buanderie par le mari de sa maîtresse?»

Il a gloussé triomphalement quand je lui ai avoué que Don Bigotes avait omis certains détails croustillants de l'incident en question.

Les interactions les plus superbes de leur petit groupe se passaient surtout entre Don Bigotes et Nacho. Il arrivait que Don Bigotes soit d'humeur massacrate et sombre dans la déprime. Qui pourrait l'en blâmer? L'endroit que cet homme avait élu comme sa patrie l'avait renié et abandonné. Après l'avoir laissé s'éreinter dans les tâches les plus ingrates pendant 35 ans, sa soi-disant patrie l'avait chassé et laissé pour compte au beau milieu du désert alors qu'il venait de frôler la mort, le jour de Noël, à plus de mille kilomètres de sa famille. Il était terrifiant d'assister aux colères que le sentiment d'injustice ressenti par Don Bigotes provoquait. Dans ces moments de détresse, Don Bigotes et Nacho répétaient toujours le même rituel.

«Don Bigotes!» s'exclamait Nacho «Tu ne te sens pas bien! Tu as besoin d'un câlin!»

«Non.» répondait systématiquement Don Bigotes avec les poings fermés le long de son corps et le regard obstinément fixé dans le vide comme s'il cherchait à assassiner Dieu. «Ne me touche pas, Nacho.»

«Oh que oui Don Bigotes! Je vais te faire un câlin!»

«J'en veux pas de tes câlins Nacho.»

«Trop tard! Je te donne un câlin en ce moment même, Don Bigotes!»

«Arrêtes de m'étouffer, Nacho.»

«Jamais! Je ne vais jamais arrêter de te faire l'accolade, Don Bigotes!»

Ça pouvait continuer comme ça longtemps.

Je n'ai appris la suite de leur périple que plusieurs semaines après le départ du trio.

De retour dans le désert, Nacho et Don Bigotes ont été séparés

de Chucho et ont atteint Phoenix ensemble. Ce dernier a également réussi à sortir du désert par ses propres moyens, plusieurs jours après que ses deux amis n'arrivent à Phoenix. Lorsque le camion qui devait l'emmener en lieu sûr l'a embarqué, Chucho a fait quelque chose de très intelligent : il a envoyé le numéro d'immatriculation du véhicule à Don Bigotes par message texte. Lorsque le camion a finalement atteint sa destination, Chucho a de nouveau eu l'esprit d'envoyé à Don Bigotes, en plus de l'adresse de la maison, le nom et le numéro de téléphone de l'homme qui lui servait de guide.

Chucho était loin d'être naïf.

C'est pourquoi il a su garder son calme lorsque les trafiquants lui ont confisqué son téléphone cellulaire et ont menacé de le mettre en pièces avant de l'abandonner dans le désert si sa famille ne leur envoyait pas 3000\$ dans les prochaines 24 heures. Le membre esseulé du trio épique connaissait déjà le dénouement de l'histoire. Quand Chucho a cessé de répondre à son téléphone, Don Bigotes a immédiatement appelé au numéro que son ami lui avait envoyé par message texte et de sa voix de baryton qui devait le faire passer pour l'homme le plus intimidant de la planète, a grondé à l'intention de son interlocuteur :

«Écoute moi bien, Julio, sale trace de merde. T'es confus. T'as pas l'air de comprendre. Tu me connais pas, mais moi j'te connais. Tu vis dans une maison de pierres brunes aux volets noirs qui a une porte bleue, devant une Taqueria. Tu conduis une Chevrolet Silverado 2006 grise qui a une suspension à rehausser et l'aile gauche cabossée. Dans ma main, en ce moment, y'a un téléphone, espèce de reste d'avortement de chienne galeuse. Qui est-ce que je vais appeler, avec ce téléphone, Julio? *La Migra*? La police peut-être? À moins que je n'appelle certains de mes bons amis, quelqu'un qui passerait chez toi, voir de quoi ta femme à l'air, voir si tes enfants se rendent en sécurité à l'école? Peut-être que je passerai moi-même et que je garderai pour moi le plaisir de te soulever de terre par la gorge jusqu'à ce que tu crèves. Tu vas pas me dire quoi faire, Julio. C'est moi, qui vais te dire quoi faire. Tu vas laisser partir mon ami Chucho tout de suite. Si tu collabores pas, j'ai des options.»

Ils ont laissé partir Chucho. Vingt minutes plus tard, Don Bigotes le ramassait à une station-service au sud de Phoenix.

Aux dernières nouvelles, Nacho et Don Bigotes plantaient des arbres ensemble au Texas.



Aussi terribles que soient les histoires que je rapporte dans cet ouvrage, celles-ci ne suffisent pas à traduire la profondeur de la cruauté qui caractérise cette ère des cartels subventionnés par les États. Les agressions sexuelles et les viols de migrantes, de personnes trans et d'adolescent-e-s sont absolument endémiques à toutes les étapes de la traversée. Le gouvernement a d'ailleurs grandement exacerbé ce problème à force de pousser le flux migratoire dans des zones de plus en plus reculées. Il impose ainsi à toute femme et enfant de devoir affronter bon nombre de situations où les risques de se faire agresser sexuellement sont extrêmement élevés.

Comme si ce n'était pas suffisant, les chemins qu'empruntent les groupes de migrant-e-s sont régulièrement visités par des brigands qui leur dérobent le peu qu'elles possèdent. Je crois pour ma part que certains de ces bandits travaillent pour les cartels et pillent simplement leurs propres clients alors que d'autres sont des «travailleurs autonomes» profitant de la vulnérabilité de ces proies faciles qui, souvent, traînent dans leurs poches les économies de toute une vie. Encore ici, c'est principalement parce que le gouvernement ne cesse de refouler les groupes de migrant-e-s jusqu'aux confins du désert que ces salauds ont le champ libre pour leur petit commerce humain.

Par souci d'honnêteté, on m'a rapporté des histoires où certains membres subalternes des cartels avaient agi de manière décente, emphatique, et même, occasionnellement, héroïque.

Il faut dire que les *guias*, les guides qui dirigent les migrant-e-s d'un bout à l'autre du désert, sont au bas de l'échelle des réseaux de crime organisé*. Leurs vies sont considérées comme tout aussi accessoires que celle des migrant-e-s. Travailler dans le désert m'a fait voir à quel point être un *guia* doit être stressant. Ils sont responsables de déplacer d'énormes groupes à travers un territoire impitoyable qui ne possède aucun accès à de l'eau courante, souvent en pleine nuit ou sous une chaleur torride, tout en étant traqués par des militaires armées en hélicoptère. Tout ça en plus d'avoir un employeur pour le moins mal commode. C'est à peine surprenant que les *guias* soient prêts à sacrifier la vie d'un individu qui ne peut pas suivre la cadence plutôt que de risquer de perdre le groupe en entier.

Une telle situation garantit en elle-même de faire ressortir le pire de chacun. Je ne cherche pas, en disant ceci, à absoudre ces gens de leur

* Dans le Nord-Ouest, les *guias* sont sensiblement issus du même milieu que les trafiquants de cannabis : ce sont de jeunes hommes hagards du nord de Sonora. Je ne doute pas un instant de l'existence de leurs homologues au nord-est.

responsabilité personnelle à avoir perpétré des actes indéfendables. Seulement, je reconnais leur relative impuissance et je comprends que les véritables coupables sont des gens en position d'autorité qui ont créé un véritable cauchemar afin de profiter consciemment et directement du malheur des autres*.



Il existe de bons guides. Certains d'entre eux sont extrêmement doués. On m'a rapporté des histoires de *guias* ayant fait tout ce qui était en leur pouvoir pour s'occuper des membres de leur groupe, quitte à laisser des migrant-e-s esseulé-e-s et perdu-e-s rejoindre leur cohorte sans tenter d'en profiter.

L'exemple illustrant le mieux cette réalité s'est produit en 2005.

Un groupe de bénévoles croise un groupe de migrant-e-s dans le désert. L'un d'entre eux transporte un daim sur ses épaules. «Dieu soit loué!» lance-t-il en voyant les bénévoles.

«On a trouvé cette pauvre petite chose attachée à un arbre. Un chasseur devait s'en servir pour attirer les cougars. On pouvait pas le laisser là. Ça aurait pas été correct. On le trimbale depuis des jours, mais il est super pesant. On ne sait pas ce qu'on va faire de lui quand on va arriver à destination. Ils ne nous laisseront jamais l'emporter avec nous dans le camion. S'il vous plaît, prenez-le et trouvez-lui une maison.»

Personnellement, j'ai rencontré à deux reprises des groupes de migrant-e-s voyageant en compagnie de chiens errants qui nous ont fait la même demande. Le petit chevreuil, ainsi que les deux chiens ont été emportés à l'extérieur du désert et reconduits en sécurité. L'ironie réside dans le fait qu'il est légal de reconduire un animal hors de danger, mais que si vous faites la même chose pour un être humain vous risquez la prison.

Il existe aussi de très mauvais guides. On nous rapporte beaucoup d'histoires d'abus.

* La bringanderie visant les migrant-e-s était une activité particulièrement répandue dans le secteur d'Arivaca en 2010 jusqu'à ce que quelqu'un (tout porte à croire qu'il s'agit d'un haut placé du *Sinaloa*) y mette un frein. Durant cette période, un de nos membres a retrouvé trois cadavres d'hommes près de l'un de nos points d'eau. Ils étaient pendus à un arbre et avaient un message accroché au torse : «C'est ce que nous faisons aux brigands». Je n'étais pas surpris. Les choses en étaient arrivées à ce point de tension. La bringanderie est moins fréquente aujourd'hui à Arivaca, bien qu'elle doive demeurer chose commune ailleurs aux abords de la frontière.

«Tout le monde parle de nous comme si on était le diable incarné.» m'a un jour dit un *burro*. «Certains d'entre nous sont vraiment des diables. Au moins, on sait à quoi s'attendre quand on fait ce métier. Ces gars-là, ils battent des migrant-e-s, abusent de leurs femmes et abandonnent des enfants au milieu de nulle part s'ils ne peuvent pas suivre la cadence. Certains de ces gars-là sont vraiment des sacs à merdes.» S'il est presque trop facile de démoniser des trafiquants de drogues, il est vrai que certains d'entre eux passent outre tout sens moral.



Il y a aussi les guides qui ajustent leurs comportements selon les situations et vacillent ainsi entre décence et indécence, compassion et cruauté, héroïsme et lâcheté en fonction de la pression qu'ils subissent et de leur capacité à y faire face. Il faut se rappeler que les *burros* sont utilisés et jetés par leurs employeurs aussi rapidement que s'ils étaient des pneus de voiture.

C'est en gardant ceci à l'esprit qu'il est intéressant d'observer les liens unissant les gouvernements et les cartels. En bref, ils ont besoin l'un de l'autre. Ils partagent des intérêts communs. Aux États-Unis, les cartels ont besoin du gouvernement et le gouvernement sait se servir des cartels. Ces derniers ont besoin que le gouvernement garde les prix des biens et services qu'ils offrent artificiellement élevés, alors que le gouvernement utilise les cartels pour justifier l'injection de plusieurs milliards de dollars dans les différentes corporations qu'il finance.

Du côté du Mexique, il n'est même pas réaliste de considérer que le gouvernement et les cartels soient des entités distinctes l'une de l'autre. Là-bas, le gouvernement et les différentes organisations criminelles se battent constamment pour contrôler le marché des drogues et des migrations, qui génère des profits de plusieurs milliards de dollars par an.

Les analystes utilisent souvent le terme «colombisation» pour parler des affaires publiques mexicaines, formant ainsi un rapprochement dans leur fonctionnement interne. L'une des similitudes les plus frappantes est sans doute la constante croissance des réseaux de connivences entre certaines parties du gouvernement et les cartels avec lesquels celui-ci se dit en guerre.

À l'échelle locale, les pots-de-vin remis par les cartels aux policiers, aux juges, aux maires et autres représentants de l'État sont chose

commune. À l'échelle nationale, beaucoup d'éléments suggèrent que l'armée mexicaine et le gouvernement fédéral soutiennent le cartel du *Sinaloa*, le plus grand et le plus prospère du pays. Ils espèrent ainsi que *Sinaloa* se débarrasse lui-même des plus petits cartels en vue de bénéficier des faveurs du gouvernement, comme c'est le cas pour leur homologue colombien.

Il y a peu d'étanchéité entre l'État et les cartels au Mexique; les forces de l'ordre étant infiltrées par de nombreux membres d'organisations criminelles. Ce phénomène, quoique moins répandu, est aussi très commun aux États-Unis. Un large pourcentage des drogues qui y entrent s'y infiltrent par des ports d'entrées où des agents frontaliers corrompus laissent passer les chargements. L'alliance entre le gouvernement et les trafiquants n'est cependant pas assumée au point de ne pas se munir d'employés à deux fonctions, qui vont et viennent entre, par exemple, la Corrections Corporation of America, la patrouille frontalière, le *Gulf Cartel* et l'armée mexicaine. Ce qu'il faut retenir ici, c'est que toutes ces organisations ont des intérêts communs, bénéficient du secteur d'activité des autres et entretiennent mutuellement leur survie économique.

La trinité malsaine que forme le gouvernement avec les corporations et le crime organisé (trois systèmes qui traduisent un même message) forme un adversaire formidable à quiconque espère stopper les mortalités dans le désert.





La patrouille frontalière

Je me permets d'ajouter ici quelques mots à propos de la patrouille frontalière. Sachez d'abord qu'aucun autre poste de fonctionnaire ne nécessitant aucun diplôme d'études secondaires n'est aussi bien payé que celui-ci. Le salaire commence environ à 45000\$US la première année, 55000\$ les deux suivantes et va au-delà des 70000\$ par la suite, selon l'ancienneté. Disons qu'ils ne meurent pas de faim. Je ne sais pas comment exprimer l'étendue des abus de pouvoir qu'ont fait subir ces clowns à des migrant·e·s qui se sont ensuite confié·e·s à moi*.

On m'a rapporté des cas où des agents ont battu, violé, fait feu sur des migrant·e·s sans défense en plus d'en avoir jeté d'autres dans des cactus, d'avoir volé leur argent, refusé à des détenu·e·s de l'eau et de la nourriture, déporté des mineur·e·s non accompagné·e·s, conduit en chauffard à toute vitesse avec des migrant·e·s enchaîné·e·s à l'arrière de camions qui ressemblaient étrangement à ceux qu'utilisent les fourrières; sans oublier les marchandises qu'ils dérobent aux contrebandiers et leur apport évident aux trafics de drogue, qu'ils facilitent par maints accords louches et stratégies douteuses.



Nous étions sept, au cœur de la montagne, près de la frontière. L'après-midi tirait à sa fin. Nous avons marché toute la journée. Nous étions au sein d'une crevasse très profonde afin d'atteindre un chemin très emprunté par les migrant·e·s, quand nous avons entendu quelqu'un crier «HEY! HEY!!!» au-dessus de nos têtes. Trois personnes ont dévalé la pente à pleine vitesse et se sont enfoncées dans la crevasse, sans grands égards pour les cactus aux aiguillons acérés qui leur fouettaient le corps au passage. Un vieil homme, un jeune homme et une adolescente aux jambes ensanglantées se sont retrouvés devant nous. L'homme d'âge mûr a sorti une bible de sa poche et l'a jeté sur une grosse pierre qui gisait devant moi.

«PHILLIPIENS, CHAPITRE QUATRE ,VERSET TREIZE!» a-t-il déclaré, en anglais, en pointant le livre du doigt. «JE PEUX FAIRE FACE À TOUTES LES DIFFICULTÉS GRÂCE AU CHRIST QUI M'EN DONNE LA FORCE!»

* Voir la documentation de *No More Deaths* sur les abus rapportés par les migrant·e·s : *Crossing the Line* (2008) , *A Culture of Cruelty* (2011) *Post-deportation Health* (2012) et *Shakedown* (2014) pour plus d'information.

«Quoi?»

Illes se sont mis à parler tous en même temps. «Il y avait des chiens. Des gros chiens.» «Ils mordaient les gens!» «Ils les tiraient au sol et les mordaient!» «Ils criaient et ils se faisaient mordre!»

«Quoi? ... Attendez... quoi?»

«Nous étions environ trente personnes», a commencé l'adolescente dans un anglais irréprochable. «*La Migra* nous attendait dans le col de montagne, là-haut. Avec des chiens. Ils les ont lâchés sur nous. Les chiens mordaient les gens, les tiraient au sol et les mordaient quand ils tombaient à terre. Tout le monde criait et saignait et courait dans tous les sens. On a dévalé la montagne. Ils nous ont crié d'arrêter, mais on a continué à courir. Je ne sais pas s'il y en a d'autres qui ont pu s'échapper.»

Je lui ai demandé quand c'était arrivé.

«Il y a dix minutes.»

«Dix minutes!»

«Ouais, dix ou quinze», ont confirmé les deux hommes.

«Il faut qu'on foute le camp d'ici.»

Illes étaient d'accord.

Nous avons tous couru. Le vieil homme s'est mis à chanter par à-coup. Parfois, il fredonnait un morceau de Madonna, d'autres fois du Beyoncé, mais le plus souvent c'était Shakira. *I'm on tonight ! You know my hips don't lie !** Puis il prenait la pause pour démontrer la véracité des paroles qu'il fredonnait. «Tu connais Shakira? Ça aide, de chanter!»

Nous avons croisé un hôtel dédié à la vierge de Guadeloupe où des migrant·e·s avaient allumé des chandelles et déposé des offrandes. Le plus jeune des deux hommes s'est mis à genoux et a dit une prière si rapidement que le rythme de notre cadence n'en a même pas été altéré. Au bout de deux heures de marche rapide, nous nous sommes arrêté·e·s aux abords d'un canyon pour nous occuper de certaines des blessures de la jeune fille.

«Quel âge as-tu?» lui ai-je demandé.

* «Je suis allumée ce soir et tu sais que mes hanches ne mentent pas.»

«Quinze ans. Je vis en Oregon depuis l'âge de deux ans. Je me suis mise dans le pétrin. Qu'est-ce que je vais bien pouvoir faire au Mexique? Je n'y ai jamais vécu. Je n'y connais personne. Je n'ai pas pu téléphoner à ma mère depuis ma déportation. Je vais simplement devoir continuer à essayer de traverser la frontière jusqu'à ce que j'y parvienne.»

«Elle est très forte», a dit le jeune homme.

«Quant à moi,» a commencé le vieillard, «Ça n'a pas vraiment d'importance. Quand je vis au Mexique, je vis dans la rue et quand je viens ici, je vis dans la rue. C'est du pareil au même.»

«Il est gentil», a dit l'adolescente. «Il y avait une femme, dans notre groupe, qui peinait à suivre le rythme. Il a transporté son sac pour elle, il nous a fait plein de blagues et nous a chanté des chansons.»

Nous nous sommes arrêtés de nouveau à la tombée de la nuit. Illes ont mangé et mangé encore pendant que le vieil homme nous racontait des histoires.

«Nous allons continuer» a fini par dire le jeune homme. «Nous allons dormir un peu et partir quand la lune va apparaître.»

«C'est encore très loin et c'est facile de se perdre. Sais-tu comment te rendre?» lui ai-je demandé.

«Je sais exactement comment me rendre»

Nous avons parlé un moment des montagnes et j'ai bien vu qu'il ne mentait pas.

«Veux-tu téléphoner à ta mère avec mon cellulaire avant de continuer?» ai-je demandé à la fille.

«Non. Elle va seulement s'inquiéter. Je vais l'appeler quand j'aurai réussi à traverser.»

Je ne sais pas ce qui est advenu d'eulles.

Quelques jours plus tard, un tout petit article a paru dans un journal local de Nogales où l'on affirmait que les membres d'un large groupe de migrant·e·s venant d'être déporté·e·s arboraient des blessures attribuables à des morsures de chiens et sollicitaient de l'aide médicale au Mexique.



La patrouille frontalière est une fonction très lucrative en elle-même et une part de sa stratégie est de faire passer son travail comme plus dangereux qu'il ne l'est en réalité afin d'enjoindre les payeur-euse-s de taxes à injecter toujours davantage d'argent dans le domaine. J'ai d'ailleurs constaté que la plupart des agents frontaliers considèrent qu'ils méritent d'être grassement payés pour l'immense service qu'ils rendent à l'ensemble de la planète, qui devrait se montrer plus reconnaissante à leur égard d'exercer une fonction aussi périlleuse.

À noter que depuis la mise en place de cette organisation en 1904, seulement 111 agents frontaliers sont morts en service, dont 40 par homicide. En 2010, trois patrouilleurs sur 20000 sont morts; deux ont été tués et l'autre a eu un accident de voiture. Il est impossible de savoir le nombre exact de migrant-e-s qui perdent la vie chaque année en tentant de traverser le désert, mais ça se situe quelque part entre 500 et 1000. En regardant les chiffres, on se rend vite compte que la fonction de patrouilleurs est en fait plus sécuritaire que bien des métiers tels que couvreur-e de toiture, éboueur-euse, camionneur-euse, travailleur-euse du sexe et bien d'autres dont le travail est en fait réellement dangereux. Une chose que tout agent frontalier qui se respecte dira est qu'il nous protège des terroristes. Cette affirmation invite à se questionner à savoir qui est donc ce «nous» dont il parle.

Bien plus de morts peuvent être directement liés à l'activité des patrouilleurs à la frontière qu'à l'ensemble des attaques effectuées par Al-Qaeda en sol étatsunien; sans compter toutes les attaques que ces agents entreprennent, mais échouent. L'important est de se souvenir que tant et aussi longtemps qu'il y aura des inégalités aussi scandaleuses dans le monde, les Étatsunien-ne-s ne seront pas en sécurité.

Plusieurs patrouilleurs sont issus du prolétariat et sont de descendance hispanique; et je dois avouer en avoir rencontré qui traitaient les migrant-e-s avec respect. Je dirai aussi qu'il arrive parfois qu'ils portent secours à des migrant-e-s et que certain-e-s de ceulles-ci seraient sans doute mort-e-s sans leur intervention. Qu'en somme, certains agents sont de bonnes personnes. Il n'en reste pas moins que ce sont les patrouilleurs qui appliquent les politiques frontalières causant tous ces problèmes que je m'évertue à décortiquer.

Peu importe leur vie personnelle, ces gens ne feront jamais partie de la solution tant qu'ils porteront l'uniforme et les armes de l'oppressur. En fin de compte, les patrouilleurs en tant que groupe ont le pouvoir de stopper les morts du désert simplement en restant à la maison.

J'ai entendu trop d'excuses; qu'ils ne sont pas l'ennemi, qu'ils sont soumis aux mêmes forces économiques que les migrant·e·s, etc. Je n'y crois pas. L'Histoire regorge d'exemples de lâches prêt·e·s à sacrifier les leurs pour se sauver la peau. Il y avait des négriers noirs sur les plantations, des polices juives dans les ghettos, des autochtones d'Amérique qui combattaient Crazy Horse et maintenant il y a des agents frontaliers issus des communautés hispaniques dans le désert. Je ne peux simplement pas accepter ces justifications minables. Je crois que tout humain qui devient volontairement complice de telles atrocités ne mérite aucune sympathie.

Un de mes camarades a récemment découvert le corps d'une femme, décédée d'une combinaison de déshydratation, d'insolation et d'épuisement à une vingtaine de mètres à peine d'un de nos plus gros points de ravitaillement; un lieu que j'ai moi-même desservi des centaines de fois. La zone dans laquelle elle a été retrouvée était patrouillée par une équipe d'agents frontaliers particulièrement hostiles qui, depuis des mois, vidaient systématiquement les bouteilles d'eau que nous y laissions, ouvraient nos boîtes de conserve de fèves pour les faire pourrir et emportaient les couvertures que nous déposions le long du chemin pour protéger les migrant·e·s des nuits glaciales du désert. Ce vandalisme systématique nous a forcés à déplacer constamment les points de ravitaillements hors de toute zone qui semblait de prime abord idéale, de peur de voir nos efforts sabotés par les agents. Il est presque certain que la femme, avant de mourir, a dû passer par un de ses points de ravitaillements saccagés, ou du moins près d'un endroit où il y aurait normalement eu du ravitaillement si ce n'était pas des dommages causés par ces patrouilleurs. Je crois qu'il est très probable qu'elle aurait survécu assez longtemps pour que nous la trouvions si elle avait eu accès à notre eau et notre nourriture. En ce qui me concerne, les ordures qui ont commis ces actes de vandalisme ont sur leurs mains le sang de cette femme. Ils sont des assassins*.

Les patrouilleurs frontaliers vivent dans la peur même lorsqu'il n'y a pas de danger apparent. Ça se voit dans leurs yeux. Ce doit être la conséquence d'avoir à bernier et trahir ses semblables jour après jour. Personnellement, je retire un certain plaisir à pouvoir me promener sans arme dans un lieu où d'autres peinent à mettre le pied, même avec un gilet pare-balle et un fusil automatique. Je ne suis pas devenu un ennemi du peuple et à long terme, ceci me gardera plus en sécurité qu'eux.

* Pour plus d'informations et pour consulter les sources, voir les rapports documentés suivants : *Disappeared : How US Border Enforcement Agencies Are Fueling a Missing Persons Crisis*, paru en 2016 chez *No More Deaths* ainsi que *Derechos Humanos*.

“ Personne au monde, jamais personne
dans toute l’Histoire du monde n’a obtenu
sa liberté en faisant appel au sens moral
de ses oppresseurs. ”

- Assata Shakur





En 2012, nous avons pris un agent frontalier en flagrant délit alors qu'il détruisait les ravitaillements que nous avions laissés sur la route pour les migrant·e·s en détresse. En ayant assez de leur vandalisme constant, nous avons entrepris de disposer des caméras de surveillance aux endroits où nous déposons les ressources. En quelques jours à peine, nous avons obtenu du contenu visuel montrant un patrouilleur frontalier blondinet et souriant, par une chaude journée d'été, en train de donner des coups de pied sur nos bouteilles d'eau pendant que son collègue scandait une épithète à connotation raciste en parlant des migrant·e·s. Le mot utilisé par l'agent en question était tonk. Ce terme, courant dans le jargon des patrouilleurs, tire son origine du bruit que fait une lampe de poche lorsqu'on la fracasse contre la tête de quelqu'un.

La séquence vidéo a été diffusée sur la chaîne PBS lors de l'émission *Need to Know* et a largement circulé sur internet. Il ne s'agissait certainement pas du visage que désirait promouvoir le gouvernement de l'époque, qui tentait d'attirer l'électorat hispanique à l'aube des élections de 2012 aux États-Unis. Quelqu'un en haut de l'échelle a donc dit aux agents frontaliers de mettre un terme à ces pratiques. Cette simple décision d'acheter des caméras nous a coûté 75 \$ et aura contribué à faire décliner de façon significative les actes de vandalisme de la part des patrouilleurs dans le secteur d'Arivaca; ne serait-ce que jusqu'aux élections...

Cet épisode illustre un truisme qui peut aussi s'appliquer au phénomène des assassinats de personnes noires commises par des policiers. Il faut garder à l'esprit que les «agents de la paix» ne semblent réagir qu'au renforcement négatif. Si tuer des gens n'a aucun impact négatif sur la vie personnelle ou professionnelle de ces subalternes du corps exécutif de l'État, ceux-ci vont continuer à tuer. Changer les comportements du corps policier implique de trouver une manière de créer un contrepoids assez puissant pour les obliger à assumer les conséquences de leurs actes. Notre groupe l'a fait à sa manière tout comme les adolescent·e·s de Ferguson l'ont fait à la leur.

La dissuasion va dans un sens comme dans l'autre. Et les montagnes ont des yeux, sales lâches.

La « game »

Il est légitime de ressentir une haine profonde envers tous les actants du trafic humain, peu importe de quel côté de la frontière ils se trouvent; qu'ils appartiennent au corps étatique ou pas. Évidemment, ceux qui sont au bas de l'échelle se retrouvent souvent à faire les sales besognes.

Don't hate the player, hate the game. Disent les Étatsuniens. Je ne sais pas...

L'adolescent de Sonora qui abandonne à une mort quasi certaine une jeune fille du Honduras en plein milieu du désert est un pion du côté noir de l'échiquier. L'agent frontalier qui a disséminé son groupe, forçant le jeune mexicain à agir ainsi, est un cavalier blanc. Vous comprenez la métaphore. Ils sont tous responsables de leurs actions, mais ce ne sont pas eux qui ont choisi de jouer aux échecs.

Il existe une «game» au-delà de la «game» et le gagnant est déterminé d'avance. Les joueurs n'ont même pas besoin de s'asseoir à la même table pour jouer, ils pigent leurs cartes à même la main de leurs alliés.

J'ai travaillé dans le désert pendant 7 ans. Les *Minutemen* n'avaient ni compassion, ni vision, ni âme. Mais, d'une certaine manière, ils avaient raison : si le gouvernement désirait sincèrement mettre un terme au trafic de drogue et au trafic humain à sa frontière, il le pourrait. Mais il ne le fera pas. Il y a beaucoup trop d'argent en jeu : il y a les politiciens étatsuniens, puis les politiciens mexicains; il y a la patrouille et les cartels, la police locale, étatique et fédérale, les agences privées comme Garda, la DEA (*Drug Enforcement Agency*), le FBI (*Federal Bureau of Investigation*), les équipes SWAT (*Special Weapons and Tactics*), les banques, les employeurs, les garants de cautions judiciaires, les avocats, les avocats de l'aide juridictionnel, les procureurs généraux, les juges, les salles d'audience, les prisons de compté, les prisons étatiques, les prisons fédérales, les prisons privées, les manufacturiers d'armes, les bâtisseurs de tours de surveillances et de murs. Il s'agit de la totalité des infrastructures de surveillance, en guerre éternelle, au nom du profit, il s'agit de l'État corporatif. Tout ceci n'est qu'une charade malsaine. Ils ne tueront jamais la poule aux œufs d'or. Il ne faut pas miser là-dessus. Il faut simplement refuser de jouer le jeu.

“Les frontières : des cicatrices sur la planète.”

– Graffiti anonyme du côté sud du mur,
Nogales, Sonora



Le désert

Le désert est rempli de déchets. Bouteilles d'eau, boîtes de conserve, emballages de plastique, sacs à dos, couvertures, souliers, chaussettes, pantalons, chandails, chapeaux, serviettes hygiéniques, papier de toilette... Il doit y en avoir pour des centaines de millions de tonnes d'objets abandonnés. Les *trolls* anti-immigration raffolent de ce sujet. N'allez pas croire que c'est parce qu'elles se soucient de l'environnement; elles tentent seulement de confondre celles qui sont sympathiques à la cause des migrant-e-s. C'est l'équivalent de Bush, en 2001, qui s'intéressait soudainement au sort des femmes afghanes. On entend peu ces mêmes *trolls* parler de la façon dont un mur de plusieurs centaines de kilomètres obstrue les schémas migratoires de la faune environnante, ou de l'énorme Andin de terre publique que le gouvernement loue aux entreprises minières et aux compagnies agroalimentaires contre une bouchée de pain, ou encore de l'épuisement des bassins d'eau dû à l'étalement des zones urbaines et de celles réservées au bétail.

Contrairement à ces personnages, je suis réellement investi dans le bien-être du désert et j'ai fait de mon mieux pour nettoyer les ordures qui parsemaient mes déplacements au cœur de celui-ci. J'en ai rempli d'innombrables camions. C'est plus que ne peuvent en dire la plupart de nos adversaires. Je dis toujours aux nouveaux bénévoles que lorsqu'elles auront ramassé leur première bouteille d'eau vide dans le désert, elles en auront déjà fait davantage pour régler le problème que 99,99 % des patrouilleurs frontaliers, des gardes-chasse, des miliciens et de tous celles, assis-e-s dans leur *lazyboy*, qui ingurgitent sans réfléchir les idées lancées par des commentateurs et supposés experts aux idéologies de droite. La militarisation de la frontière a repoussé le flux migratoire jusque dans les recoins les plus sauvages du pays. Par conséquent, ces endroits sont devenus jonchés de déchets. Si vous n'aimez pas cette réalité, il faut trouver un moyen de la changer et donc, trouver un moyen de stopper la militarisation de la frontière.



Il n'y a aucun autre endroit au monde comme le désert de Sonora. Sa beauté dépasse l'entendement. C'est un endroit sauvage, cruel, vaste, montagneux, reclus, robuste et impitoyable. Aucune tournure de phrase n'arrive à rendre le sentiment saisissant d'humilité qu'il procure. Je m'y suis souvent senti très faible, j'ai plusieurs fois cru y perdre la tête et je me tournais alors vers ses habitant·e·s pour retrouver un peu de ma force vitale : les chevreuils, lièvres, souris kangourous, punaises, tarentules, tortues, serpents à sonnette, rats-laveurs, lémmings à queue annelée, coati mondé, antilopes d'Amérique, pécaris, corneilles, vautours, aigles, coyotes, cougars, ocotillo, acacia greggii, agave, figue de barbarie, cactus oursin, cylindropuntia, cactus saguaro et même certaines vaches, chiens, chats et êtres humains. J'arrivais à retrouver notre camp si j'étais n'importe où entre Baboquivaris et Atascosas, à pied, de mémoire, à chaque fois. Je me suis orienté dans ces montagnes pour toute une saison de ma vie.

Ce désert est gorgé de lieux qui me sont devenu sacrés. C'est le dernier endroit où j'ai vu Esteban et celui où j'ai trouvé Alberto. C'est ici où Claudia, José, Susana et Roberto sont morts, près du Rocher de Jamie, de la colline de Yolanda, de l'Arbre d'Alfredo. Je trouve accablant de me dire que toutes les histoires auxquelles j'ai assisté ne représentent qu'une goutte d'eau dans l'océan des situations atroces qui se sont vécues ici. Les objets abandonnés en chemin servent de témoins silencieux, de preuves tangibles du passage de ces gens dont la réalité parle du pire et du meilleur de l'humain.

Je ne suis pas une personne particulièrement spirituelle, mais le poids de ces vestiges est souvent immense et étouffant. J'aime profondément le désert. Mon cœur se serre quand je pense qu'il a été l'hôte d'autant de souffrances. Je me console en me disant qu'un jour, ne serait-ce que parce que l'humanité se sera éteinte, il n'y aura plus d'États-Unis d'Amérique, plus de Mexique, plus d'hélicoptères, plus de murs, plus de patrouilleurs, plus de frontières. Le plastique finira par se décomposer, les traces de notre civilisation actuelle s'effaceront. Alors, sous un ciel bleu dans lequel règnera encore un soleil impitoyable, la terre pourra guérir.



LE NORD

“ Vous nous entendrez rugir! ”

- Slogan entendu en 2010
lors d'une manifestation
contre SB1070
à Tucson, en Arizona.



Les migrant·e·s

L'élite corporative, gouvernementale et criminelle qui profite de la souffrance des migrant·e·s à la frontière est puissante et sans pitié, mais elle ne fait pas de ses membres des dieux. Ils ne sont pas non plus les seuls actants de ce drame et ne sont pas totalement maîtres de la situation. Les gens qui accomplissent la traversée du désert n'y arrivent pas seulement parce la patrouille frontalière le leur permet, mais bien parce qu'illes sont vaillant·e·s et débrouillard·e·s. Les chemins qu'illes empruntent, savamment camouflés et serpentant le long des canyons et des montagnes avec une précision géographique déroutante, témoignent de l'ingéniosité humaine à l'œuvre.

Il y a près de douze millions de sans-papiers aux États-Unis. Il n'y en a pas deux avec la même histoire. Illes ne sont pas tous anges ou démons ou victimes. Illes ne sont pas les objets passifs d'un monde qui agit sans provoquer chez eulles de réaction. Chacun d'entre eulles est un être à part entière ayant choisi de prendre son destin en main et je m'efforce de les soutenir de mon mieux. Parfois, j'y arrive. Parfois, on peut battre le système et parfois c'est impossible.



Nous marchions le long d'un petit canyon. Un de mes compagnons s'évertuait à crier à pleins poumons : «*COMPANERAS! COMPANEROS! NO TENGAN MIEDO! TENEMOS AGUA, COMIDA, Y MEDICAMENTOS! SOMOS AMIGOS! NO SOMOS LA MIGRA! ESTAMOS AQUI PARA AYUDARLES! SI NECESITAN CUALQUIER COSA: GRITENOS!*» La plupart du temps, personne ne répond à l'appel. Au détour du canyon, nous sommes tombés face à environ trente-cinq personnes, hommes, femmes et adolescent·e·s; tou·te·s vêtu·e·s de noir ou de brun, et visiblement atteint de la fièvre du désert. Il régnait un silence de mort dans le recoin où illes s'étaient tou·te·s entassé·e·s.

«Oh bordel... euh... nous avez-vous entendus arriver?»

«Oui, on vous a entendu»

Il faisait vraiment chaud.

On leur a donné de l'eau et des chaussettes avant de commencer à soigner les nombreuses chevilles foulées, coupures et ampoules. Illes provenaient tous du Guatemala et voyageaient ensemble depuis

le début. On s'apprêtait à repartir quand l'un d'entre eulles nous a tendu un sac rempli de dollars et de pesos.

«Euh... non. Vous ne comprenez pas. Vous n'avez pas à nous payer. Nous sommes ici pour ça.»

«C'est vous qui ne comprenez pas.» a-t-il rétorqué. «Nous avons trouvé cet argent près d'un autel dédié à la vierge, dans le désert. Nous avons pensé qu'il ne servirait à personne là-bas alors nous l'avons emporté, mais si la patrouille frontalière nous arrête, ils prendront l'argent et personne ne pourra en profiter. Prenez-le et servez-vous-en pour aider d'autres migrant·e·s.» Nous avons respecté leur volonté.



La traversée de la frontière ne se termine pas à la frontière puisque les difficultés que rencontrent les migrant·e·s continuent bien au-delà. La frontière passe par toutes les villes de tous les états du Sud. Cette ligne dans le sable n'est ni le premier ou le dernier obstacle que la machine capitaliste a mis en place pour les sans-papiers. Après avoir réussi à traverser, les migrant·e·s «illégaux» pénètrent un univers dans lequel il leur est impossible de gagner de l'argent légalement. Illes sont donc toujours hésitant·e·s à appeler une ambulance, à aller à l'hôpital, à se munir d'assurances de toute sorte, à conduire une voiture, à ouvrir un compte de banque, à utiliser une carte de crédit, à tenter d'obtenir un prêt hypothécaire, à signer un bail ou à se fier à tout support auquel un·e citoyen·ne «à part entière» a droit. Ceulles d'entre vous qui, pour une raison ou une autre, ont déjà vécu en marge du système en place seront peut-être en mesure de reconnaître la difficulté de vivre ainsi à temps plein.

Le terme le plus parlant du lexique employé dans le monde de l'immigration en Amérique du Nord est *pollo*. J'évite ce terme comme la peste, bien qu'il soit largement utilisé par tous ceux impliqués dans le trafic humain de tous les côtés de la frontière, tant au niveau des cartels que du gouvernement, en bas comme en haut de l'échelle. Les sans-papiers sont ceulles qu'on désigne comme étant des *pollos*, ce qui signifie «poulet» ou «poule morte» en espagnol et renvoi donc l'identité des migrant·e·s à celle de la viande. Parfait. Si les contrebandiers de cannabis sont perçus comme des bêtes de somme, les migrant·e·s et les réfugié·e·s, quant à eulles, sont perçu·e·s comme du bétail qu'on emmène à l'abattoir. Tous sont traqués dans une chasse à court macabre. Seulement, les humains ne se laissent que rarement traiter comme des bêtes. D'ailleurs, les animaux aussi se laissent rarement traiter comme des bêtes; du moins s'ils y peuvent

quelque chose. Tous ceulles qui ont déjà eu à négocier avec un âne récalcitrant ou un taureau en colère pourront en juger.

Les sans-papiers sont des victimes dans cette histoire, mais illes sont aussi les vainqueurs. Illes sont sujet-te-s à des phénomènes qui dépassent leur contrôle, mais sont aussi les protagonistes d'une Histoire qui est en voie de s'écrire.

L'immigration «illégale» est une forme légitime de résistance face aux inégalités du capitalisme qui asservit des millions de personnes dans le monde. Pour plusieurs, c'est la seule façon d'améliorer leurs conditions de vie. S'il s'agit d'une forme de résistance indirecte, celle-ci arrive tout de même à ses fins et agit sur les deux axes suivants : d'abord, l'argent généré par les travailleur-euse-s illégaux (qui sont le plus souvent payés sous la table) et envoyé à leurs familles dans leur pays d'origine, à totalisé en 2015 seulement plus de 24,8 milliards de dollars au Mexique, 6,25 milliards au Guatemala, 4,28 milliards au Salvador et 3,4 milliards au Honduras.

La somme de tout l'argent qui se transfère du nord au sud de l'Amérique par le biais des travailleur-euse-s illégaux est donc pour le moins significative. Bien que le tout passe par le filtre de l'exploitation, cet argent représente l'un des plus grands mouvements de redistribution des richesses de l'Histoire. C'est là un phénomène contemporain d'une importance capitale.

Ensuite, l'immigration du sud vers le nord entraîne d'importants changements démographiques sur le continent et touche particulièrement les États-Unis. Ce changement a le pouvoir d'engendrer une véritable transition sociale au pays; une restructuration qui rendrait le système économique global un peu plus équitable, où les inégalités entre le nord et le sud seraient diminuées; ce qui ralentirait forcément le flux migratoire par effet domino.

Il n'est cependant pas acquis que le phénomène mentionné ci-dessus se réalisera. Plusieurs générations de migrant-e-s ont passé de la marge à la masse dans la société étatsunienne sans créer de remous. C'est d'ailleurs ainsi que les colons ont pu envahir le territoire. Reste que des caractéristiques bien précises de l'Histoire étatsunienne montrent que ce parcours semble réservé aux migrant-e-s européen-ne-s et à leur descendance. Cependant, il n'a pas encore été démontré que le pays soit en mesure d'assimiler ou de ségréguer l'ensemble du flux migratoire non européen actuel sans en venir à ébranler les fondations de la suprématie blanche sur laquelle il repose.





On a reçu un appel des voisins. Un homme avait rampé jusqu'à leur porte. Il était dans un état lamentable. Il arrivait à peine à se tenir debout et à parler. Il n'avait rien mangé ni bu depuis trois jours. Il n'avait pas non plus uriné depuis presque deux jours. Il avait fait extrêmement chaud. Nous tentions de lui faire ingurgiter des liquides, mais il les vomissait systématiquement.

«C'est vraiment pas bon signe.» lui ai-je dit. «T'as besoin d'une intra-veineuse. On n'en a pas ici. C'est possible que tes reins soient endommagés. On peut pas soigner ça. Il faut que tu ailles à l'hôpital. Ils vont te déporter après t'avoir soigné, mais si tu n'y vas pas tu risques fortement de mourir.»

Il m'a dit :

«Non. Ne les appelle pas.»

«S'il te plaît... Je comprends, mais...»

«Non. Ne les appelle pas.»

«Mais...»

«Non.»

On l'a allongé.

Après plusieurs heures, il a réussi à garder un peu d'eau. On s'est occupé de lui toute la nuit, du mieux qu'on a pu, en essayant de l'abreuver à chaque heure environ. Au matin, il arrivait à assimiler son eau sans vomir et a même réussi à uriner un peu. Il se tenait à peine debout, mais il était de nouveau capable de parler.

«Je n'ai jamais vu quelqu'un d'aussi malade refuser d'aller à l'hôpital. Que t'est-il arrivé?»

«J'ai habité aux États-Unis pendant 18 ans», a-t-il commencé. «Je n'ai jamais eu d'ennuis. Je n'ai même jamais eu de contravention. Ma femme et moi avons enfin terminé de payer la maison. Tous mes enfants sont ici; et mes petits-enfants aussi. Je gagne ma vie en aidant les ainés. Il y a six mois, j'ai eu un accident et je me suis cassé le dos. J'ai été alité pour environ quatre mois. J'étais de retour au travail quand je me suis fait interpeller. La police disait que j'avais oublié de mettre mon clignotant. Je suis ici depuis dix-huit ans et je ne me suis jamais fait interpeller. J'ai toujours fait attention. Ils m'ont envoyé en prison.



Ils m'ont gardé là quinze jours, enchaîné aux pieds et aux poignets. Ils nous donnaient des craquelins recouverts de beurre d'arachide à manger, trois fois par jour. J'ai été enchaîné du début à la fin de mon séjour en prison. Ils m'ont jeté les mains vides de l'autre côté de la frontière. Je n'avais nulle part où aller. Je n'avais pas été au Mexique depuis tellement longtemps... Cette nuit-là, je suis parti avec un groupe qui nous a conduits très loin dans le désert. On a marché pendant trois jours. Je n'étais pas capable de suivre le rythme. Je ne suis plus si jeune. Alors, ils m'ont abandonné sans eau ni nourriture; et je suis resté seul trois jours de plus. Je n'avais aucune idée de l'endroit où je me trouvais. J'ai bu de l'eau provenant d'un étang à vache et ça m'a rendu encore plus malade. J'entendais des voix et j'halluciniais.

Quand j'ai aperçu la maison, je n'étais pas certain qu'elle soit vraiment réelle, mais j'ai continué à marcher. Je croyais que j'étais peut-être déjà mort. Je ne pourrais jamais recommencer. Toute ma vie est ici, aux États-Unis. Je ne possède rien au monde si je ne peux pas y revenir. Si je meurs, je meurs, mais c'est ma seule chance. Je dois continuer.»

Sa convalescence a été longue. Il nous a donné un coup de fil une semaine après son départ, de sa maison. Un mois plus tard, sa femme et lui nous ont envoyé un énorme colis de chaussures, de nourriture et de vêtements pour les migrant-e-s.

«Je ne sors pas de la maison.» m'a-t-il dit. «Je ne peux pas me permettre de risquer tout ça encore. J'ai tellement souffert là-bas. Je suis encore en convalescence... Je sais que je ne pourrais jamais survivre à ça une deuxième fois.»



Les citoyen-ne-s

Ce changement démographique latent est la cause d'une réelle angoisse chez certain-e-s Étatsunien-ne-s puissant-e-s comme chez bien d'autres qui, sans être en position de pouvoir, n'ont simplement pas conscience de toutes les ramifications, causes et conséquences de leur racisme. En ce qui me concerne, je pense que le plus tôt nous serons débarrassés de cette idéologie le mieux nous nous porterons. Je crois que l'érosion même partielle de la suprématie blanche aux États-Unis sera, à long terme, dans l'intérêt de la plupart des Étatsunien-ne-s à la peau blanche, tel que moi-même.

On peut bâtir un trône avec des baïonnettes, mais on ne peut s'y asseoir bien longtemps.

Au-delà du fait qu'asservir des peuples est une chose exécrationnelle à entreprendre, ce n'est pas non plus un mode de vie très sécuritaire. C'est extraordinaire que les Afro-Américain-ne-s aient réussi à se libérer à la fois de l'esclavage et des Lois de *Jim Crow** sans avoir recours à un massacre sans distinction et à grande échelle de leurs tortionnaires blanc-he-s. Ceci aurait certainement été compréhensible, voire justifié. Je soupçonne que cette révolution aurait été beaucoup plus sanglante s'il n'y avait pas eu quelques blanc-he-s par-ci par-là, enclin-e-s à prendre position du côté des opprimé-e-s. Cependant, je ne parierais pas que les millions de gens qui se font bousculer d'un côté à l'autre du globe à l'heure actuelle n'aient la même retenue lorsque viendra le jour J. Il semble plus sage de choisir la solidarité pendant qu'il est (peut-être) encore temps de le faire†.

D'une manière ou d'une autre, les roues sont en train de quitter le wagon. Il ne faut pas oublier que nous habitons tous la même petite planète. Notre mode de vie est hors de tout doute destructeur pour notre biosphère et menace notre survie à long terme en tant qu'espèce. Comme d'autres l'ont noté avant moi, ma génération est la première génération d'Étatsunien-ne-s blanc-he-s qui non seulement ont le mandat de changer le cours des choses, mais ont

* NDLT : Cette appellation tire son origine du personnage *Jump Jim Crow*, qui utilisait le *Blackface* pour se moquer des noir-e-s et critiquer la politique populiste et trop pro-noir-e-s à son goût du président Andrew Jackson. Quand les états du sud des États-Unis ont ratifiés des lois de ségrégation raciale à la fin du XIX^e siècle, elles furent appelées "Lois de Jim Crow". Ces lois ne furent abolies qu'en 1965.

† «Je suis désormais convaincu que nous ne pourrions nous défaire des crimes de ce pays coupable autrement que dans le sang. Je m'étais, je crois maintenant vainement, flatté que cela pourrait être fait sans beaucoup d'effusion de sang.» - John Brown en route vers la potence, 2 décembre 1859.

de plus un intérêt personnel à le faire. Si aucune action n'est prise en ce sens, nous serons condamné·e·s au cours de notre vie à regarder le monde se faire cannibaliser par ceulles qui en sont responsables et qui ne laisseront à nos enfants qu'une société cadavérique, rongée jusqu'aux os, pillée de ses richesses*. À l'heure actuelle, je ne crois pas qu'il soit possible de stopper la destruction de notre planète sans contester les structures de la suprématie blanche et vice versa.

La solution pour les Étatsunien·ne·s n'est donc pas de défendre l'indéfendable au prix de leur âme ou de dissoudre leur identité au profit des nouveaux arrivant·e·s. Il s'agit de réfléchir à nos allégeances et d'agir sur ces principes de façon significative. Croyez-le ou non, plusieurs personnes faisant partie du groupe des oppresseurs et des colonisateurs ont, à travers l'Histoire, choisi le camp de l'opprimé. Des blanc·he·s ont pris part à l'*Underground Railroad* durant l'esclavage, ont abrité des Juif·ve·s durant l'Holocauste; des Étatsunien·ne·s blanc·he·s ont pris part aux mouvements des droits civiques, des blanc·he·s sud-africain·ne·s ont résisté à l'apartheid, d'autres ont participé au mouvement *Sanctuary*, dans les années 80, pendant les guerres d'Amérique du Sud et d'autres encore résistent à l'occupation d'Israël en Palestine en ce moment même. Voilà des combats auxquels on peut être fier·e·s de prendre part.

Nos adversaires nous appelleront des traîtres comme si nous adhérons à un gouvernement ennemi alors qu'en réalité nous aurons plaidé allégeance à une idée beaucoup plus ancienne et plus sage que toutes celles proposées par quelque état de nation. Ce sont ceulles qui excusent l'ordre actuel des choses qui ont tourné le dos au monde et se sont écarté·e·s de leur véritable chemin, pas nous.

Mon travail a fini par me faire comprendre que chaque partie de la problématique globale actuelle est inextricablement liée aux autres. Les tueries du Juárez ne cesseront pas sans un changement structurel au sein du Mexique, ce qui n'arrivera pas sans que ne se produise un changement structurel dans l'ensemble de la Colombie et des autres pays producteurs de cocaïne, ce qui ne risque pas d'arriver sans un changement structurel dans l'ensemble des États-Unis, etc.

* «C'est un fait établi que nous avons sonné l'alarme, il y a longtemps, quant aux conséquences environnementales désastreuses qu'aurait l'attitude irrévérencieuse des non-autochtones envers la terre, et ce, depuis nos premiers contacts avec eux. Fut un temps où nos ancêtres disaient : "On ne peut pas avancer avec un pied dans le canoë de l'Homme Blanc et l'autre dans celui de l'Indien." Avec les changements environnementaux extrêmes et très inquiétants ayant cours sur terre, nous nous retrouvons tous dans le même bateau. Du moins, nous devrions l'être.» - Leonard Peltier

On pourrait lire la phrase précédente dans le sens inverse et y ajouter d'autres éléments sans en changer la véracité. Se battre contre les déportations dans son pays et se battre contre la militarisation de la frontière sont deux axes différents d'un même combat. Tous deux ont un impact global; ce qui est particulièrement vrai dans le cas du Mexique, des États-Unis et de leur rejeton monstrueux qu'est la frontière. Rien ne s'y améliorera tant que les deux pays refuseront de changer de cap et de résoudre les problèmes qu'ils causent dans le pays de l'autre.

“Las paredes vueltas de lado son puentes”

Les murs qu'on abaisse sont des ponts.

- Graffiti citant Angela Davis,
peint du côté sud du mur de la frontière,
dans la ville de Nogales (Sonora), Mexique



Un jour j'ai demandé à un citoyen de la ville d'Oaxaca ce qu'il croyait qu'il faudrait faire afin de mettre un terme aux morts dans le désert. «Une révolution binationale», m'a-t-il rétorqué sans hésitation. Puis il s'est mis à rire et j'ai ri avec lui parce qu'une telle chose semble complètement impossible; du moins pour l'instant.

Les nouveaux volontaires de mon groupe me demandent parfois ce que je considérerais comme étant une politique frontalière juste et équitable. Je leur rétorque systématiquement qu'il n'y a rien de tel puisqu'il y a contradiction au sein même des termes employés. Je ne suis aucunement intéressé à aider les autorités à nettoyer le dégât qu'elles ont créé. Pour moi, la seule solution envisageable à la crise migratoire consiste à opérer de profonds changements systémiques dans l'ensemble du globe afin de redonner aux gens leur liberté de mouvement. Il s'agirait de rejeter tout contrôle gouvernemental sur le territoire, d'honorer l'autonomie et la souveraineté des Autochtones sur celui-ci, de reconnaître notre bagage d'esclavagistes et de colonisateurs et de distribuer équitablement les ressources naturelles entre ceulles qui vivent au nord et ceulles qui vivent au sud. Je souhaite que les humains arrivent à changer radicalement leur relation à la planète et à ses habitants. C'est un bien grand programme. Alors, par où commencer?

Le désert n'est qu'un lieu parmi tant d'autres pour passer à l'action. L'avantage de celui-ci est que nous avons des preuves tangibles de l'impact qu'ont sur des vies humaines les bouteilles d'eau, la nourriture ou l'aide médicale que nous fournissons. Je suis sûre que certaines personnes qui ont croisé notre route seraient décédées et n'auraient jamais réussi à revoir leur famille sans les ressources que nous fournissons ici. Je ne dis pas cela afin de quémander quelque reconnaissance, mais simplement pour démontrer qu'il faut bien commencer quelque part.

Certaines personnes déplorent parfois que les actions de mon groupe n'agissent que comme de vulgaires diachylons. Cette métaphore m'irrite parce qu'elle n'est pas assez forte pour décrire l'enjeu considérable à défendre. Une seule vie vaut tout l'or du monde aux yeux de celui qui la vit. «Tourniquet» leur dis-je. «Vous voulez dire que vous ne voulez pas qu'on serve simplement de tourniquet.»

La faiblesse de notre pratique tient pourtant dans le fait que nous travaillons toujours avec le symptôme et non la cause du problème. Je doute que nos actions aient un bien grand effet sur l'ensemble des facteurs qui poussent les gens à se rendre dans le désert. On a un peu l'impression de ramasser des pots que d'autres ont cassés,

de compenser pour les dommages que le beau-père alcoolique cause au reste de la famille : c'est mieux que rien, mais en réalité ce sont les mauvais traitements qui doivent cesser.

Plusieurs actions directes efficaces se traduisent par une forme ou une autre de limitation des dégâts*. Il est toujours plus simple d'atteindre des objectifs et d'avoir du succès lorsqu'on est face à une personne plutôt qu'un système. Il est facile pour moi de visualiser toutes les étapes que je dois accomplir pour distribuer une centaine de litres d'eau le long d'une route.

Quand je me lève le matin, ma certitude d'être en mesure d'accomplir cette tâche me donne envie d'avancer. C'est beaucoup plus facile que de tenter de visualiser comment je pourrais réussir à chasser la patrouille frontalière du désert, ou comment effectuer un changement majeur dans les structures de l'économie mondiale. Il serait tentant d'affirmer qu'il vaut mieux accumuler de petites victoires que de grands échecs, mais je trouve l'idée plutôt défaitiste. Je n'ai absolument aucune envie d'être encore en train de distribuer de l'eau ici dans vingt-cinq ans. Alors, qu'est-ce qu'on fait?

Heureusement, personne ne doit porter seul le poids du monde. Ce n'est pas mon rôle de libérer les peuples, à l'instar de Moïse. Les profonds changements sociaux n'adviennent pas ainsi. Je désire faire mon possible pour apporter mon aide au mouvement, mais si les peuples veulent se libérer, ils devront le faire eux-mêmes; non seulement parce que ce n'est pas à moi de le faire, mais surtout parce que je ne peux simplement pas imposer la forme que prendra la libération de peuples pour qui je ne suis qu'un allié.

J'ai confiance que les millions de gens qui sont affectés directement par le contrôle frontalier continueront sans relâche à trouver de nouveaux moyens de se défendre contre celui-ci. Il y a certainement plusieurs actions qui peuvent être prises par les citoyen-ne-s étatsunien-ne-s blanc-he-s qui le désirent; suffit de rester à l'écoute. Si mes efforts dans le désert ont pu contribuer, d'une manière ou d'une autre, à déplacer 39 milliards de dollars des poches des riches vers celles des pauvres, je peux me considérer heureux.



* *Voir Down With Empires, Up With Spring* ; publié par le collectif *Do or Die* écrit par un auteur anonyme en Angleterre, en 2003. Pour obtenir un exemple d'application pratique d'éthique biocentrique dans l'arène de la défense de la faune et de la flore, voir *Bleu Mountain's Biodiversity Project* à bluemountainbiodiversityproject.org.

Ulisse a boité jusqu'au camp, appuyé de tout son poids contre une longue branche d'arbre qui lui servait de canne. Sa jambe droite traînait derrière lui comme un poids mort.

«Tu t'es cassé la jambe?» Il était jeune et maigre.

«Non» a-t-il répondu. «Je n'ai qu'une seule jambe. Ma prothèse s'est cassée.»

En effet, il avait la jambe amputée à partir du genou. Il avait marché jusqu'ici à partir d'Altar; six jours en tout, dans la montagne. Son pied prothétique avait cédé au bout du quatrième jour. Je n'avais jamais assisté à quelque chose de semblable.

«Wow dude.»

Je connaissais quelqu'un qui connaissait quelqu'un qui connaissait quelqu'un. J'ai fait quelques appels.

«On a besoin d'un pied. Rapidement.»

Deux jours plus tard, un paquet nous attendait à Tucson. À l'intérieur se trouvait notre pied.

Je suis retourné au camp et j'ai trouvé Ulisse en train de faire la vaisselle. Il y avait un groupe d'une douzaine d'hommes dans la cuisine.

«Je ne leur fais pas confiance.» m'a chuchoté Ulisse. «Certains d'entre eux sont louches. Je ne leur ai pas dit que je n'avais qu'une seule jambe. Ils croient qu'elle est cassée ou quelque chose comme ça. Nous devons poser la prothèse dans la caravane, ou ailleurs où ils ne pourront pas la voir.»

Il boitait terriblement.

Je suis allé chercher le paquet dans la voiture. Puis, nous nous sommes dirigés vers la caravane sous le regard des autres hommes.

Ulisse possédait une clé Allen et s'en est servi pour tenter d'enlever la vis qui retenait son pied défectueux. Nous avons tous les deux tenté de le dévisser de toutes nos forces, en vain. La vis avait rouillé et était coincée dans son socle.

«Merde. Il va nous falloir du WD-40.»

Je suis sorti de la caravane et me suis de nouveau heurté aux douze paires d'yeux, posées sur moi, des hommes assis dans la cuisine.

Ulisse a arrosé son pied de WD-40 jusqu'à ce que la caravane soit

envahie d'émanations infectes. Nous avons beau y mettre toute notre force physique et notre volonté, la vis ne bougeait pas d'un poil.

«Putain de bordel de merde. Il va nous falloir un jeu de cliquet.»

Je suis allé chercher le mien dans ma voiture, toujours sous le regard des douze hommes, et je suis retourné à l'intérieur de la caravane. Peu importe ce que nous essayions, la satanée vis refusait de lâcher prise.

«Sale vis à la con!!! Il nous faut un tuyau.»

Je suis allé chercher un long tuyau de métal qui traînait devant la cuisine.

Ulisse a glissé le manche du *ratchet* dans le tuyau. Nous l'avons agrippé à deux et y avons mis tout notre poids.

La vis a enfin cédé.

Ulisse a enfoncé le nouveau pied dans son socle et resserré la vis. Puis, il a fait quelques pas dans la minuscule caravane, histoire de le tester.

«Oh ouais! c'est un bon ça! Je suis prêt à repartir. Je suis prêt à reprendre la route!»

Il est sorti de la caravane et est retourné dans la cuisine pour terminer la vaisselle d'un pas rapide et confiant. Je ne peux qu'imaginer l'effet que cette scène a pu avoir sur les douze hommes.

Selon toute vraisemblance, je venais d'emmener cet homme dans une vieille caravane pour réparer sa jambe cassée avec du WD-40, une clé à cliquet et un tuyau de métal. Ils ont quitté le campement ce soir-là.

Ulisse était originaire des Chiapas.

«Sérieusement mec, ma ville est nulle à chier. Il n'y a que deux choses là-bas : des bananes et des cadavres. Sans blague. Regarde les journaux si tu me crois pas. Des bananes et des cadavres. C'est tout c'que tu vas voir. La mafia assassine tout le monde là-bas. Je fréquentais une fille, tu vois? J'étais très amoureux. Ça faisait un moment qu'on était ensemble. On allait se marier et tout le tralala. Mais j'avais pas d'argent. Je voulais pas travailler dans les plantations de bananes et je voulais pas travailler pour la mafia. Le problème, c'est qu'y'a rien d'autre à faire là-bas. Alors je suis parti pour Mexico City pour trouver un travail et pouvoir l'épouser.

J'ai économisé un tas de pognon. Mais quand je suis rentré chez moi, elle en avait marié un autre!»

«Oh lala.»

«Et ensuite,» a-t-il continué, «bien évidemment j'étais plutôt déprimé. Je suis allé dans une fête un soir et j'ai dansé avec une autre fille et bien... elle est tombée enceinte, tu vois? Elle va accoucher dans deux mois.»

«Hmmm...»

«Mais on se connaît même pas elle et moi! Elle veut pas être avec moi et je veux pas être avec elle. Ses parents sont en colère. Ils me détestent. Ils veulent rien savoir de moi dans le portrait. Et pendant ce temps-là, je suis obligé de me promener dans mon village et de voir la femme que j'aime réellement au bras d'un autre. Alors je me suis dit : tu sais quoi? J'en ai marre de cette ville. Je m'en vais aux États-Unis. Je vais envoyer de l'argent à mon fils quand il va naître et comme ça peut-être qu'il pourra accomplir autre chose en grandissant que de cueillir des bananes ou assassiner des gens pour la mafia.»

«Eh merde.»

En peu de temps, j'en suis venu à la conclusion qu'Ulisse était un jeune homme extraordinairement brillant. Vif. Vif comme seul un adolescent unijambiste issu d'une communauté violente dans un bled déprimant du sud du Mexique peut l'être. Son sens de l'observation était incroyable et sa mémoire, phénoménale. Lorsqu'il s'est préparé à partir du camp, il a marché jusqu'aux collines qui le surplombent. Il faisait une chaleur étouffante. Il allait se rendre jusqu'à Tucson; ce qui représentait au moins quatre jours de marche. Je lui ai donné toutes les informations que j'avais à propos des Arroyos, des montagnes, des collines, des points de repère, du temps et des distances, nord, sud, est, ouest. Tout; de Mexico à Phoenix. Ce n'était pas une quantité d'information négligeable. Il a acquiescé en silence, très sérieux. Quand j'ai eu fini, il m'a répété mot pour mot tout ce que je venais de dire, sans jamais se tromper, en arrêtant parfois pour me questionner davantage sur un point précis. Je savais qu'il s'en sortirait. En l'espace d'une semaine, nous avons appris qu'il avait atteint la maison de son oncle à Oakland.

J'ai acheté le journal de sa ville natale. La première page montrait des bananes et des cadavres.

Ça n'a pas fonctionné chez son oncle. Ulisse avait besoin d'un endroit où rester. Il a fini par déménager chez un de mes amis et m'envoyait

régulièrement des nouvelles hilarantes concernant ses déboires polyamoureux en tant que membre d'un groupe de musique punk. Il avait l'air heureux. Six mois plus tard, la mère de son fils a été tuée dans sa ville natale. Ulisse a tout lâché et est retourné dans son bled pour aider la grand-mère de son fils à l'élever. Je n'ai plus eu de ses nouvelles; nos amis communs non plus. Je me suis toujours demandé ce qui était advenu de lui.

Cinq ans plus tard, alors que je me trouvais à Tucson, j'ai reçu un message en provenance du camp.

«Il faut que tu viennes. Y'a un unijambiste ici qui te réclame. Il est arrivé avec une famille hondurienne; une fille de treize ans, un garçon de dix-sept et un homme de cinquante ans. T'aurais dû le voir débarquer. Il a lancé son chapeau sur la table et s'est mis à danser en criant : «Je le savais! Je le savais! Je vous avais dit que j'y arriverais! Je vous avais dit que je retrouverais la place!»

J'ai conduit jusqu'au camp. Je peinais à y croire.

«Ulisse! Ulisse!!! Qu'est-ce qui s'est passé?»

Il avait un peu engraisé. Il n'avait plus l'air d'un enfant.

«Mon fils est avec sa grand-mère. On s'entend plutôt bien maintenant, elle et moi. On en est venu à la conclusion que le mieux serait que je retourne aux États-Unis pour travailler. J'ai rejoint un groupe de migrant-e-s à Altar, mais on s'est fait disperser par un *chopper* au nord de la frontière, et notre guide s'est enfui. Comme d'habitude quoi. Je me suis sauvé avec ces trois Honduriens. Je leur ai dit que je connaissais un endroit où nous pourrions être accueillis et aidés. Je leur ai dit que nous y trouverions de l'eau et de la nourriture, des médicaments et du repos. Je leur ai aussi dit que ça faisait cinq ans depuis la dernière fois que j'y avais mis les pieds, que je n'étais pas certain d'où nous nous trouvions, mais que je croyais pouvoir retrouver le campement. Je leur ai dit que s'illes voulaient venir avec moi illes pouvaient. On a passé six jours dans les montagnes. J'ai passé chaque seconde de ces six jours à ressasser la conversation que nous avons eue sur la colline. J'essayais de me souvenir de tout ce que tu m'avais dit. J'y pensais tellement que j'en avais la migraine. On a tourné en rond un peu, mais on a réussi! J'ai réussi mec! Je vous ai retrouvé!»



Je suis encore à ce jour en pâmoison devant Ulisse. Il a réussi à trouver notre camp de mémoire, après cinq ans d'absence, au sein de l'énorme étendue qu'est le désert de Sonora, sans téléphone ni GPS, en emmenant avec lui trois personnes qui auraient très bien pu mourir autrement. Pas une personne sur un million n'aurait eu la capacité et la volonté d'en faire autant. Les patrouilleurs frontaliers peuvent se couvrir l'uniforme de médailles comme bon leur semble; et les politiciens peuvent s'étouffer dans leurs drapeaux. Rien à foutre. Le vrai héros américain, c'est Ulisse. Il travaille maintenant aux États-Unis et envoie régulièrement de l'argent à son fils.

Résistance

En gardant à l'esprit qu'aucun-e d'entre nous ne peut tout faire seule-s, permets-moi, chère-lecteur-trice, de m'adresser directement à toi.

La mort dans le désert n'est pas la seule chose horrible en ce bas monde, mais c'est assez horrible. Ce combat me tient vraiment à cœur et j'aimerais pouvoir y mettre un terme. Je t'encourage fortement à trouver une façon de t'impliquer, mais je ne peux pas te dire comment. Venir travailler dans le désert est un moyen et il y en a beaucoup d'autres. Il existe des communautés de sans-papiers partout aux États-Unis. Quelle est la situation dans ton secteur? Quelle forme peut prendre ton appui? Des sociétés commerciales profitent de la situation actuelle dans tous les recoins du pays. Comment peux-tu agir pour leur mettre des bâtons dans les roues?

Plusieurs suggèrent* qu'en vue de lier un objectif tangible à un changement systémique, il faut chercher les lieux d'interventions où nous aurions la possibilité d'appliquer une «pression en contrepoids» au système en place afin de provoquer un changement de cap, une transformation. Ces points de pression se situeraient au sein de la «chaîne de consommation globale des biens, services et produits» soit les points de production, de destruction, de consommation, de décision et de conception des dits biens, services et produits. Cette grille d'analyse n'est pas parfaite, mais peut se montrer utile en tant que cadre de réflexion lorsqu'on cherche à intervenir dans la situation décrite précédemment.

À quoi ressemblerait donc une action directe appliquée au point de production? En ralentissant la construction

* Patrick Reinsborough et Doyle Canning dans leur théorie des points d'intervention. Voir *Re:Imagining Change - How to Use Story-based Strategy to Win Campaigns Build Movements, and Change the World*, 2010

d'une nouvelle prison de la CCA? Et au niveau de la destruction? Trouver des moyens d'empêcher les activités du *Immigration and Customs Enforcement* (ICE), des patrouilleurs frontaliers et les déportations? Et du niveau de la consommation? On peut faire pression sur les employeurs afin qu'ils se positionnent contre des lois discriminatoires et racistes, ou encore boycotter les entreprises qui en profitent? Au niveau décisionnel? Y a-t-il possibilité d'interrompre des rencontres et des réunions dans le processus législatif? Et pour la conception? Il serait pertinent de se demander ce qui, dans l'espace public, sert d'outil justificatif à la déshumanisation des immigrants. Comment pourrions-nous contester ces perceptions? As-tu d'autres idées?

L'aide humanitaire dans le désert est une forme d'action directe plutôt récente. Plusieurs de nos tactiques doivent être perfectionnées et d'autres deviennent rapidement caduques. Il y a encore beaucoup à apprendre sur le fonctionnement de ce secteur et nous sommes ouvert·e·s à recevoir toute l'aide qui nous sera offerte. Les alliances binationales et transculturelles qui ont été forgées de part et d'autre de la frontière sont prometteuses et n'ont pas encore atteint leur plein potentiel. Notre capacité à développer ces alliances déterminera l'étendue du succès de notre campagne visant à mettre fin aux morts dans le désert et permettra de prendre le pouls, à savoir si cette campagne a pu se métamorphoser en un véritable mouvement de résistance face au système qui engendre ces morts.

Ils nous entendront rugir.



En général, j'ai peu d'enthousiasme pour les actions où des activistes se font volontairement arrêter par la police. «Ça va à l'inverse de toute mon éthique de magouilleur.» a un jour dit Lupe Fiasco. Normalement, je suis en accord avec lui sur ce point. La désobéissance civile est devenue un fétiche très répandu aux États-Unis, bien qu'elle n'apporte pas toujours les meilleurs résultats. Toutefois et comme n'importe quelle tactique, elle peut se montrer fort efficace lorsqu'appliquée dans le bon contexte. *L'Operation Streamline* est une initiative conjointe du ministère de la Sécurité intérieure et du ministère de la Justice, initié en 2005 et visant la tolérance zéro en matière d'immigration illégale. Cette politique, contrairement à toutes celles qui l'ont précédée, consiste à faire passer par le système de justice pénale les dossiers des réfugié·e·s qui traversent la frontière sans autorisation.

Une première « offense » est considérée comme un délit d'entrée illégale et est accompagnée d'une sentence d'un maximum de six mois d'emprisonnement. Toute personne ayant déjà subi une déportation se faisant prendre au pays pour une deuxième fois risque, quant à elle, de recevoir un jugement criminel accompagné d'un emprisonnement pouvant aller de deux à 20 ans de prison, si le migrant·e en question possède un dossier criminel subséquent, par exemple. Plus de 99 % des inculpé·e·s plaident coupables dans un tel cas, puisque c'est ce qui est encouragé par le système carcéral qui prévoit pour ces personnes un jugement moins sévère. Ceux qui refusent de plaider coupables reçoivent habituellement une sentence quasi maximale.

Une autre particularité de l'*Operation Streamline* tient dans le fait que les causes des personnes arrêtées ne sont pas entendues de manière individuelle, mais sont plutôt traitées en masse. Un tel procès, à Tucson, peut inclure plus de 70 accusé·e·s et dure entre 30 et 90 minutes; ce qui implique qu'on accorde entre 25 secondes et deux minutes à chacun·e avant de déterminer son sort. De plus, les avocats de la défense assignés par les tribunaux ne peuvent offrir qu'environ 30 minutes de consultation par client·e, le matin même du procès. Ces consultations se déroulent dans la même salle où aura lieu le procès de masse. Tout ceci est, au mieux, de légalité douteuse. Pourtant, ces procès ont lieu tous les jours, 365 jours par année. L'industrie carcérale roule sur l'or.

Il faut garder à l'esprit que des êtres humains sont incarcérés pour plusieurs années par ces tribunaux bidon. Je ne suis pas un adepte des procédés légaux, mais même d'un point de vue plus normatif que le mien, *Operation Streamline* n'est que le travestissement de la justice véritable. À proprement parler, il s'agit d'une contrevenance à la procédure officielle. L'objectif évident de telles mesures est de faire passer le plus de gens possible par le système de justice afin d'augmenter la population carcérale. Le résultat : des dizaines de millions de dollars issus des poches des contribuables se retrouvent investis dans l'industrie des prisons privées (comme le GS4) qui serviront à « héberger » les détenu·e·s.

L'*Operation Streamline* a été annulée définitivement à Tucson le jour de l'action des autobus.

La police a mis tellement de temps à comprendre comment gérer la situation que toutes les audiences de la journée ont dû être annulées. N'ayant aucun moyen de reporter ces procès à plus tard puisqu'on en avait déjà 70 autres de prévus pour le lendemain, le surlendemain et ainsi de suite jusqu'à la nuit des temps et qu'il était

donc impossible pour le gouvernement de leur fournir un procès expéditif comme l'exige la loi, tous les détenu-e-s des deux autobus ont fini par être déporté-e-s sans qu'on ne retienne contre eulles le moindre chef d'accusation. Le gouvernement a ensuite tenté, sans succès, d'accuser les participant-e-s de l'action directe de toutes sortes d'autres choses. Les défendeur-esse-s ont fini par être condamné-e-s à 14 heures de prison ferme sans amende.

Les opinions divergent toutefois quant à l'efficacité de cette action directe parce qu'un pourcentage anormalement élevé des détenu-e-s de celle-ci ont fini par subir une déportation dite latérale. Il s'agit d'une autre pratique douteuse, à la limite de la légalité, dont se sert depuis des années le gouvernement des États-Unis. La déportation latérale consiste à reconduire un-e déporté-e non pas dans la ville frontalière la plus près d'où ille a été trouvé-e, mais plutôt de l' laisser très, très loin de son point d'origine. En 2010, le ministre de la Sécurité intérieure raffolait de cette pratique et abandonnait souvent des déporté-e-s au nord-est du Mexique; une véritable zone de guerre à l'époque. Se faire déporter de Nogales à Matamoros, en 2010, équivalait à se faire arrêter pour ivresse sur la voie publique à San Francisco et abandonner en pleine nuit à Bagdad après s'être fait alléger de son portefeuille.

À cause de la déportation latérale, certaines personnes argumentent que l'action des autobus aura fait plus de mal que de bien. D'autres ne sont pas convaincu-e-s de la corrélation des deux évènements. D'autres ont aussi souligné que chaque action obtient une réaction de force équivalente et que c'est inévitable.

Pour ce que j'en sais, la plupart des gens s'entendent sur ce point : en fin de compte, 70 personnes qui auraient certainement été arrêtées si ce n'était de cette action ont été relâchées cette journée-là; 70 personnes ont évité un emprisonnement qui semblait inévitable.

L'action a donc entraîné des conséquences négatives minimales sur la vie des participant-e-s par rapport aux bienfaits qu'elle a provoqués. C'est positif. Cette tactique pourrait facilement être reproduite ou améliorée par ceulles qui se sentent interpellé-e-s par de telles stratégies. Éventuellement, la loi s'adapterait. Les policiers modifieraient leurs tactiques, les amendes et les inculpations augmenteraient, la définition de ce qu'est un procès expéditif serait modifiée, etc. Reste que la stratégie fonctionnerait un certain temps. Lorsque celle-ci deviendra caduque, les participant-e-s devront trouver de nouvelles voies par lesquelles maintenir la résistance et modifier l'échiquier à leur avantage.

Je conclurai en ajoutant deux derniers points :

D'abord, la gestion de la chaîne d'approvisionnement est au cœur de toute logistique militaire. Plus la chaîne est longue et complexe, plus elle est vulnérable aux perturbations. La chaîne d'approvisionnement des gouvernements étatsuniens, n'étant composée d'autre chose que d'une guerre à sens unique envers les sans-papiers, est longue, complexe et par conséquent vulnérable aux perturbations.

Ensuite, il est possible de prévoir l'efficacité d'une action donnée en opérant une simple analyse des coûts-bénéfices. Comment pouvons-nous provoquer un maximum d'impact, de bienfaits et d'avancements pour un minimum de sacrifices, de risques et de coûts? Le verrouillage de l'autobus est un exemple d'action où les choses se sont bien passées. L'étendue des possibilités est aussi vaste que notre volonté à expérimenter.

“Vivir para ser libres o morir para dejar
de ser esclavos”

Vivre pour être libres ou mourir
pour cesser d'être esclaves.

- Graffiti citant Praxedis Guerrero,
du côté sud du mur de la frontière,
à Nogales, Sonora (Mexique)



... pour arriver partout :

D'EST EN OUEST



Voilà donc ce que j'avais à dire sur les migrations irrégulières ayant lieu en Amérique du Nord. Ces histoires ne sont pas propres aux États-Unis ou à l'hémisphère ouest. Des variations de ces phénomènes existent partout où l'on retrouve une pauvreté et une instabilité comparable se heurtant à une abondance et une stabilité établie. À Haïti et en République dominicaine, dans les nombreux pays de l'Afrique de l'Ouest et de l'Est (Somalie, Eritrea, Soudan), en Lybie et partout en bordure de la Méditerranée jusqu'en Italie, à Lampedusa; on retrouve les mêmes phénomènes. En Israël, dans la République centrafricaine, partout! En Syrie, en Iraq, en Afghanistan, en Turquie et à travers tout le Moyen-Orient jusqu'en Grèce, à Lesbos, au Myanmar (en particulier pour les communautés Rohingya), en bordure de la mer Andaman jusqu'en Asie du Sud-est (la Malaisie, la Thaïlande, l'Indonésie) et du Sud (Sri Lanka, Népal, Inde, Bangladesh, Pakistan) aux Philippines jusque dans les états du Golfe (à cause du système Kafala), de la Corée du Nord jusqu'en Chine, du Laos vers la Thaïlande vers la Corée du Sud. Il y a aussi la Chine rurale qui s'oppose à la Chine urbaine (qu'on doit au système Hukou). Différentes luttes menées en Asie et au Moyen-Orient traversent l'Indonésie et la mer de Timor et rejoignent l'Australie. Ce ne sont là que quelques exemples.

N'importe laquelle de ces routes de migration fournirait à elle seule assez de matériel pour écrire un livre. Chaque lieu est unique, mais l'histoire reste toujours la même. Partout, il y a la même frontière. Partout, des gens meurent en essayant de la traverser. Partout les mêmes obstacles, les mêmes patrouilleurs. On retrouve partout autour de cette frontière mondiale la même industrie de trafic humain, le même leitmotiv de kidnappings, d'extorsion, de servitude volontaire, d'esclavage et de viols. On blâme absolument tout sur les trafiquants, qui ne sont pas la source du problème, mais plutôt ses symptômes.

Partout, il y a des échanges commerciaux inégaux : des prix élevés pour les biens et les services, des salaires ridiculement bas et le chaos qui s'installe d'un côté; des biens et services abordables et des salaires faramineux de l'autre, avec l'ordre et l'opulence qui s'ensuit. On retrouve partout la même hyperexploitation des travailleur·e-s sans-papiers à l'intérieur des pays riches, la même terreur de la déportation, les mêmes classes dominantes profitant de la détention des migrant·e-s et de la militarisation de la frontière, ainsi que le même usage des réfugié·e-s et des migrant·e-s à titre de boucs émissaires sociaux.

On tente partout de faire payer le prix fort aux zones tampons telles que le Mexique, le Maroc, la Lybie, la Turquie et l'Indonésie. Partout, des humains considérés comme des « tiers », soupesés tel une vulgaire monnaie d'échange, un outil de négociation, entre les États dominants* et les États tampons que traversent les déplacé-e-s. Bien que le capitalisme ne sache pas quoi en faire, il existe partout un surplus d'humanité qui refuse de disparaître.

Les options semblent s'amenuiser constamment. Mais il en reste une; un endroit, un employeur qui embauche toujours : il s'agit du nihilisme pur et dur. Il s'agit d'ISIS, de Boko Haram, des Zetas. Les chefs de guerres. Quand toutes les portes leur sont fermées au nez, les exclu-e-s de ce monde peuvent encore s'accrocher à cette idée : «Si ma vie ne vaut rien, alors rien n'est sacré.»

Cette affirmation ne définit pas le monde dans lequel je souhaite vivre.

Le principe fondamental sur lequel repose le concept de libre-échange, de capitalisme global qui domine le monde depuis la fin de la guerre froide, est que le capital doit être capable de traverser toute frontière sans encombre, tout en contraignant les travailleur-euse-s et le surplus humain à la sédentarité. Le rôle principal de l'état (qui devient peu à peu son *seul et unique* rôle) est de régir ce qui se trouve à l'intérieur de ses frontières et de protéger celle-ci des invasions. La citoyenneté est devenue le déterminant principal d'un système de caste global comprenant de nombreuses couches. Après 25 ans, ce système semble s'érailler de plus en plus. Peut-être est-il même au seuil du bris total†.

* Une effarante majorité des personnes considérées comme réfugiées (86 %) selon les lois internationales se retrouvent dans des pays dits «en voie de développement» comme la Turquie, le Liban, la Jordanie, le Pakistan, l'Iran, l'Éthiopie et le Kenya. Rares sont celles qui réussissent à atteindre l'ouest de l'Europe, les États-Unis ou tout autre pays faisant partie du «premier monde». En 2016, on comptait 1,5 million de réfugié-e-s syrien-ne-s au Liban, ce qui représente donc le quart de la population de ce pays. Il s'agit de loin du plus haut taux de réfugiés dans une population donnée au monde. Si les États-Unis en accueilleraient autant, cela représenterait 107 millions de personnes. Voir *Global Trends : Forced Displacement in 2015*.

† À la fin de l'année 2015, le Haut Commissariat des Nations Unies aux réfugiés a rapporté que 65,3 millions de personnes avaient été forcées de quitter leur pays d'origine à cause de persécutions, conflits, violence généralisée et de violations des droits de la personne. Selon leur rapport, c'est 5,8 millions de personnes de plus que l'année précédente. Le nombre de personnes déplacées dans le monde n'a jamais été aussi élevé et surpassa maintenant les après-coups de la Seconde Guerre mondiale.

“ Je suis une émeute. Je suis une émeute
à ta frontière. Et je résiste aux balles. ”

- Beyoncé Knowles Carter « Freedom » 2016

Je m'oppose à toute forme de frontière. Je suis pour la libre circulation des gens sur terre. Je ne crois pas que la régulation des déplacements humains basée sur leur lieu de naissance ne soit justifiable par quelque forme d'argumentation éthique, philosophique, spirituelle et même légale.

Pourtant, je ne suis pas utopiste. Je ne crois pas que les frontières vont simplement cesser d'exister, ou qu'il n'y aurait aucune conséquence indésirable à leur abolition. Toutefois, je crois que n'importe quel pas dans cette direction est un pas en avant. Il existe quelques endroits où la migration irrégulière est, en comparaison, traitée avec une certaine dose d'humanité; comme à la frontière entre le Nicaragua et le Costa Rica, entre la Syrie et le Liban ou à partir de la Bolivie, le Paraguay et le Pérou vers l'Argentine et le Brésil.

Un amenuisement de la militarisation ou une abolition des frontières engendrerait certes de nouveaux problèmes. Mais à moins de croire que certaines vies humaines ont une valeur supérieure à d'autres, il semblerait préférable de simplement leur faire face directement, franchement et courageusement, le plus vite possible, afin de maximiser le bien-être collectif.

Oui, il serait plus facile pour des terroristes d'attaquer l'hémisphère ouest sans les frontières. Mais si l'Ouest cessait d'agir comme un tyran et de piller les ressources du reste du monde, il y aurait moins de raison de s'y attaquer. Oui, les guerres risquent de s'étendre. Mais qu'on le veuille ou non, elles s'étendent déjà et avancent vers nous en cultivant une rancune certaine que la frontière ne fait qu'exacerber.

C'est écrit d'avance. Nous arrivons au terme d'une ère où une fraction de la population mondiale peut assouvir ses besoins aux dépens du reste du monde sans en payer le prix.





L'Ordre et le Chaos

Ce mur, dans le désert, peut-être perçu comme étant LE symbole de ma génération, comme le mur de Berlin a été le symbole de la génération qui me précède. À l'instar du mur de Berlin, il tombera à grands coups de marteaux et de bulldozers. Et j'y participerai si je suis encore de ce monde.

Au terme de la guerre froide, on disait assister à la fin de l'Histoire. On considérait que cette nouvelle ère libérale et démocratique, qui priorisait le commerce international, l'hégémonie militaire et un contrôle strict de la régulation des masses de travailleurs et des populations à l'intérieur des frontières, durerait pour toujours. Pour un certain temps, dans les années 1990, il était possible de s'en convaincre.

De nos jours, personne n'y croit plus; ceux qui profitent du système en place encore moins que les autres. Leur anxiété apocalyptique contamine leurs productions cinématographiques, leurs vidéoclips, leurs publicités et surtout leurs plans de contingence. Sans parler de l'anxiété climatique et écologique grandissante*.

Nous savons tous que la fête est finie, que le charriot se transformera en citrouille sous le coup de minuit et que nos enfants se prendront en pleine gueule les vents les plus forts des tempêtes que nous avons insufflés nonchalamment.

Au tournant du siècle, ceulles d'entres nous qui nous opposions au système en place percevions notre combat comme une confrontation bilatérale entre les structures entrelacées des pouvoirs de l'État et du capitalisme, et les intérêts de l'humanité dans son ensemble. Il m'est aujourd'hui impossible d'écrire ces mots sans sourciller et rire jaune. Si un autre monde est toujours possible comme le propose notre slogan, il est aujourd'hui plutôt clair que notre vision d'un monde meilleur n'est pas nécessairement partagée par tous et que l'instabilité sociale en elle-même n'est pas nécessairement une bonne chose.

Malgré la mort imminente de l'ère néo-libérale, rien ne nous garantit que le système social qui le remplacera sera meilleur. Ceulles qui s'opposent à l'ordre actuel des choses au nom de la liberté de tous ne sont pas les seul·e·s à désirer la chute des frontières et certainement pas les mieux armé·e·s, entraîné·e·s, financé·e·s.

* Voir *Introduction to the Apocalypse*, d'un auteur anonyme, publié par *the Institute for Experimental Freedom*, en 2009

ISIS* est probablement la première formation fasciste de l'histoire à être explicitement antiraciste et anti-nationaliste. Le groupe a déjà réussi à détruire une frontière nationale, ce qui va au-delà de ce que tout autre groupe radical peut prétendre avoir accompli dernièrement.

Le calcul d'ISIS est erroné, évidemment. Les masses ne tolèrent pas le chaos très longtemps. Elles chercheront n'importe quelle avenue pour y échapper, quitte à choisir le totalitarisme s'il n'y a pas d'autre porte de sortie. Ceux qui fomentent le chaos ainsi le font en général en vue de prendre le contrôle d'une situation ou d'une population donnée. Ils n'y parviennent que rarement. D'un autre côté, les dirigeants de ce monde sont en général prêts à créer le chaos dans la société afin d'apparaître comme étant la seule porte de sortie au chaos qu'ils ont eux-mêmes créé. Ils y parviennent souvent. La vieille garde sait encore se défendre.

Les mêmes phénomènes sont présents en Syrie et au Mexique. ISIS a sauvé Assad, les *Zetas* ont sauvé le PRI. À ce jour, ISIS est loin de gagner la bataille, c'est le régime Assad qui triomphe, de même que les *Zetas* sont en train de perdre leur élan au profit du *Sinaloa* et du PRI, qui ont davantage de pouvoir aujourd'hui qu'il y a 10 ans. Face à l'urgence des peuples à transformer leurs sociétés et la pression qui l'accompagne (au Mexique, avec la *Otra Campana*† de 2006, en Syrie, avec le *Printemps Arabe* de 2011), l'élite syrienne et mexicaine a préféré provoquer la guerre que de faire face à la révolution. Dans les deux cas, le chaos qui s'en est suivi aura finalement servi à légitimer leurs lois. Dans les deux cas, ce n'est qu'une question de temps avant que les mouvements sociaux ne se réaffirment en vue de déstabiliser l'ordre établi à partir du bas de l'échelle sociale.

La révolution mène à la guerre. La guerre justifie la tyrannie. La tyrannie provoque la révolution.

La roche brise les ciseaux, les ciseaux coupent le papier, le papier recouvre la roche. Seulement, les enjeux de la partie touchent de plus en plus l'ensemble de la planète. Y'a-t-il vraiment une façon de gagner?

* De plus, comme le démontre le Brexit et l'élection de Donald Trump, plusieurs d'entre ceulles qui dénoncent et s'opposent au système en place le font au nom d'un nationalisme autoritaire en vue de fortifier et de militariser encore davantage les frontières.

† Voir *The Sixth Declaration of the Lacandon Jungle*, publié par l'Armée Internationale de Libération Zapatiste (EZLN) en juin 2005 afin de consulter la liste des principaux motivateurs ayant amené l'ambitieuse révolte zapatiste à s'étendre en-dehors du Chiapas et dans l'ensemble de la société mexicaine.

“ Il n’y a pas de progrès sans lutte.
Ceux qui prophétisent en faveur
de la liberté en reniant l’agitation sont
des hommes qui désirent bénéficier
de la récolte sans avoir à labourer
le champ. Ils veulent la pluie sans
le tonnerre et les éclairs. Ils veulent
l’océan sans le rugissement terrible
des torrents qui s’entrechoquent. La lutte
peut être morale ou physique ou les deux
à la fois, mais il doit y avoir lutte.
Le pouvoir ne concède rien à ceux qui
ne demandent rien. Il ne l’a jamais fait
et ne le fera jamais. Comprendre ce pour
quoi les gens sont prêts à se soumettre
silencieusement et vous aurez trouvé
la mesure exacte de l’injustice qui
leur sera imposée ; et ces injustices
continueront de leur être imposées tant
et aussi longtemps que personne ne leur
résiste en parole ou en action ou les deux.
La limite de la tyrannie dépend du degré
d’endurance de ceulles
qu’elle tente d’opprimer. ”

-Frederick Douglass, 3 août 1857.

Transformation

La révolution

De quoi parle-t-on, donc, quand on parle de révolution? Qu'est-ce qu'une révolution? Qu'est-ce que ça implique?

Marx disait que la révolution devait passer par la saisie des infrastructures de production; pour Lenin, cela devait passer par celle du pouvoir étatique. Staline disait que la révolution pouvait être perpétuelle à l'intérieur de tout État-nation. Mao soulignait l'importance de la culture. Pol Pot affirmait qu'elle nous permettrait de tout recommencer. Leurs rêves se sont transformés en cauchemars et la victoire a souvent été pire que la défaite.

Le concept de révolution peut-il être sauvé des décombres? J'y crois. Mais de quoi s'agit-il?

Bakunine l'a incarné. Il a aussi prédit comment tourneraient les choses si la révolution n'était récupérée que comme un moyen de placer le pouvoir entre les mains des mauvaises personnes. Red Cloud et Crazy Horse n'en ont jamais fait mention; ils n'avaient pas besoin de le faire. Frederick Douglass a tenté sa chance. William Lloyd Garrison a argumenté en sa faveur. Harriet Tubman y a consacré sa vie. John Brown est mort pour la cause, bien qu'ils aillent tous penser que c'était pour Dieu. Seth Concklin a passé sa vie à la préparer. Pourtant, personne ne se souvient aujourd'hui de son nom, qui n'a été retenu par l'histoire que l'espace d'une semaine, du haut d'une des barricades de la Commune de Paris. Louis Lingg a sommé ses ravisseurs de le pendre en son nom avant de les devancer. Emma Goldman a dit qu'on devait pouvoir y danser. Alexandre Berkman a fait de son mieux et a maintenu ce mieux durant 47 ans. Les *Wobblies* parcouraient les routes sous son emblème. Mother Jones la chérissait. Durruti a dit que nous la portions tous dans notre cœur et qu'elle grandissait à chaque battement. Dans le dernier mois de sa vie, Malcolm X a présagé que les choses en viendraient à une collision mondiale entre les opprimé·e·s et leurs oppresseurs, entre ceulles qui militent pour la liberté, la justice et l'égalité de tous et ceulles qui veulent maintenir le système de l'exploitation. Les *Blacks Panthers* avaient tout pour réussir, mais leurs ennemis ont déchiré leur groupe : À l'Ouest était le cœur, à l'Est se trouvait les dents, au nord, les racines et au sud, les tripes. Ça a quand même foutu

une sacrée peur aux gouvernements. Fred Hampton l'a illustré le mieux et c'est pourquoi ils l'ont pendu. Le *Weather Underground* a tenté d'être l'étincelle qui met le feu aux poudres. Assata Shakur croyait encore que la révolution nous emmènerait à bon port et elle s'en est sortie vivante. AIM n'en a pas beaucoup parlé; ce n'était même pas nécessaire. Les Zapatistes ont cessé d'en parler pour écouter; puis c'est arrivé. C'est en train d'arriver encore, au Rojava, au sein des circonstances les plus difficiles qui soient.

J'ai eu un aperçu de ce qu'elle était à Seattle en 1999 et à Oakland en 2011, mais ensuite, elle m'a échappé. Rien n'est terminé.



Un des fondateurs de *No More Deaths* m'a un jour raconté l'histoire de «La parade de la rivière». Cette histoire est peut-être familière à ceulles ayant déjà œuvré au sein d'organisme à but non lucratif ou dans le secteur de la santé publique. Le cadre de cette histoire est loin d'être idéal et sa métaphore comporte au moins une erreur de perception majeure : les migrant·e·s et les réfugié·e·s ne sont pas de simples victimes passives, comme j'espère l'avoir démontré dans cet ouvrage. La plupart ne sont pas des bébés et les enfants grandissent vite dans de telles circonstances*. Reste que la parabole suivante demeure célèbre pour une bonne raison†. Cela va comme suit :

Il y avait un petit village au bord d'une rivière. Un jour, une habitante de ce village se rendit à la rivière pour laver ses vêtements. C'est alors qu'elle aperçut un bébé qui flottait dans l'eau! Elle sauta, agrippa l'enfant et l'emmena au village, où elle trouva une famille prête à en prendre soin. Mouillée et fatiguée, la villageoise retourne à la rivière terminer son lavage. C'est alors qu'elle aperçoit un autre bébé dans l'eau! Une fois de plus, elle saute à sa rescousse. Mais avant qu'elle n'ait eu le temps de remonter sur la berge, elle remarque un autre bébé qui flotte vers elle, puis un autre! Et encore un autre! Elle en attrape un second, mais n'ayant que deux bras, le troisième et le quatrième enfant la dépassent sans qu'elle n'arrive pas à les agripper.

L'un d'entre eux disparaît dans l'eau sous ses yeux alors que l'autre

* J'ai été témoin de plusieurs interactions entre des Étatsuniens de 26 ans et des Honduriens de 16 ans. En général, la question ne se pose pas à savoir qui est le plus adulte des deux.

† L'homme qui m'a raconté cette histoire est octogénaire. Il s'est impliqué dans les mouvements sociaux depuis plus de 50 ans : d'abord dans le mouvement pour les droits civils, puis dans celui contre la guerre au Vietnam, et plus tard dans le mouvement *Sanctuary* et finalement à *No More Deaths*. Il dit que cette histoire est contée depuis aussi longtemps qu'il s'en souviennne.

se fait emporter par le courant. Un troisième vient se fracasser la tête contre une roche. La femme regarde en amont : six autres bébés se dirigent vers elle. Horrifiée, elle crie à l'aide.

Les villageois qui labouraient la terre dans un champ à proximité accourent.

Les bébés se multiplient dans la rivière.

Bientôt, le village en entier est affairé aux nombreux travaux que requiert le sauvetage des nourrissons. Il y a des équipes de bons nageurs qui récupèrent les enfants dans l'eau jour et nuit, jusqu'à en avoir des crampes dans les jambes et les dents qui claquent. Il arrive même que certains des meilleurs nageurs, épuisés, se fassent emporter par les flots à leur tour. D'autres villageois s'occupent de soigner les bébés blessés. Ce sont des parents d'accueil, des charpentiers, des jardiniers, des tisserands, des chasseurs, des professeurs, des thérapeutes et des cuisiniers. La charge de travail est énorme afin de s'assurer que chaque bébé soit nourri, habillé, logé et intégré correctement à la communauté. Certaines personnes participent à chaque étape du sauvetage et trouvent tout de même qu'elles devraient en faire davantage pour ces pauvres enfants.

Il est impossible de sauver tous les bébés de la rivière. Plusieurs d'entre eux se noient. Tout de même, les villageois ont l'impression de gérer la crise au meilleur de leur capacité. Le prêtre du village bénit ses habitants pour leur bon travail. Et la vie continue.

Par contre, au bout d'un certain temps, il devient de plus en plus difficile de nourrir toutes ces nouvelles bouches et de trouver des familles prêtes à loger un nombre aussi élevé de marmots. Les villageois sont fatigués, affamés et tristes. Leurs nerfs peinent à tenir bon. L'humeur s'acidifie au village. Des querelles éclatent. L'hiver est à leur porte.

Un matin, deux femmes sont aperçues en train de quitter le village.

«Où allez-vous?» leur demandent les autres, déconcertés. «On a besoin de vous ici! Vous n'avez pas remarqué qu'on était dans le jus?!»

«Continuez votre travail ici.» a répondu l'une des deux femmes. Elle tenait une machette dans sa main. L'autre avait une fourche. «Nous allons en amont régler leur compte à ceux qui lancent des bébés dans la rivière.»

La discorde éclate sur la place commune du village.

«Il était temps!» rugit le forgeron en brandissant un marteau.

«Je ne comprends pas que nous n'y ayons pas pensé plus tôt! On ne peut pas se permettre de continuer comme ça! Je viens avec vous!»

Plusieurs villageois acclament l'initiative des deux femmes.

«Pas si vite!» tonne le fossoyeur en piochant le sol de son pic. «Que va-t-il advenir du village si nous quittons tous nos fonctions ainsi! Qui va surveiller la rivière? Qui va s'occuper des enfants que nous avons rescapés? Qui va s'occuper de la clinique et labourer le champ? Je vais vous le dire moi : encore davantage de bébés vont se noyer.»

Les mêmes villageois qui étaient prêts à tout quitter l'instant d'avant se voient forcés d'admettre la validité de son argumentaire.

«C'est une fausse dichotomie.» lance alors un adolescent responsable du lavage de la vaisselle. «Une partie d'entre nous doivent rester ici et l'autre aller remonter la rivière.»

La majorité des gens sont d'accord avec l'adolescent. Mais il faut dire qu'il s'agit ici d'un très petit village.

«Nous ne sommes pas assez nombreux!» dit le prêtre. « Et puis disons que nous y allons, en amont de la rivière. J'apporterai ma pelle et tu apporteras ta hache. Et après? Qu'est-ce qu'on va trouver là-haut? C'est possible qu'il y ait eu un accident. Il s'agit peut-être d'un grand glissement de terrain prêt d'une pouponnière, même si l'idée est un peu farfelue. Compte tenu du nombre de bébés qui passe par ici, l'idée la moins saugrenue serait qu'une personne malintentionnée les jette volontairement dans l'eau. Mais pourquoi? Il doit bien y avoir une explication! Qu'est-ce qu'on fait si on se retrouve face à face avec le scélérat qui a fait ça? Est-ce qu'on essaie de le raisonner et de lui faire voir les raisons pour lesquelles c'est une mauvaise chose que de jeter des nourrissons à l'eau? Est-ce qu'on le pousse, lui, dans la rivière pour qu'il se noie? Sommes-nous prêts à tuer un homme, s'il s'agit de notre seule option pour mettre un terme à cette pratique cruelle et vile? Et s'il est encore plus costaud que le forgeron? S'il a un fusil? S'il n'est pas seul? Et si ses amis sont armés de couteaux, de bâtons, de fusils, d'armes automatiques, de tanks, d'hélicoptères, d'avions de combat, de missiles balistiques et de bombes nucléaires? Comment, alors, avons-nous la moindre chance de l'arrêter?»



Heureusement, il manque au prêtre un argument important, tout comme à cette parabole : il y a des millions de personnes dans la rivière. On doit pouvoir s'entraider.



No More
No Más

Une dure leçon

Bien que je sois sympathique à leur cause, je reconnais que certaines critiques peuvent être faites quant au mouvement zapatiste. Cependant, il y a une raison pour laquelle ce groupe est le premier à mener à bien une révolution dans notre ère post-moderne. Les Zapatistes ont consciencieusement étudié leurs prédécesseurs, ont appliqué les leçons qui leur ont servi et adapté leurs stratégies à leur environnement. Les Zapatistes ont su se montrer patient-e-s et attendre le bon moment. Puis, illes ont agi avec audace et ont mis le monde sens dessus dessous.

Au crépuscule de l'ère post-moderne, nous devrions étudier tout aussi rigoureusement nos prédécesseur-e-s et leurs stratégies, à commencer par les Zapatistes.

Les Zapatistes ont rompu avec toute tradition marxiste-léniniste en démontrant que la césure du pouvoir étatique n'était qu'un faux-semblant. Illes ont déclaré la guerre au gouvernement mexicain sans pour autant avoir l'intention de remplacer ce dernier. Illes ont plutôt mis l'accent sur l'établissement de zones autonomes. Je me souviens* encore à quel point cela avait profondément confondu les gauchistes.

L'autonomie est la pierre angulaire de la rébellion zapatiste†. L'autonomie peut se définir comme étant la liberté de prendre des décisions et d'agir sur les phénomènes qui nous touchent directement sans avoir à quémander la permission d'une puissance supérieure, tant au niveau individuel que collectif.

Il aura fallu une année complète de lutte avant que le concept n'émerge complètement. Sa première apparition au sein du canon zapatiste date de la *Troisième Déclaration de la Jungle Lacandon*, en janvier 1995. Par le temps qu'illes n'en viennent à rédiger la *Sixième Déclaration de la Jungle Lacandon*, le concept d'autonomie était devenu central.

* J'ai moi-même revêtu l'uniforme trotskyste lorsque j'avais 14 ans, c'était mon premier contact avec l'univers des sectes.

† En 2002, j'étais dans la municipalité autonome de San Pedro Polhó et il y avait des hordes de superbes poules qui couraient partout. «À qui sont ces poules ?» ai-je demandé. «Oh, elles sont autonomes. Elles sont Zapatistes elles aussi.» m'a-t-on répondu. Voilà la différence entre la voix du vent qui souffle au-dessus de nos têtes et celui qui souffle sous nos jupes : *pollo* (poulet) versus autonomes. Le PRI parle des gens comme s'ils étaient des poulets, le EZLN parlent des poules comme si elles étaient des gens.

Au cœur de la révolte zapatiste se trouve le désir de permettre l'autonomie des peuples autochtones. Par définition, ces peuples sont tant mexicains que mayas, mais le mouvement cherche à établir des zones autonomes partout.

Les Zapatistes cherchent à faire valoir l'autodétermination des peuples autochtones dont les droits ont été niés depuis plus de 500 ans. Ils réclament que les premiers habitants d'un territoire soient libres de mettre en place leur propre système économique et politique, en plus d'être souverains de leurs ressources et d'utiliser celles-ci en accord avec leurs traditions et coutumes. Les Zapatistes se distinguent en cela des souverainistes, puisqu'ils ne cherchent pas à créer un nouvel état.

Dans *El Desperado Mexicano* du 1er janvier 1994, date de la première journée de rébellion, le EZLN spécifie que tout habitant-e du territoire zapatiste est en droit de résister à toute action des zapatistes eulles-mêmes, s'il le considère cette action injuste. Ainsi, le EZLN a instauré une mesure allant dans le sens de son idéologie qui veut que toute personne doive «acquérir et posséder les armes nécessaires pour défendre sa personne, ses proches et ses possessions contre les attaques des groupes révolutionnaires quels qu'ils soient et/ou du gouvernement.»* C'est-là le test ultime : les révolutionnaires qui clament leur monopole comme le font les gouvernements ne sont pas dignes de confiance. **Quand vous assistez à une telle chose, sauvez-vous.**

À l'échelle d'une société, l'autonomie peut être comprise comme étant la capacité à conserver des territoires décentralisés, administrés par un processus décisionnel participatif, sans qu'il n'y ait un monopole imposé par la force. La révolution peut être perçue comme un pont entre où nous en sommes et ce que nous désirons. 22 ans d'autonomie autochtone dans les Chiapas post-modernes est un accomplissement remarquable†. Ce qui s'est fait de mieux dans la tradition révolutionnaire européenne ne peut qu'à peine prétendre à quelque chose de semblable. La situation n'est pas parfaite,

* Selon les rapports de Paul Z. Simons in *Modern Slavery*, le YPG/YPJ (*People's Protection Units / Women's Protection Units*) ont pris une position similaire dans les territoires libérés du Rojava.

† Voir les travaux de James C. Scott pour d'autres exemples de ceci dans le monde post-moderne. Voir aussi les écrits de David Graeber portant sur le Madagascar. Pour certains exemples souvent négligés de l'histoire étatsunienne, voir l'histoire des communautés Maroon du marais de Great Dismal dans *La vraie résistance à l'esclavage en Amérique du Nord* de Russel Maroon Shoats; et l'histoire de Henry Berry Lowry et les bandits du marais dans *Dixie Be Damned* de Neal Shirley et Saralee Stafford.

mais je choisirai à tout coup une réalité imparfaite, mais concrète à un idéal intangible.

Il est difficile de nier que les choses vont mal au Mexique depuis une décennie. L'enclave zapatiste demeure; mais ailleurs, les choses semblent n'aller que de mal en pire. L'État mexicain a tracé une ligne dans le sable : il a perdu le contrôle d'une partie des Chiapas et préférerait maintenant foutre le feu à sa propre maison que de perdre le contrôle du reste du territoire. Les kidnappings de septembre 2014, où 43 étudiants de l'école rurale de Ayotzinapa, à Iguala, Guerrero* ont été assassinés, a envoyé un message très clair : *La Otra Campana*, est terminée. On ne laisserait pas l'autonomie autochtone s'étendre dans d'autres parties du Mexique; et les Zapatistes ne pourront rien y faire. Que s'est-il passé?

Je parlerai des Mexicain-e-s directement impliqué-e-s prochainement. Mais en tant qu'Étatsunien participant au mouvement, voici mon point de vue : ça se résume aux fusils. À l'heure actuelle, les zones autonomes n'existent que là où on les tolère (comme dans les Chiapas) ou là où elles sont ardemment défendues (comme au Rojava). Bien que je ne prenne aucun plaisir à affirmer une telle chose, les lieux autonomes qui ne sont ni tolérés ni en mesure de se défendre seront balayés de la surface du globe.

L'autodéfense armée peut vite prendre la tournure d'une guerre. Les guerres coûtent cher, tant en argent qu'en vies humaines. Les armes et les munitions ne sont pas données et doivent bien provenir de quelque part. La lutte armée requiert donc presque toujours le soutien de l'état. C'est évidemment un cul-de-sac. Et peu d'États veulent bien préserver des espaces autonomes. D'accord. Mais ceci implique que lorsque la révolution se transforme en guerre, l'autonomie en est la première victime.

Un élément central de la victoire zapatiste réside dans le fait qu'elles avaient compris que la victoire ne peut pas se gagner seulement sur

* Les étudiant-e-s ont été portés disparu-e-s le 26 septembre après avoir embarqué dans plusieurs autobus en partance pour Mexico City, en vue de célébrer l'anniversaire du massacre de Tlatelolco de 1968. La police locale les aurait détenu-e-s durant leur périple; aucun des étudiant-e-s n'a été revu vivant à partir de ce moment. L'enquête officielle affirme que la police aurait donné les étudiant-e-s au cartel local afin d'être exécuté-e-s. D'autres rapports avancent que l'armée mexicaine était directement impliquée dans les meurtres. Cette disparition de masse est sans aucun doute la plus grosse crise qu'a dû affronter le président Enrique Peña Nieto durant son mandat. L'évènement a attiré l'attention du monde entier et provoqué des manifestations incessantes, particulièrement dans l'état de Guerrero et de Mexico DF. Si le crime a résonné aussi fortement, c'est qu'il mettait en lumière le niveau de collusion entre le crime organisé, les gouvernements locaux, la police et l'armée. Voir : *The disappeared* de John Gibler.

le champ de bataille, que la force vitale de la révolution ne se trouve pas dans le conflit armé, mais dans l'espoir d'atteindre un monde meilleur. Malheureusement, l'état semble toujours avoir un as dans sa manche.

Contre toute probabilité, les Zapatistes demeurent invaincus. Leur révolution permanente a inspiré des millions de gens à travers le monde, dont moi. Pourtant, le passage vers un autre monde qu'elles ont tenté de défricher pour nous tous a été inondé par un océan d'hémoglobine.

Il n'y a pas de solution miracle. Les mêmes dynamiques ont transformé la Syrie en enfer, prise entre les feux des nombreux actants de la guerre civile qui ont fait monter le niveau de violence à un point si extraordinaire qu'ils se sont dépossédés de leur humanité jusqu'à devenir tous des machines à tuer, aussi bien huilées les unes que les autres. Les révolutionnaires du Rojava marchent sur des œufs, forcés de garder l'équilibre entre le danger d'être récupérés par le gouvernement étatsunien et celui d'être annihilé par l'État islamique. Les Zapatistes jonglent avec les mêmes problématiques depuis 20 ans.

Ce que j'essaie de dire est qu'il n'est généralement pas souhaitable de voir une révolution tourner à la guerre; que c'est ce qui se produira tout de même parfois et que lorsque ça arrive, on gagnera et perdra les deux simultanément. Il est impossible de gagner la guerre en abandonnant la révolution, ou encore de faire avancer la révolution en ignorant la guerre. J'ai souvent vu les mêmes motifs se répéter dans l'Histoire, dans l'actualité, dans ma vie.



J'ai passé du temps, en 2010 et 2011, à travailler avec la Nation Triqui dans la municipalité de San Juan Copala, à Oaxaca. Les Triqui avaient participé au soulèvement de Oaxaca en 2006. Puis, en janvier 2007, à l'instar des Zapatistes, la municipalité a proclamé son autonomie. Mais en novembre 2009, des troupes paramilitaires se sont accordées avec le gouvernement afin d'assiéger la communauté, leur coupant tout accès à de l'eau potable, de la nourriture, des médicaments et de l'électricité. Des tireurs d'élite, positionnés en périphérie du village, tiraient sur tout ce qui bougeait. Plusieurs personnes ont été tuées*.

* Tout ceci a été reçu avec le plus grand désintérêt par la majorité de la société mexicaine, incluant la gauche. Les Triquis sont parmi les groupes les plus marginalisés du Mexique. Illes sont constamment dépeint-e-s comme étant génétiquement insensé-e-s et violent-e-s. Il faut imaginer un Étatsunien non informé qui parle du Moyen-Orient : « Ils passent leur temps à s'entre-tuer. » Hmm... On se demande bien pourquoi.

Le 27 avril 2010, un petit groupe d'alliés extérieur comprenant des vétérans du soulèvement de 2006, a tenté de briser le siège à l'aide d'un convoi comprenant plusieurs voitures remplies de vivres, d'eau et de médicaments.

Les paramilitaires leur ont tendu une embuscade à l'extérieur de Copala, faisant feu sur le groupe et tuant deux participant-e-s : Alberta «Bety» Carino Trujillo, une mixtèque très respectée et directrice d'une organisation autochtone nommée CACTUS; ainsi que Jyri Jaak-Kola, un travailleur de la solidarité d'origine finlandaise très bien intégré dans les luttes sociales de Oaxaca. Les survivant-e-s, dont plusieurs blessé-e-s ont fui par les montagnes et n'en sont sorti-e-s que plusieurs jours suivant la fusillade, à des kilomètres de leur point de départ, après avoir fait circuler, à l'aide de leurs téléphones cellulaires, des vidéos de l'évènement. L'histoire a brièvement fait les manchettes aux États-Unis. Au Mexique, la chose a provoqué un tollé énorme.

Je crois que cet évènement a choqué plusieurs personnes à cause de l'identité de ceulles qui ont été tué-e-s. Les Triqui et les Mixtèques possèdent un historique très long et conflictuel. Si l'on cherche un comparatif étatsunien, c'est un peu comme si une femme hopi avait été tuée en tentant de stopper la relocalisation des anciens de Navajo (Diné) à Black Mesa* ; ou encore qu'une femme Ojibwe avait été assassinée en apportant des vivres aux groupes des protecteurs d'eau de Lakota, à Standing Rock†.

Jery, quant à lui, était finlandais. Personne n'a oublié qu'il avait volontairement traversé la planète et risqué sa vie au nom de l'autonomie autochtone.

«Plusieurs personnes trouvaient son implication un peu étrange.» m'a un jour dit un survivant. «Ce n'était pas étrange du tout. Il savait exactement ce dans quoi il s'engageait. Il était des nôtres. Sa mort est une perte terrible.»

Copala est la seule campagne dans laquelle j'ai été impliqué où j'ai régulièrement aperçu des autochtones transportant avec eulles des photos d'un martyr blanc, travailleur de la solidarité. Les noms de Bety et Jeri seront liés tant et aussi longtemps qu'on se souviendra d'eulles.

* Voir les groupes de support aux autochtones de Black Mesa à : supportblackmesa.org

† Voir la page Facebook du *Red Warrior Camp* pour plus d'informations sur la résistance contre l'oléoduc Dakota Access, dans la réserve de Standing Rock au Dakota du Nord.

En juin 2010, un convoi beaucoup plus grand a de nouveau tenté de briser le siège. Il était composé, cette fois, de plusieurs autobus et camion-poubelle remplis à craquer de militant-e-s et de vivres provenant des quatre coins du Mexique.

J'y étais aussi; et je dois dire que l'expérience m'a glacé le sang. Le convoi a été stoppé par la police à plusieurs reprises à mesure qu'il s'approchait de Copala, en plus d'être traqué par des hommes armés et masqués, postés sur les collines qui longeait la route. Impossible de savoir si ces hommes étaient des policiers, des militaires, des paramilitaires ou une quelconque combinaison de ces éléments. Un peu après la tombée de la nuit, à plusieurs kilomètres de la ville, les policiers nous ont informés qu'ils ne garantiraient plus notre sécurité et sont tous partis.

C'était le moment décisif. La suite des choses était difficile à prévoir. Tou-te-s les participant-e-s du convoi s'étaient entendu-e-s à remettre le pouvoir décisionnel entre les mains d'un groupe de Triqui de San Juan Copala. En retour, ceulles que nous considérons comme nos chefs s'engageaient à prendre l'avis des participant-e-s en considération. Nos chefs étaient donc face à un choix difficile et ont finalement décidé que nous rebrousserions chemin. Cette décision a provoqué beaucoup de colère. Les participant-e-s s'engueulaient au milieu de la route en cherchant une autre solution. Læ lecteur-trice se souvient peut-être de la Flotille pour la Liberté de Gaza du 31 mai 2010 au cours de laquelle neuf travailleur-euse-s humanitaires ont été tué-e-s par l'armée israélienne alors qu'illes tentaient de briser l'embargo exercé le long de la Bande de Gaza.

Cet évènement est survenu seulement quelques jours avant la création de notre convoi. Pour paraphraser nos chefs Triquis : «La Palestine est connue à travers le monde. Ils ont tué ces personnes de sang-froid et rien n'est arrivé. Nous sommes un petit groupe autochtone méconnu. Les paramilitaires ont déjà prouvé qu'ils n'ont pas peur de tirer sur nous et le gouvernement a déjà montré qu'il s'en foutait. Nous les connaissons bien. C'est trop dangereux. Si nous ne rebroussons pas chemin, certain-e-s d'entre nous vont mourir. Nous avons déjà la mort de deux étrangers sur la conscience. C'est déjà trop.»

Plusieurs participant-e-s ont rétorqué : «C'est votre seule chance. Vous ne réussirez jamais à retrouver un tel momentum. Pourquoi sommes-nous venu-e-s ici, si ce n'est que pour nous laisser intimider? Si vous rebroussez chemin tout de suite, le gouvernement va prendre cela comme un signe de faiblesse et vous exterminer en l'espace de quelques mois. Ça serait un recul pour tous les peuples

autochtones du monde. Tout ça est plus grand que vous, plus grand que nous tous. S'ils nous assassinent, il y a au moins une chance que ça fasse péter le Mexique.» Les chefs ont délibéré de nouveau et ont réitéré qu'il fallait rebrousser chemin. En l'espace de quelques mois, les paramilitaires ont affaibli ceux qui restaient au village et fait culminer leur siège par une série de viols et de meurtres en septembre 2010. À ce jour, les déplacé-e-s de Copala campent toujours dans le Zocalo (place centrale) de la ville de Oaxaca. Illes n'ont jamais pu retourner chez eulles.

Depuis, j'ai parlé à certain-e-s d'entre ceulles qui ont dû trancher en cette journée décisive. J'ai aussi appris que l'un d'entre eulles avait migré en empruntant le corridor d'Arivaca en 2011 et s'était abreuvé à nos bouteilles d'eau tout au long de son périple. Je vois bien que cette retraite que nous avons dû opérer pèse encore sur eulles. Il est possible que ce moment ait signé l'arrêt de mort de *La Otra Campana*, bien que cette retraite ait potentiellement sauvé ma vie. Qui sait? J'ai bien peur que les deux dernières affirmations ne soient aussi vraies l'une que l'autre. J'ai consenti à m'en remettre aux chefs Triquis et je respecte leur décision.

Au lendemain du second convoi, j'entendais des conversations comme celles-ci : «Ils ne vous laissent que deux choix : la soumission ou la mort.» La réponse était alors : «Les paramilitaires sont financés par le gouvernement. Nous, nous sommes pauvres et ne sommes financés par personne. C'est bien beau de parler de lutte armée, mais si nous entrions en guerre, comment pourrions-nous financer l'achat d'armes et de munitions? Et où nous les procurerions-nous? Est-ce que VOUS allez nous les procurer? Nous perdriens.»



Le siège de Copala m'a appris une dure leçon : la résistance non armée est un suicide en face d'un ennemi impitoyable, mais la lutte armée sans l'appui de l'état peut elle aussi être un suicide.

En 1943, Georges Orwell suggérait, dans ses écrits, que c'était justement ce qui avait permis le triomphe du fascisme durant la guerre civile espagnole. Dans *Looking Back on the Spanish War*, il avance que la conclusion de cette guerre s'est décidée à Londres, Washington et Paris, lorsque l'Ouest a choisi de ne pas fournir d'armes à la militia révolutionnaire.

Du point de vue militaire, j'ai bien peur de devoir donner raison à Orwell. Lorsqu'une résistance non armée se transforme en conflit

armé, les considérations d'ordre militaire ne peuvent être éludées. Est-il donc préférable de demander l'appui de l'état dans l'espoir de vaincre son adversaire ou de ne rien devoir au gouvernement et d'être presque certain de perdre le combat? En toute franchise, je n'en sais rien. Chaque situation est différente.

Heureusement, on peut raconter cette histoire différemment. Du point de vue révolutionnaire, on peut être d'accord avec Orwell et affirmer que l'aboutissement de cette lutte en Espagne a effectivement été déterminé par Paris, Washington et Londres... et Moscou et Marrakech et Alger; mais pas par les autorités. Ce sont les peuples qui ont décidé de ne pas se soulever et de ne pas propager la révolution espagnole dans le reste du monde*. Nous ne pourrions peut-être jamais compter sur les dirigeants des états, mais espérons que les gens sur qui comptent ces dirigeants refusent parfois d'exécuter leurs ordres.

Tant que la révolte s'étend et que les autorités ne savent pas qui sera le prochain-e à briser les rangs, les règles traditionnelles de la guerre ne s'appliquent pas. Dans cette situation, une population extrêmement mal équipée peut réussir à contrecarrer une armée. C'est exactement ce qui s'est produit en France en 1848, en Russie en 1917 et en Égypte en 2011. Dans chacun de ces cas, c'est seulement une fois la poussière retombée, lorsqu'une nouvelle configuration autoritaire s'est établie sous prétexte de remplir les promesses de la révolution, que le mouvement a été détruit.

Le 18 mars 1871, des soldats français ont refusé d'ouvrir le feu sur des femmes et des ouvriers. Ce refus unique a permis la naissance de la Commune de Paris, l'une des zones autonomes les plus célèbres de l'Histoire. C'était presque suffisant pour faire tomber le gouvernement de France. Pendant quelques jours, le pays entier tremblait, au seuil d'une révolution, en attendant de voir si d'autres soldats déserteraient les rangs et si d'autres villes se soulèveraient. Mais la commune a été vaincue au moment où elle a répondu aux tirs des militaires qui avaient pour mandat de les chasser de Paris. Avant cet événement, le gouvernement était terrifié à l'idée que le reste de leurs militaires se révoltent aussi; mais une fois que le soldat moyen avait internalisé l'idée que la Commune était ennemie de l'armée, c'était de nouveau, simplement, la guerre. Cruellement inférieure en nombre, la Commune était vouée à perdre.

* Orwell est sympathique à cette posture dans *Hommage à la Catalogne*, écrit en 1938, quelques mois après avoir servi au front d'Espagne.

Ceci illustre bien la différence entre la révolution et la guerre. Je crois que les Zapatistes comprenaient qu'elles avaient besoin d'assez de poudre à canon pour repousser le gouvernement mexicain, mais que la menace d'une révolte pouvant devenir contagieuse demeurait l'arme la plus redoutable de leur arsenal.

Pour récapituler, je dirai que la survie à court terme de territoires autonomes dépend souvent de la supériorité physique d'un groupe face à un ennemi terriblement cruel, ce qui nécessite malheureusement une certaine quantité d'armes et de fournisseurs d'armes. Je l'ai vu de mes propres yeux. La survie à moyen terme dépend souvent de l'étendue de l'initiative révolutionnaire, afin que le territoire en question ne puisse pas se faire encercler, assiéger, affamer et simplement étouffer jusqu'à en venir à se soumettre. La survie à long terme, finalement, est dépendante d'une transformation sociale globale. Le plus tôt sera le mieux afin de minimiser le sang versé.

Pour ce que ça vaut, la défaite de Copala semble avoir servi de leçon aux mouvements qui ont suivi tels que ceux de Santa Maria Ostula et de Chéran; tous deux dans l'état de Michoacán. La communauté Nahua, d'Ostula a créé un précédent dans sa région lorsqu'elle s'est soulevée contre l'extraction de son minerai de fer et contre la coupe illégale d'arbres menacés de disparition, les Sangalica*, qu'avait entrepris un cartel local affilié au gouvernement.

La communauté Purepecha, de Chéran, a aussi pris les armes en 2011 pour défendre ses forêts des industries de la coupe, affiliées à l'état et aux cartels locaux†. Les deux communautés ont organisé des rondes de militas afin de se défendre contre ces attaques. Je ne sais pas comment ont réussi à se financer les communautés d'Ostula et de Chéran, mais je suis prêt·e à parier que la clé du succès des rondes de militas et de l'autonomie des peuples indigènes de Michoacán réside dans ce financement.

Contrairement à Copala, Chéran et Ostula se sont engagés collectivement à l'autodéfense armée. Copala a été annihilé. Des personnes qui m'ont nourri, qui ont plaidé pour mon bien-être et se sont tenues à mes côtés lors du voyage du deuxième convoi se sont retrouvées endeuillées, orphelines, sans abris, emprisonnées, exilées et tuées. Pourtant, Ostula et Chéran sont toujours debout. Ce n'est sûrement pas une coïncidence.

* Voir le *Ostula Manifesto*, juin 2009.

† Voir le documentaire *Guarda Bosques (Gardiens de la Forêt)* de Manovuelta, 2013.

“Le prix de la liberté est la mort.”

— Malcolm X





Solidarité

Je vais prendre pour acquis un instant que mes lecteur-trice-s sont tou-te-s, tel que moi-même, des habitant-e-s de l'Amérique du Nord et qu'illes sont tous pour le moins mal à l'aise avec la tangente actuelle des choses. Si une révolution/transformation mondiale est en effet nécessaire afin d'éviter le chaos et la guerre à l'échelle planétaire; ou du moins, pour éviter que les choses n'aillent que de mal en pire* comment participer?

Le travail de solidarité est certainement une bonne porte d'entrée. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, plusieurs critiques du capitalisme ont conclu à l'impossibilité de voir éclore une révolution en Amérique du Nord et qu'il serait plus pertinent de diriger ailleurs son attention. Ces critiques semblent avoir eu plutôt raison. En partant du principe que toutes les vies humaines possèdent la même valeur intrinsèque, force est de reconnaître qu'à l'heure actuelle, la plupart des gens qui souffrent le plus à travers le monde ne sont pas issus de l'hémisphère nord; et qu'il est logique de prioriser ceuilles qui souffrent le plus. Il existe cependant des aspects négatifs à cette approche, dont je crois avoir été témoin.

Les travailleu-euse-s de solidarité semblent aux prises avec un conflit d'intérêts. Comme la plupart des gens, illes sont assujetti-e-s au capitalisme global. Nous aussi, faisons face à un avenir incertain. Nous ressentons le besoin d'agir lorsque des innocent-e-s sont systématiquement maltraité-e-s en notre nom, contre notre gré et avec nos taxes. Mais intervenir rend souvent nos propres vies beaucoup plus précaires et instables. Quand la plupart des gens cherchent à réduire voire éliminer la précarité qu'illes subissent (en migrant par exemple), nous semblons au contraire la rechercher.

Il n'existe à ma connaissance qu'une seule voie hors de cet état de dissonance cognitive : reconnaître la manière dont notre bien-être est directement lié au bien-être des autres.

* À propos des changements climatiques : il semble que nous ayons déjà raté le navire, mais nous avons encore la possibilité de ralentir le rythme de la course folle qui nous entraîne vers l'abîme. Dans le pire des cas, agir nous permettra de rester connecter les un-e-s aux autres et nous aurons des vies intéressantes. À l'heure actuelle, certain-e-s d'entre nous ont encore la possibilité de choisir d'ignorer ces conflits. Cependant, cette attitude ne fait que motiver d'autres personnes à modeler le contexte dans lequel nous vivons tous. Nous n'aurons pas le monde que nous méritons; nous aurons celui que nous avons les moyens de créer. Pour plus d'exploration sur cette ligne de pensée, voir *Desert*, publié anonymement en Angleterre en 2011.

Les travailleur-euse-s de solidarité œuvrant avec les migrant-e-s et les réfugié-e-s en Grèce le démontrent clairement*. La Grèce risque de se faire exclure de l'Union Européenne à tout moment, ou de partir de son propre gré. Les travailleur-euse-s de solidarité en Grèce risquent à tout moment de perdre leur citoyenneté européenne et de se retrouver à l'extérieur de la frontière. Si les Grec-que-s ne s'occupent pas des Syrien-ne-s aujourd'hui, qui s'occupera des Grec-que-s demain?

C'est là que les politiques les plus privilégiées du milieu activiste américain tombent fatalement à plat. Ceulles qui sont motivé-es par la culpabilité et la honte plutôt que par l'amour et la colère vont éventuellement s'essouffler. Ceulles qui ne se battent pas pour leur propre vie finiront par abandonner la lutte. Toujours†.



Nous nous étions aventurés très loin dans la montagne; beaucoup plus loin que d'habitude. Nous soupçonnions qu'il y avait un trafic migratoire par là, mais l'endroit que nous visions était si difficile à atteindre que nous n'avions jamais pu en être certain-e-s. C'était une chaîne de montagnes que nous connaissions peu.

Nous avons atteint la route à l'aube de notre deuxième jour de randonnée. En l'espace de cinq minutes, nous avons croisé un migrant qui marchait seul. Il semblait fatigué, mais en bonne forme physique. Il nous a demandé si c'était encore loin. J'ai dû lui avouer que je ne savais pas vraiment. Nous lui avons donné de l'eau et de la nourriture. Il est parti et nous avons continué.

C'était le pire chemin que j'avais vu jusqu'à présent et j'en ai marché beaucoup, des chemins merdiques. Il traversait cinq énormes canyons, faisant tomber et remonter le terrain en pentes raides de 2000 pieds chaque fois. Mais il y avait des signes qui laissaient croire que beaucoup de gens empruntaient cette route. Nous avons trouvé un petit hôtel religieux au sommet d'une des montagnes, entre deux canyons, où chaque crevasse dans la roche avait été aménagée pour un saint différent. Nous n'avancions pas très vite et avions presque épuisé nos réserves d'eau à la fin de l'après-midi. Il était de plus en plus évident que nous n'arriverions pas à redescendre à temps pour nous faire embarquer en voiture par des camarades.

* Le camp de solidarité à Mytilène, Lesbos, en est un bon exemple. Voir www.lesvossolidarity.org pour plus d'informations.

† Voir *Lines in the Sand*, de Peter Gelderloos et *Another Word for White Ally is Coward* par Anti-State STL

Nous avons décidé de descendre un dernier canyon et de trouver un refuge pour la nuit. Au détour de la montagne, nous avons aperçu une large grotte. Mon compagnon et moi nous sommes arrêtés d'un coup. «Eh merde.» a-t-il dit. «C'est louche. Enlevons ça.» Quelqu'un avait soigneusement pendu à un arbre un soutien-gorge et une paire de shorts, de manière à recréer une figure humaine devant la grotte. Je ne pouvais qu'en déduire que les vêtements avaient appartenu à une personne qui s'était fait violer ici et qu'ils avaient été accrochés par l'agresseur en guise de trophée. On m'avait déjà rapporté de telles pratiques et il m'était déjà arrivé de tomber sur les signes de telles activités dans d'autres secteurs. Nous avons enlevé les vêtements de l'arbre.

Il faisait presque nuit. Nous avons atteint le pied de la montagne, avons longé le canyon et nous sommes endormis au centre d'un épais amas de cactus. Un de nos compagnons nous a réveillés en pleine nuit. Il hurlait dans son sommeil.

Le lendemain, il faisait encore plus chaud que la veille. Nous n'avions pas prévu qu'une telle chaleur se manifeste à ce temps de l'année. Nous n'avions vraiment plus beaucoup d'eau et deux autres montagnes à traverser. Le temps d'atteindre le sommet de la deuxième, je me sentais fiévreux, très faible et mon cœur battait anormalement vite. C'était alarmant. Je me suis allongé sous un arbre pour tenter de fuir le soleil. J'ai dit quelque chose à l'un de mes compagnons. Il n'a pas répondu puisque je m'adressais en réalité à une grosse pierre.

«Je suis désolé», ai-je dit lorsque j'ai retrouvé mon groupe. «Je ne me sens pas bien. Ayez-moi à l'œil s'il vous plaît.» J'ai franchi les derniers kilomètres jusqu'à la voiture dans un état de confusion total, sans eau. Je ne pouvais pas arrêter de penser au Gatorade que j'avais donné à un migrant; je me demandais s'il allait survivre. Je me disais aussi que je ne serais pas contre le fait de trouver un gallon d'eau sur mon chemin. Je pensais aussi à la façon dont je me sentirais sans téléphone dans ma poche, sans GPS autour du cou et sans ami-e-s à mes côtés. Il semblait y avoir des os partout, des os de chevreuils, de coyotes, de lièvre, de moufette et de vaches.

«*Now we walk through the valley in the shadow of death.*» a chanté un de mes compagnons. Je travaillais dans le désert depuis plusieurs années déjà et j'étais en bonne forme physique. C'était impressionnant de constater à quel point quelqu'un peut se détériorer rapidement au soleil, sans eau pour s'abreuver.



Quand je suis arrivé dans le désert, je n'étais plus très jeune et je n'avais pas un sou en poche; j'étais un membre vieillissant de la génération X issu des mouvements d'antimondialisation. Après avoir surfé cette vague de sa naissance jusqu'à sa fin amère, j'ai fini par échouer à Tucson sans perspective d'avenir, avec un curriculum vitae assez trouble, bien que bourré d'expérience dans le domaine des manifestations, des révoltes et des émeutes. Je n'arrivais pas à trouver quelque chose de mieux à faire. La plupart des autres bénévoles étaient de jeunes milléniaux qui s'étaient endettés jusqu'au cou pour étudier, seulement pour se rendre compte que leur diplôme universitaire ne leur garantirait aucunement une place au sein de la classe moyenne.

No More Deaths nous a recrutés en disant : «Nous ne pouvons pas vous payer, mais nous prendrons soin de vous. Voici un téléphone, voici les clés du camion, voici de l'argent pour de l'essence, voici le numéro d'un avocat si vous êtes dans le pétrin et celui d'un médecin si vous vous blessez ou si vous tombez malades. Vous pouvez vivre ici. C'est quelque chose. Quelque chose que vous pouvez faire, quelque chose dont vous pourrez être fier-e-s. Nous vous faisons confiance. Vous devez seulement faire le travail.» Il ne faut pas sous-estimer l'effet que peuvent avoir de telles paroles sur quelqu'un. J'étais habitué à me débrouiller seul. Ce filet de sureté m'a donné le sentiment d'être invincible*. L'effet a duré longtemps. J'ai quitté le désert 7 ans plus vieux, plus ou moins dans la même situation qu'à mon arrivée.

Je n'essaie pas ici d'établir une corrélation entre mes expériences et celles des migrant-e-s et des réfugié-e-s. J'ai cependant passé beaucoup de temps en leur compagnie et en suis venu à la conclusion que nous cherchions tous sensiblement les mêmes choses. Dans un monde qui semblait ne savoir que faire de nous, nous voulions désespérément nous faire dire : «Tu n'es pas remplaçable, tu as quelque chose à offrir, tu es utile. Tu es désiré-e, tu es respecté-e, tu es aimé-e. Ce que tu fais est important, tes actions font une différence, ton existence veut dire quelque chose. Voici quelque chose que tu peux faire; voici quelque chose dont tu pourras être fier-e; voici quelque chose de plus grand que toi.»

On appelle cela «dignité». Les gens en sont affamés. Son absence ronge inconfortablement le corps et l'esprit comme le ferait la douleur spectrale d'une jambe amputée.

* Travailler dans le désert m'a appris beaucoup sur la résilience que peuvent avoir des projets sociaux lorsqu'ils touchent en profondeur différentes générations. Quand des gens de tous âges amènent différentes ressources à l'équipe, le tout devient plus grand que la somme de ses parties.

“Je découvre ici un degré de force et une aptitude surprenante de l’humain à préserver son humanité dans les pires circonstances ; circonstances dont j’ai été témoin par le passé. Je crois que cela s’appelle de la dignité. Je voudrais tant que tu puisses rencontrer ces gens. Peut-être les rencontreras-tu un jour, je l’espère.”

-Rachel Corrie écrivant à sa mère,
29 février 2003.

Les sans-papiers et les déplacé-e-s n’en ont pas moins besoin que les autres, de cette dignité. J’ai souvent entendu des phrases telles que : «Je souhaiterais tellement rester ici et travailler avec vous; je voudrais pouvoir aller déposer de l’eau dans le désert; je voudrais pouvoir faire quelque chose pour mon peuple.» Surtout provenant de la bouche d’adolescent-e-s centraméricain-e-s qui n’avaient nulle part où aller.

C’est un avilissement de la dignité que ces cyniques trésoriers nous offrent pourtant : un fusil, quelques dollars, le droit de tuer; un chèque de paye, une hypothèque; une morne résignation à ce que nous savons être mal. Le nihilisme nous remplit de calories vides; il s’agit là d’une bien maigre pitance. C’est une chose que de tenir une arme dans sa main, c’en est une toute autre que de laisser cette main être guidée par un énorme sentiment d’amour. Che Guevara avait raison là-dessus.

Quand les gens trouvent un objectif et ont les moyens de l’atteindre, illes semblent acquérir des pouvoirs surhumains. Illes semblent pouvoir marcher à travers les murs et ne se faire qu’effleurer par les balles. C’est comme ça que les gens arrivent à franchir les frontières et atteignent leur famille. C’est pourquoi Harriet Tubman n’a jamais perdu un passager et que Crazy Horse n’a jamais perdu une bataille*. C’est pourquoi l’État islamique a pris de l’ampleur avant de se faire écraser contre la roche de Kobanê†. «L’espoir avec une gâchette» disait la *Seconde Déclaration de la Jungle Lacandon* en juin 1994. «Les armes

* Voir le raid de la Rivière Combahee et la bataille de Greasy Grass, 2 juin 1863 et 25-26 juin 1876 pour en connaître respectivement davantage sur les moments forts des carrières de Harriet Tubman et de Crazy Horse; certainement les deux plus grandes actions directes de l’histoire étatsunienne. Voir aussi *Jailbreak Out Of History*, de Butch Lee.

† Voir *Understanding the Kurdish Resistance* (Comprendre la Résistance Kurde) publié chez Crimethinc. en 2015.

avec un compas» auraient-elles pu ajouter. C'est pourquoi durant toutes ces années dans le désert, nous n'avons jamais baissé les bras*.



Luther est arrivé au camp durant l'hiver 2011. Comme beaucoup d'autres, il était frigorifié, déshydraté et affamé. Contrairement à beaucoup d'autres, il avait des vers dans l'estomac et marchait à quatre pattes. Luther est un chat sauvage; le chat sauvage le plus génial qui ait jamais existé. Au début, j'avais quelques appréhensions. Je n'étais pas certain que de rajouter une créature à la longue liste de nos préoccupations était une bonne idée. Cependant, les semaines passaient et nous n'arrivions pas à lui trouver un foyer.

Une femme de Oaxaca est arrivée au camp durant cette période. Il faisait froid et il pleuvait. Elle était assise dans notre clinique, complètement détrempée et grelottante, en larmes, en détresse. Je voyais bien qu'elle ne savait pas si elle pouvait nous faire confiance. C'est alors que Luther a fait irruption, a bondi sur ses genoux avec enthousiasme et s'est mis à ronronner aussi fort qu'un moteur de bateau. Le changement d'attitude qui s'est opéré chez cette femme a été spectaculaire. On aurait dit qu'elle venait de se décharger d'un poids énorme.

«Oh! Que lindo! Que cariñoso el gato...»

J'ai observé Luther avec émerveillement pendant qu'il rassurait la femme comme aucun humain n'aurait su le faire. Je me souviens m'être dit qu'il avait peut-être sa place ici après tout.

Luther avait trouvé son foyer. En peu de temps, il a commencé à ressembler à une petite panthère avec son poil noir et court, ses muscles sinueux et ses pattes en forme de gant de base-ball. Je crois sincèrement qu'il en est venu à comprendre qu'il avait un rôle à jouer dans notre organisation et que le fait d'accomplir sa mission lui valait sa nourriture. Son travail consiste à reconforter les gens. Je l'ai aperçu maintes fois démontrer des habiletés surprenantes à tirer les migrant-e-s comme les bénévoles de cette torpeur qui annonce le désespoir au moment précis où elles étaient à leur point le plus vulnérable. Je sais qu'il l'a fait pour moi, souvent.

J'hésite à avancer cette proposition, mais je crois que le pelage sombre et l'énergie suave et masculine de Luther sont tout particulièrement rassurants pour certaines femmes. J'ai déjà passé une bonne partie

* «Nous sommes une armée de rêveurs; c'est pourquoi nous sommes invincibles.»
— sous-commandant Marcos.

de la semaine au camp avec trois femmes guatémaltèques qui ne pouvaient pas arrêter d'imaginer des histoires hilarantes et parfois même grivoises dans lesquelles Luther était le héros.

«Oh! Luther! Il y a trois femmes au camp qui sont amoureuses de toi! Mais il doit partir dans les ténèbres de la nuit et nous laisser seules, à attendre avidement son retour. Comment allons-nous vivre sans lui? Qu'allons-nous faire?»

Luther n'est cependant pas juste un amoureux. C'est aussi un combattant redoutable. Il a un autre rôle au camp : il chasse les serpents à sonnette. Personnellement, j'aime bien ces serpents. Ce sont des êtres raisonnables. Ils ne sont généralement pas agressifs. C'est nous, qui nous sommes chez eux, pas l'inverse. Mais ils peuvent être dangereux. Un migrant s'est déjà fait mordre en plein dans le centre médical. Ce n'est pas idéal que d'avoir des serpents à sonnette au sein d'un camp d'aide humanitaire. Luther patrouille dans son domaine avec beaucoup de vigilance et devient complètement fou lorsqu'il y trouve un serpent. Il crache et miaule jusqu'à ce qu'on le remarque, qu'on attrape le serpent et qu'on aille le libérer loin du camp. Parfois, il essaie de s'en débarrasser tout seul. C'est risqué. Il s'est fait mordre au visage, une fois. Sa tête a enflé comme un ballon, mais il s'en est sorti.

Luther est maintenant célèbre de Tacoma à Tegucigalpa. Un jour, un adolescent du nord de Sonora est arrivé au camp en quête d'eau et d'antidouleurs pour son groupe. Il était lui-même en piteux état, avait le regard désespéré et traqué d'un loup mal nourri. Luther était assis sur une table.

«*Lucer!*» s'exclame le jeune homme. Un grand sourire est apparu au milieu de son visage buriné. Il l'a pris dans ses bras et lui a caressé la tête. «*A la vergua, güey!*» a-t-il ajouté; une expression trop obscène pour être traduite. Pour un instant, il avait perdu son aire de bête sans patrie détestée de tous et ressemblait à un adolescent typique.



Notre travail de solidarité dans le désert a beaucoup évolué grâce à l'arrivée de Luther. Il est devenu notre avatar, notre responsabilité collective et le symbole unificateur de notre mission. Aucun autre membre de *No More Deaths* n'a passé autant de temps au campement que lui. Lorsque nous écrirons le grand livre des grands noms de notre histoire, qui honorera la mémoire de tous les êtres ayant contribué à la libération collective de tous les organismes vivants sur terre, celui de *Luther le Chat Sauvage* y sera inscrit en lettres majuscules.



Chez soi

Nous sommes tou-te-s le produit de notre environnement et je connais bien le mien. Il y a de bonnes choses à propos de la culture étatsunienne, mais elle se caractérise aussi par de fortes tendances à l'individualisme et à l'élitisme. Plusieurs sans-papiers ont tenté de m'expliquer à quel point ce phénomène est en soi une adaptation. C'est difficile à saisir pour ceulles qui sont né-e-s au sein de cet univers. Mettre le doigt sur ce phénomène n'implique pas de devenir anti-étatsunien ou de cultiver un dégoût face à son identité; il s'agit simplement d'une prise de conscience. Les gens issus d'autres cultures ont la responsabilité de s'examiner eulles aussi.

En tant qu'étatsunien-ne, nous sommes élevé-e-s à penser notre identité comme étant constituée d'individus robustes au sein d'une méritocratie, sur un territoire où tou-te-s possèdent les mêmes chances d'atteindre l'abondance. Nous avons le sentiment que nous devrions être en mesure de nous extirper de notre misère par nos propres moyens et avons tendance à nous considérer comme des perdant-e-s si nous en sommes incapables. Nous prenons tout très personnellement, nous sommes aveugles aux structures en place et nous refusons de mutualiser nos ressources. Nous sommes des gens très fier-e-s qui croyons pouvoir nous occuper de nous-mêmes. Passer par notre seule force personnelle de paumé-e à millionnaire, de quémandeur-e-s à empereur-e.

Ces habitudes nous rendent spectaculairement faciles à contrôler. Nous nous ruinons à payer notre nourriture, nos vêtements, notre maison, notre système de santé et de transport, à coup d'individualité. Nous tournons perpétuellement en boucle dans nos roues de hamsters, seul-e-s. Dès que nous avons des enfants, il est presque impossible de s'en sortir et d'agir autrement. Ce n'est donc pas étonnant que notre seul salut apparent se trouve dans la culture de la jeunesse. Il n'y a vraiment aucun moyen de continuer à jouer le jeu en tant qu'adulte.

En tant qu'Étatsunien-ne-s, nous nous faisons aussi apprendre que nous vivons dans une ville sur une colline, séparée et exempte des forces qui affectent le reste du monde. On nous enseigne que notre histoire est fondamentalement différente de celle des autres et que nous avons la mission très spéciale de changer le monde; et-e-que cette histoire et cette mission nous rendent supérieur-e-s. Nous n'avons pas besoin de comprendre quoi que ce soit du reste du monde, ça ne nous concerne pas.

Paradoxalement, nous avons toujours le nez fourré dans les affaires des autres. Nous sommes formaté-e-s pour traverser l'enfer et élever le monde à notre image. Cette combinaison d'égoïsme, d'ignorance et d'arrogance peut être difficile à avaler pour les autres.

La politique titubante de notre gouvernement face à l'Irak a peut-être été le dernier clou de notre cercueil. D'ici peu, il ne sera plus possible d'envisager le monde comme nous l'avons fait jusqu'à présent sans, littéralement, enterrer nos têtes dans le sable. Une armée d'une seule personne est vite encerclée. Toutes nos tendances se montreront de plus en plus mal-adaptées dans les années à venir; nous devons casser nos habitudes ou ce sont elles qui nous casseront. Ça ne sera pas facile, mais la différence entre difficile et impossible fait plus de mille kilomètres de long. Nous pouvons y parvenir.

“Me ...
We”

-Muhammad Ali, 1974.

Le poème le plus court jamais écrit.

Cette vision déséquilibrée du monde n'est pas unique à notre culture. Elle prend racine dans la désintégration du Moi face à l'Autre; de l'individu face au collectif, du spirituel face au physique, d'une famille d'humains face à une autre, de l'humanité face au reste de la vie sur terre. Ces divisions ne nous rapprochent que du néant dans nos civilisations post-modernes. Chaque endroit est différent; mais tous ont perdu leur équilibre. Ce n'est pas étonnant que nous ayons l'impression d'être perdu-e-s dans un dédale, chacun isolé-e dans un amalgame de chaînes concentriques, où chaque frontière est plus fortifiée que la précédente. Ça nous rend dingues. Nous ne sommes pas fait-e-s pour être seul-e-s.

La prière du *Lakota Mitakuye Oyas'in* « Toutes mes relations, toutes, sont liées. » n'est pas une métaphore, mais une description précise de la réalité. Si nous retournons assez loin en arrière, tous les êtres humains partagent des ancêtres communs; si on retourne encore plus loin, ce sont toutes les créatures vivantes qui partagent un ancêtre; en fin de compte, absolument tout ce qui existe possède la même origine : le Big Bang.

Chaque fois que des gens commencent à se positionner comme étant extérieur·e·s au grand schème de la vie, illes se retrouvent au même point : à garder les murs d'empires mourants pendant que leurs cousin·e·s renié·e·s se rassemblent en vue de faire tomber leur temple et d'arracher la chair de leur os. Les défenseur·e·s de la ségrégation nous entraînent tout droit vers la destruction. Illes abandonnent leur famille; il est temps pour nous de retrouver le chemin de la maison.



Pour l'Anarchie :

La transformation interactive entre le chaos et l'ordre.

Un Ex-travailleur solidaire du désert de Sonora
Amérique du Nord
2011, 2016

À la mémoire des **TREIZE PERSONNES** décédées
dans l'autobus, au Mexique:
VOUS auriez pu être moi;
j'aurais pu être VOUS.

Reposez en Paix.

La frontière divise le monde
entier en communautés murées
ou en prisons; l'une située
à l'intérieur de l'autre en cercles
concentriques de privilèges et
de contrôle. À un pôle du continuum,
il y a des milliardaires qui peuvent
se déplacer n'importe où en jet
privé et à l'autre, des détenu·e·s
en isolement. Tant qu'il existera
une frontière entre vous et les moins
fortuné·e·s que vous, il existera sans
aucun doute une frontière qui vous
empêchera d'acquérir ce dont vous
avez réellement besoin.

**Et avec qui faire tomber cette
seconde frontière, si ce n'est pas
ceulles qui sont séparé·e·s de vous
par la première ?**

Qui sont ces sans-papiers qui traversent la frontière sud des États-Unis ? Pourquoi et comment entreprennent-ils ce voyage ? À qui sert cette frontière—et en quoi change-t-elle le visage de l'Amérique du Nord ?

Chaque année, des milliers de personnes risquent leur vie pour traverser le désert entre le Mexique et les États-Unis. Ce livre, qui s'appuie sur une dizaine d'année de travail de solidarité le long de la frontière, dévoile les véritables objectifs et coûts de la politique frontalière étatsunienne.

Traduit de l'anglais par :

NŒUDS
Éditions

